

SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO

**LISTE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 24 SEPTEMBRE 2025**

Le 24 septembre 2025, le Conseil Communautaire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, régulièrement convoqué à 18h00, s'est réuni Salle du Conseil Communautaire au siège de l'Agglomération, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON, Président.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,
Monsieur Eric PANNAUD (jusqu'à la délibération n°2025-201),
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT,
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Alain MARGAT,
Madame Véronique ABELIN DRAPRON,
Madame Caroline AUDOUIN,
Monsieur David MUSSEAU,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Joseph de MINAC,
Madame Chantal COUSSOT,
Monsieur Patrick PAYET,
Madame Françoise LIBOUREL,

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET,
Monsieur Laurent MICHAUD,
Madame Marie-France DREY,
Monsieur Cyrille BLATTES,
Monsieur Philippe ROUET,
Madame Christine MESLAND,
Madame Martine NATUREL,
Monsieur Régis NEGRIER,
Madame Sylvie BEGIN,
Madame Amanda LESPINASSE,
Madame Anne RAYNAUD,
Monsieur Anthony TERRIERE,
Monsieur Ammar BERDAÏ,
Madame Charlotte TOUSSAINT,
Monsieur Joël TERRIEN,
Madame Sabrina CHABOREL,
Monsieur Rémy CATROU (sauf pour les délibérations n°2025-190 à 2025-195),
Madame Florence BETIZEAU,
Madame Eliane TRAIN,
Madame Gaëlle DAVID BERNARD.

Monsieur Eric PANNAUD donne pouvoir à Monsieur Jean-Luc FOURRE (à partir de la délibération n°2025-202),

Monsieur Pascal GILLARD donne pouvoir à Monsieur Bruno DRAPRON,

Monsieur Jérôme GARDELLE donne pouvoir à Monsieur Jean-Luc MARCHAIS

Mesdames et Messieurs Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU, Aurore DESCHAMPS, Gaby TOUZINAUD, Stéphane TAILLASSON, Jacki RAGONNEAUD, Agnès POTTIER, Thierry BARON, Philippe CREACHCADEC, Laurent DAVIET, Charles DELCROIX, Dominique DEREN, Pierre DIETZ, François EHLINGER, Jean-Philippe MACHON, Pierre MAUDOUX, Evelynne PARISI, Jean-Pierre ROUDIER, Véronique TORCHUT, Céline VIOLLET, Rémy CATROU (pour les délibérations 2025-190 à 2025-195) et Michel ROUX sont excusés.

Monsieur David MUSSEAU est désigné secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance de Conseil communautaire à 18h00, il procède à l'appel des élus présents et énonce les pouvoirs.

La liste des délibérations reprend uniquement les délibérations approuvées et non les interventions et débats des conseillers communautaires qui font l'objet d'une retranscription dans le procès-verbal de la séance, lequel est soumis à l'approbation des conseillers.

I- Délégations

- Liste des délibérations prises par le Bureau Communautaire
- Liste des décisions prises par le Président

II- Procès-Verbal

1 – Approbation des Procès-verbaux des Conseils Communautaires du 4 juin 2025 et 2 juillet 2025
Rapporteur : M. Bruno DRAPRON

III- Délibérations

UNE AGGLOMERATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

Economie

2025-181 Modification n°3 du règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que lors du Conseil Communautaire du 12 mars 2025, Saintes Grandes Rives, l'Agglo a adopté un nouveau règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise visant notamment à cibler prioritairement le secteur industriel sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération et les activités localisées dans les centres-villes et centres-bourgs pour les autres activités.

Ce nouveau règlement a également rendu inéligible toutes les activités relevant des secteurs du transport, de la logistique et de l'entrepôt afin de ne pas soutenir des entreprises faiblement créatrices d'emploi au regard de la surface construite ou générant des nuisances par le flux de poids lourds généré.

Saintes Grandes Rives, l'Agglo souhaite aujourd'hui apporter une correction à cette exclusion afin de rendre éligible les activités de livraison du dernier kilomètre qui apporte un service de proximité aux entreprises et aux habitants du territoire et qui ont un impact positif en matière d'emploi.

Cette modification nécessite d'ajuster le règlement en vigueur.

Le nouveau règlement entrera en application à partir du rendu exécutoire de la présente délibération, l'ancien règlement demeurera applicable pour toutes les demandes d'aide à l'immobilier d'entreprises dont Saintes Grandes Rives, l'Agglo a accusé réception préalablement à cette date.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-1 à L.1511-3, L.4251-17, L.5216-5 et R.1511-4 et suivants,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108,

Vu le règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026, tiré des possibilités offertes par le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 tel que modifié par les règlements (UE) de la Commission n° 2017/1084 du 14 juin 2017, n° 2020/972 du 02 juillet 2021/1237 du 23 juillet 2021 et n°2023/1315 du 23 juin 2023. Ce régime d'aide a été enregistré par la Commission sous la référence SA.40453, puis modifié sous la

référence SA.52394, et prolongé sous référence SA.59106, modifié sous la référence SA.100189 et prolongé et modifié sous la référence SA.111728,

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.111668 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2024-2026 tiré des possibilités offertes par le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020, 2021/1237 du 23 juillet 2021 et 2023/1315 du 23 juin 2023. Ce régime d'aide a été enregistré par la Commission sous la référence SA.101924, puis SA.103603 et prolongé et modifié sous la référence SA. 111668,

Vu le décret n°2025-72 du 28 janvier 2025 modifiant le décret n°2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027,

Vu la loi NOTRe n°2015-991 sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République votée le 7 août 2015, confiant notamment au bloc communal la compétence exclusive dans le domaine des aides à l'immobilier d'entreprise,

Vu l'instruction du gouvernement relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issus de l'application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 22 décembre 2015,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, approuvant le régime communautaire d'aides directes aux entreprises et autorisant la signature de la convention relative à la mise en place du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n°2018-227 du Conseil Communautaire en date du 8 novembre 2018, transmise au contrôle de légalité le 15 novembre 2018, portant définition de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°2021-183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 transmise au contrôle de légalité le 02 décembre 2021, portant modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°2022-244 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, transmise au contrôle de légalité le 20 décembre 2022, abrogeant la délibération n°2021-184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 portant approbation du règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise et approuvant la modification du règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise,

Vu la délibération n°2023-257 du Conseil Communautaire, en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, adoptant son schéma de développement économique,

Vu la délibération n°2024-21 du Conseil Communautaire en date du 15 février 2024, transmise au contrôle de légalité le 22 février 2024, approuvant le projet de Plan Climat Air Energie Territorial de Saintes Grandes Rives - L'Agglo,

Vu la délibération n°2024-126 du Conseil Communautaire, en date du 04 juillet 2024, transmise au contrôle de légalité le 10 juillet 2024, approuvant la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la délibération n°2022.950.SP de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 20 juin 2022 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu la délibération n°2024.1099.CP de la Commission permanente du Conseil régional en date du 8 juillet 2024 approuvant les dispositions de ladite convention,

Vu la convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et Saintes Grandes Rives - L'Agglo relative à la mise en œuvre du SRDEII et aux aides aux entreprises signée le 19 août 2024,

Vu la délibération n°2025-37 du Conseil Communautaire en date du 12 mars 2025, transmise au contrôle de légalité le 19 mars 2025, portant approbation d'un nouveau règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la volonté de Saintes Grandes Rives, l'Agglo de soutenir les activités de logistique du dernier kilomètre implantées sur son territoire,

Considérant la nécessité de modifier le règlement en vigueur qui rendait inéligible toutes les activités relevant des secteurs du transport, de la logistique et de l'entreposage,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger** la délibération n°2025-37 du Conseil Communautaire en date du 12 mars 2025 portant modification du règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise.

- **de maintenir** l'application du règlement adopté par délibération n°2025-37 du Conseil Communautaire en date du 12 mars 2025 pour toutes les demandes d'aide à l'immobilier d'entreprise dont Saintes Grandes Rives l'Agglo a accusé réception préalablement à la date de rendu exécutoire de la présente délibération.

- **d'adopter** le règlement joint à la présente délibération à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

- **de charger** Monsieur le Président, de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-182 Octroi des subventions aux bénéficiaires d'un financement participatif dans le cadre du dispositif mis en place en faveur des projets d'économie sociale et solidaire avec ADEFIP, cofinancé par COOP ATLANTIQUE et Saintes Grandes Rives, l'Agglo

Le rapporteur, Monsieur Pierre-Henri JALLAIS, rappelle qu'en 2022 Saintes Grandes Rives, l'Agglo initiait une opération unique en Nouvelle Aquitaine de financement participatif à effet multiplicateur (1€+1€+1€=3€ pour un projet) avec l'association ADEFIP gestionnaire de la plateforme « Jadophteunprojet.com » et COOP ATLANTIQUE, partenaire financier de l'opération.

L'idée d'un tel dispositif fut reprise l'année suivante par la Région Nouvelle Aquitaine qui décida de créer un fonds de type similaire pendant 3 années pour accompagner les collectivités et les porteurs de projets de l'économie sociale et solidaire, dispositif apprécié et reconduit.

Nous avons renouvelé cette opération en 2023 et ainsi aidé, en 2022 et 2023, 11 associations à développer des projets très divers, avec un budget de 10.000€ chaque année. En raison de la préparation de la nouvelle feuille de route ESS il n'y eut pas d'édition en 2024.

Par décision n°2025-88 en date du 10 mars 2025, nous avons renouvelé l'opération en 2025 en signant avec ADEFIP une convention de mise en place de l'opération avec les particularités suivantes :

- Apport de COOP Atlantique avec une enveloppe de 4.500€ cette année,
- Subvention à une hauteur identique de Saintes Grandes Rives, l'Agglo soit 4.500€,
- Possibilité de soutenir en conséquence 3 projets (3x1.500€)
- Pour des montants de projets de 4.500€ et plus
- Soit pour chaque projet : 1.500€ et plus des citoyens contributeurs + 1.500€ COOP + 1.500€ de

- Saintes Grandes Rives, l'Agglo,
- Et coup de boost de 2.500€ possible de la Région sur les projets selon ses critères (Néo Terra et projet en investissement, aucun candidat concerné cette année).
- Un jury constitué de représentants d'ADEFIP (plateforme J'adopte Un Projet), de la CRESS Nouvelle Aquitaine, de Saintes Grandes Rives, l'Agglo, de COOP Atlantique et de la Région Nouvelle Aquitaine,

Les projets retenus par le jury le 15 avril 2025 et promus à l'issue d'une campagne de financement s'étant déroulée entre fin mai 2025 et le 15 juillet, couronnée de succès pour chacun d'entre eux (objectifs atteints), sont les suivants :

- **Métamorph'Ose** pour la création d'une ressourcerie d'éducation populaire sur le site du Silo à Saintes, face à la déchetterie Nord : l'association a performé en recueillant 5.760€ du public et en conséquence 8.760€ pour financer son projet (et en particulier ses 6 premiers mois de loyer),
- **Les Bourdonnantes** pour la mise en valeur de la place des femmes dans la société localement : l'association a recueilli 2.201€ soit au total 5.201€ pour son projet (balade cyclable et spectacle musical pour son 1^{er} anniversaire et conférence sur la lutte contre les violences faites aux femmes),
- **Art Fil Rouge**, collectif d'artistes en faveur de l'art contemporain en milieu rural : l'association a recueilli 1.527€ soit au total 4.527€ pour son projet « *Etonnants territoires, l'Art pour tous !* » (Organisation d'expositions dans plusieurs communes de l'est de l'agglomération de Saintes avec peintres, sculpteurs, vitraillistes, plasticiens, verriers).

Comme en 2022 et 2023, le règlement d'aide économique de Saintes Grandes Rives, l'Agglo permettant d'aider ces projets à hauteur de 1.500€ maximum chacun, est celui de « *l'aide à la création et au développement des structures de l'Economie Sociale et Solidaire* », figurant dans la convention liant Saintes Grandes Rives, l'Agglo à la Région Nouvelle Aquitaine au titre du SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-1, 1511-2 et L.4251-17,

Vu les statuts de Saintes Grandes Rives, l'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 1^o relatif au développement économique,

Vu la délibération n°2024-126 du Conseil Communautaire, en date du 4 juillet 2024, transmise au contrôle de légalité le 10 juillet 2024, portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises et autorisant le Président à signer avec la Région Nouvelle Aquitaine la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) permettant la mise en œuvre du règlement des aides communautaires aux entreprises,

Vu la convention relative à la mise en œuvre du SRDEII signée le 19 août 2024 avec Monsieur le Président de la Région Nouvelle Aquitaine,

Vu la décision n°2025-88 du Président de Saintes Grandes Rives, l'Agglo, en date du 10 mars 2025, transmise au contrôle de légalité le 12 mars 2025, décidant de signer avec l'association ADEFIP une convention d'objectifs pour la mise en œuvre du dispositif de plateforme de financement participatif J'adopte un projet,

Vu la participation de 4.500 € consacrée par COOP ATLANTIQUE à cette opération en cofinancement de Saintes Grandes Rives, l'Agglo,

Considérant les 3 projets décrits dans le rapport introductif, portés par les associations Métamorph'Ose, les Bourdonnantes et Art Fil Rouge,

Considérant que ces projets ont été visibles pendant la campagne de financement de fin mai 2025 au 15 juillet 2025,

Considérant que tous les projets ont atteint ou dépassé leur objectif de 4.500€ de collecte de fonds,

Considérant qu'ADEFIP, organisateur de l'opération et de la campagne de financement via sa plateforme de financement « jadopteunprojet.com », est dépositaire des fonds perçus du public par chaque association et peut attester de la bonne perception des fonds et leur versement aux bénéficiaires, déclenchant ainsi les participations de COOP Atlantique et de Saintes Grandes Rives, l'Agglo,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025, nature 6574, chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de prendre acte du succès de la campagne de financement participatif organisée par ADEFIP (J'adopte Un Projet), en partenariat avec COOP Atlantique et Saintes Grandes Rives, l'Agglo pour les 3 associations locales y ayant participé, toutes ces associations ayant atteint voire dépassé le niveau minimum de financement de 4.500 € exigé pour cette opération.

- d'établir comme modalités et justificatifs de versement :

- d'une part la remise par ADEFIP, pour chaque bénéficiaire, de l'attestation de versement des fonds collectés, confirmant que l'opération de levée de fonds au-delà du minimum attendu est réussie pour chacun d'entre eux,
- d'autre part un état récapitulatif des dépenses engagées par l'association pour son projet de financement participatif (salaires, achats de petits équipements, frais divers...), visé par le Président ou le Trésorier de l'association,
- étant précisé que l'état récapitulatif sera transmis dans les 12 mois maximum après que la présente délibération soit rendue exécutoire et que l'aide de La Communauté d'Agglomération sera plafonnée à 50% des dépenses ainsi justifiées, conformément aux dispositions du règlement d'aide économique régissant l'octroi de l'aide de la CDA de Saintes.

- d'attribuer à l'association Métamorph'Ose, domiciliée 6 rue Eugène Delaunay à Saintes, une subvention de 1.500 € pour le financement notamment de ses six premiers mois de loyer sur le site du Silo où elle est installée à Saintes.

- d'attribuer à l'association les Bourdonnantes, domiciliée 11 rue de la Récluse à Saintes, une subvention de 1.500 € pour l'organisation d'une balade cyclable et un spectacle musical pour son 1^{er} anniversaire ainsi qu'une conférence sur la lutte contre les violences faites aux femmes.

- d'attribuer à l'association Art Fil Rouge, domiciliée à Saint Sauvant (17610), une subvention de 1.500 € pour son projet « *Etonnants territoires, l'Art pour tous !* » d'organisation d'expositions dans plusieurs communes de l'est de l'agglomération de Saintes.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion à signer tout document utile se rapportant à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

Aménagement du Territoire

2025-183 Saintes - Acquisition d'un local ERP pour l'aménagement d'une ludothèque communautaire.

Le rapporteur, Monsieur Frédéric ROUAN, rappelle que Saintes Grandes Rives, l'Agglo est compétente à compter du 18/09/2025 en matière d'activités extrascolaires pour la construction, l'extension, l'aménagement, l'entretien, le fonctionnement et la gestion de tout nouveau projet de ludothèque.

Les locaux actuels de la ludothèque situés 2 passage Massiou à Saintes étant devenus inadaptés, Saintes Grandes Rives l'Agglo projette son déménagement dans de nouveaux locaux à acquérir au sein du projet de réhabilitation de l'îlot Bernard du site Saint Louis à Saintes.

Dans cet objectif, il est proposé l'acquisition d'un local ERP d'une surface de plancher de 559m² au sein de l'opération d'aménagement sur l'îlot Bernard du site Saint Louis à Saintes.

La présente délibération porte sur l'approbation des termes de l'acquisition, à savoir l'acquisition du local mentionné ci-dessus, livré coque brute, auprès de LW Associés, au prix de 1 192 400€ soit 2 133,09€ le m², et l'autorisation donnée au Président ou à son représentant en charge de l'aménagement du territoire de signer les documents nécessaires à cette acquisition.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-37,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.1211-1,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L.262-1 et suivants et R262-9 et suivants,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, III, 2°) relatif à l'éducation, enfance, jeunesse et comprenant entre autres « Construction, extension, aménagement, entretien, fonctionnement et gestion de tout nouveau projet de ludothèque. »,

Vu la délibération n°2025-107 du Conseil Communautaire en date du 4 juin 2025 relative à la modification statutaire liée à la compétence Education enfance jeunesse,

Vu la délibération n°2025-139 du Conseil Communautaire en date du 2 juillet 2025 relative à la création de l'Autorisation de Programme et crédits de Paiement ludothèque,

Vu l'avis du Domaine n°2025-17415-44839 en date du 11 juillet 2025, joint en annexe, évaluant la valeur vénale du bien susvisé à 1 192 400€,

Considérant la nécessité d'acquérir un nouveau local permettant l'aménagement d'une nouvelle ludothèque,

Considérant l'opportunité d'acquérir un local, livré brut avec fluides en attente et vitrines posées, au sein du programme de réhabilitation de l'îlot Bernard dans le site Saint Louis,

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans le cadre d'une vente d'immeuble à rénover dont les modalités sont précisées par le Code de la construction et de l'habitation,

Considérant que les crédits nécessaires pour l'acquisition du foncier existant au jour de la signature de l'acquisition sont inscrits au budget principal 2025 (opération 611 AP/CP Ludothèque),

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'acquisition du local ERP d'une surface de plancher de 559m², au sein de la réhabilitation de l'îlot Bernard à Saintes, au prix de 1 192 400€ auprès de LW Associés, sous réserve de l'obtention d'un permis de construire modificatif autorisant les modifications nécessaires, purgé de recours.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de l'aménagement du territoire, à signer tous les documents et actes notariés à intervenir nécessaires à cette acquisition selon les conditions susmentionnées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-184 Modification de la délibération d'attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 34 logements locatifs sociaux chemin de la Tonnelle, à Chaniers

Le rapporteur, Monsieur Jean-Luc MARCHAIS, rappelle qu'en date du 6 juillet 2023, le Conseil Communautaire a délibéré en faveur du financement d'une opération en maîtrise d'ouvrage directe de 34 logements locatifs sociaux à Chaniers, chemin de la Tonnelle.

Compte tenu des difficultés à finaliser le plan de financement, en raison de coûts supérieurs à ceux initialement envisagés, le démarrage de l'opération, initialement prévu en 2023 a été lancé mi-2025.

Le montant de la subvention initialement prévue par l'Agglomération en vertu de son règlement d'attribution, d'un montant de 294 000 € est maintenu.

Le coût initial de l'opération (6 464 148 € TTC) est revu à la hausse (6 603 521 € TTC) et le nouveau plan de financement est le suivant :

★ Subvention Etat - PLAI	121 780 €	2 %
★ Subvention Conseil Départemental	192 000 €	3 %
★ Subvention CDA de Saintes	294 000 €	4 %
★ Subvention Commune de Chaniers	150 000 €	2 %
★ Subvention Action Logement	61 750 €	1 %
★ Prêts	4 030 791 €	61 %
★ Fonds propres	1 753 200 €	27 %

L'attribution de cette subvention fait l'objet d'une convention de partenariat jointe à la présente délibération, définissant les modalités d'attribution et de versement de la subvention octroyée.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 I 3°) qui prévoit que Saintes Grandes Rives, l'Agglo exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre Social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 6 juillet 2023 attribuant une subvention et autorisant la signature de la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 34 logements locatifs sociaux chemin de la Tonnelle à Chaniers,

Considérant le projet d'opération de la SEMIS à Chaniers, chemin de la Tonnelle, qui consiste en la construction de 34 logements locatifs sociaux,

Considérant les modifications précisées dans le rapport ci-dessus,

Considérant qu'une nouvelle convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS dans le cadre de cette opération,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de maintenir l'attribution** d'une subvention de 294 000 € à la SEMIS pour la production de 34 logements aidés dans la commune de Chaniers, chemin de la Tonnelle.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 37 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 7 élus ne prennent pas part au vote (M. Éric PANNAUD, M. Jean-Luc FOURRE, Mme Annie GRELET, Mme Martine NATUREL, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON)

Tourisme

2025-185 Convention d'occupation du domaine public départemental pour l'implantation de panneaux routiers d'animation culturelle et touristique

Le rapporteur, Monsieur Alexandre GRENOT, rappelle que dans le cadre du Schéma de Développement Touristique 2025-2030 voté lors du Conseil Communautaire d'avril 2025, il est prévu, au titre des actions programmées, d'améliorer la signalétique touristique et patrimoniale.

L'étude pour l'élaboration d'un document cadre de référence a d'ores et déjà précisé la charte graphique à décliner sur le territoire, et a défini les différentes typologies de mobilier à déployer.

Ainsi l'implantation de panneaux dits d'animation culturelle et touristique (type H32 et H31 selon la nomenclature officielle) est proposée afin de valoriser les grands atouts patrimoniaux de l'Agglomération, tout en marquant les entrées de territoire sur les principaux axes départementaux de circulation.

Le Département de la Charente-Maritime, compétent en matière d'organisation et de déploiement de la signalisation routière sur son réseau de routes départementales, impose le respect de normes et prescriptions relatives aux choix d'implantation, thématiques autorisées et continuité de fléchage directionnel.

L'intérêt pour l'Agglomération étant d'installer sur des voies départementales différents panneaux routiers aux abords du territoire pour y faire la promotion d'animation culturelle et touristique ; il convient donc de signer une convention d'occupation du domaine public départemental qui précisera les modalités d'un déploiement limité aux axes RD 137, RD 150, RD 731 et RD 728.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5214-16 I 2°) relatif à la compétence des intercommunalités en matière de Tourisme,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, III, 1°) relatif au Tourisme et comprenant entre autres « la définition et mise en œuvre d'un Schéma de développement touristique »,

Vu la délibération n°2025-89 du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2025, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2025, relative à l'approbation du Schéma de Développement Touristique 2025-2030 de Saintes Grandes Rives, l'Agglo,

Considérant l'intérêt en matière d'image et d'attractivité touristique et résidentielle de valoriser auprès des différents usagers du réseau routier départemental les principaux attraits patrimoniaux de l'Agglomération comme portes d'entrées du territoire communautaire,

Considérant les recommandations techniques du Département de la Charente-Maritime afin d'encadrer le déploiement d'une signalisation routière et conserver une gestion rigoureuse des implantations de panneaux d'animation culturelle et touristique sur son réseau routier départemental,

Considérant la nécessité de signer une convention d'occupation du domaine public avec le Département pour encadrer cette démarche,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du tourisme, à signer la convention jointe d'occupation du domaine public départemental pour l'implantation de panneaux d'animation culturelle et touristique.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du tourisme, à signer les différentes annexes techniques additionnelles à venir précisant les schémas précis d'implantation pour chacun des panneaux de signalisation.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-186 Convention de partenariat 2025 Entente Val de Charente Océan sur le développement de micro-aventures

Le rapporteur, Monsieur Alexandre GRENOT, rappelle que les quatre collectivités partenaires de l'Entente Val de Charente Océan Royan Atlantique, Saintes Grandes Rives, Grand Cognac, et Grand Angoulême ont engagé de longue date, une réflexion stratégique pour valoriser, dans le respect des politiques de développement de chacune d'entre elles, les collaborations opérationnelles tant en matière d'aménagement des infrastructures de communication que de développement économique et d'attractivité.

Le tourisme est à ce titre un axe de travail commun naturel autour du fleuve, de l'itinérance, et des interconnexions assurées par les liaisons ferroviaires.

Le Pass découverte, assurant une mise en réseau des sites de visites, est à ce titre développé depuis plusieurs années afin d'encourager les échanges de visiteurs et une meilleure diffusion spatiale des flux touristiques.

Le projet de développement de micro-aventures s'inscrit dans cette même dynamique ; il incarne une volonté commune de développer une offre touristique innovante à l'échelle interdépartementale.

Le portage financier du projet est assuré par Grand Angoulême qui attribuera à ce titre une subvention de fonctionnement exceptionnelle à l'Office de tourisme du Pays d'Angoulême, désigné chef de file du projet autour duquel l'ensemble des offices de tourisme seront mobilisés.

Un Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé en juin pour concevoir des offres dites de « micro-aventures » prêtes à être commercialisées et répondant aux critères suivants :

- > Séjour de courte durée (1 à 3 jours)
- > Itinérance entre collectivité pour 50 % des offres
- > Simplicité de la préparation du séjour
- > Budget modéré
- > Résonance durable (composantes du séjour)

Une quarantaine de micro-aventures sera ainsi produite.

Ces offres cibleront notamment une clientèle plutôt urbaine, de 25-40 ans, de proximité et régionale.

Le montant global maximum de l'engagement financier pour cette opération est fixé à 80 000 € TTC réparti équitablement entre les quatre collectivités partenaires, soit 20 000 € TTC maximum chacune.

Le projet prévoit deux parties distinctes, la première relative à la définition et conception des micro-aventures, la seconde liée au déploiement du plan de promotion et de mise en marché notamment auprès des prescripteurs spécialisés.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5214-16 I 2°) relatif à la compétence des intercommunalités en matière de Tourisme,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, III, 1°) relatif au Tourisme,

Vu la délibération n°CC_2025_89 du 9 avril 2025 relative à l'approbation du Schéma de Développement Touristique 2025-2030 de Saintes Grandes Rives l'Agglo,

Considérant l'adéquation de ce projet de micro-aventures avec les priorités identifiées dans le cadre du Schéma de Développement Touristique et notamment la valorisation du Fleuve et des vallées,

Considérant les synergies attendues de cette collaboration inter EPCI Entente Val de Charente Océan en matière de mise en tourisme sur le segment du tourisme expérientiel,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget 2025 au compte 62878, chapitre 011 service 22 fonction 633,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Tourisme, de signer la convention de partenariat Entente Val de Charente Océan sur le développement de micro-aventures.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMERATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

Education Enfance Famille

2025-187 Frais scolaires 2024-2025 - Participation des communes de résidence aux charges de fonctionnement des écoles publiques

Le rapporteur, Monsieur Éric PANNAUD, rappelle que chaque année, Saintes Grandes Rives, l'Agglo facture aux communes extérieures ayant des enfants scolarisés dans les écoles publiques du territoire de l'Agglomération, les coûts de scolarisation (coût moyen par élève).

Ces frais sont facturés à condition que le maire de la commune de résidence ait donné son accord à la scolarisation de l'enfant ou que cette scolarisation s'impose à la commune dans les cas suivants :

- La commune de résidence n'a pas d'école ou ne fait pas partie d'un RPI pouvant accueillir l'enfant.
- La commune de résidence n'assure pas directement ou indirectement de service de restauration et/ou périscolaire alors que les parents travaillent.
- Un frère ou une sœur est déjà scolarisé(e) dans un établissement de la même commune.
- Raisons médicales ou inscription en classe spécialisée (ULIS, UEM,...)

Les frais scolaires tiennent compte uniquement des dépenses liées à l'école (par exemple, les heures des ATSEM effectuées sur du temps d'interclasse ne sont pas prises en compte).

Ces montants peuvent varier en fonction des dépenses réelles de la collectivité (fonctionnement et personnel) mais aussi du nombre d'enfants scolarisés.

Pour l'année scolaire 2024-2025 (compte administratif 2024), le coût moyen par élève augmente de 2,7% en maternelle et 6% en élémentaire.

Les charges de personnel sont en augmentation de 4,6% par rapport à l'année 2023, en raison de deux augmentations du point d'indice (+1,5% en juillet 2023 et +5 points d'indice majoré en janvier 2024). Les dépenses relatives aux fournitures scolaires sont en augmentation de 4.9%.

Du côté élémentaire, la baisse des effectifs de-2% accentue la hausse du coût moyen par élève.

Compte-tenu de ces éléments, les coûts de scolarisation, calculés à partir du compte administratif 2024 (frais de fonctionnement et de personnel scolaire), s'élèvent à :

- 1 901,97 €/élève en classe maternelle pour 2023-2024 (2022-2023 : 1 852,09€)
- 572,05 €/élève en classe élémentaire pour 2023-2024 (2022-2023 : 539,60€)

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 212-8 du Code de l'Education précisant les modalités de calcul de la contribution et les conditions de participation financière de la commune de résidence à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse,

Considérant que les recettes nécessaires seront inscrites au Budget principal,

Considérant le rapport présenté ci-avant,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de fixer** la participation des communes extérieures ayant des enfants scolarisés dans les écoles publiques situées sur le territoire de Saintes Grandes Rives, l'Agglo aux montants ci-dessous pour l'année scolaire 2024-2025 :
 - 1 901,97 €/élève en classe maternelle.
 - 572,05 €/élève en classe élémentaire.
- **d'autoriser** l'émission des titres de recettes correspondants.
- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge de l'Education, à signer tous documents afférents à cette délibération dont les conventions de participation avec les communes concernées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (M. Patrick PAYET)
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-188 Convention de partenariat entre l'UDAF et l'Agglomération de Saintes pour le prêt de jouets de la ludothèque à la crèche inter-entreprise

Le rapporteur, Monsieur Éric PANNAUD, rappelle que la crèche inter-entreprises de l'UDAF « Les p'tits drôles » est un multi-accueil situé à Saintes d'une capacité de 40 berceaux pour des enfants de 2mois1/2 à 4 ans, dont 5 sont réservés à l'Agglomération de Saintes.

Afin de permettre aux enfants accueillis au sein de la crèche de bénéficier d'un plus large choix de jeux en lien avec le projet pédagogique de l'établissement, un partenariat entre l'UDAF et l'Agglomération est proposé à partir du 1^{er} septembre 2025 pour la mise à disposition de jeux de la ludothèque, la participation des professionnels de la ludothèque à l'organisation d'ateliers et/ou de manifestations à la crèche en fonction de leurs disponibilités.

L'UDAF s'acquittera de l'adhésion de 37€/an.

La convention est conclue à partir du 1^{er} septembre 2025 et sera renouvelée par tacite reconduction au 1^{er} janvier de chaque année pour une durée d'un an dans la limite de 3 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2028 maximum.

Dans ce cadre, il est nécessaire de signer une convention de coopération afin de définir les rôles et engagements de chacun des partenaires.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L’Agglo annexés à l’arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l’article 6, III, 2°), relatif à l’« Education Enfance Jeunesse »,

Vu les éléments du rapport présenté ci-avant,

Considérant le multi-accueil « Les p’tits drôles » géré par l’UDAF, d’une capacité de 40 berceaux pour des enfants de 2mois1/2 à 4 ans, dont 5 sont réservés à l’Agglomération de Saintes,

Considérant le besoin du multi-accueil de faire bénéficier aux enfants accueillis d’un plus large choix de jeux,

Considérant la possibilité de l’Agglomération de mettre à disposition des jeux de la ludothèque au multi-accueil « Les p’tits drôles » et aider à l’organisation d’ateliers et/ou de manifestations à la crèche,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d’approuver** les termes de la convention ci-jointe.

- **d’autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l’éducation, de l’enfance, du Ferrocampus et du Campus connecté, à signer la convention de coopération ci-jointe avec l’UDAF de la Charente-Maritime, située 11 boulevard Ambroise Paré à Saintes (17100), pour la mise à disposition de jeux de la ludothèque et la participation à l’organisation d’ateliers et/ou de manifestations à la crèche en fonction des disponibilités des professionnels de la ludothèque.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l’unanimité l’ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Cohésion Sociale et Territoriale

2025-189 Modification de l'annexe n°1 du règlement de fonctionnement des établissements d'Accueil du Jeune Enfant - Mise à jour des tarifs au 1er septembre 2025

Le rapporteur, Madame Véronique CAMBON, rappelle que les tarifs de la petite enfance sont fixés par la Caisse Nationale d’allocations familiales (CNAF) et sont identiques sur l’ensemble du territoire national. Ils sont calculés en fonction des ressources des familles et du nombre d’enfants à charge.

La CNAF détermine chaque année un plancher et un plafond de ressources à prendre en compte. En cas d’absence de ressources, on doit considérer un forfait minimal de ressources appelé « Plancher », et le « plafond » correspond à une limite de ressources mensuelles au-dessus de laquelle le tarif ne varie plus.

A compter de septembre 2025, la CNAF augmente le plafond de ressources mensuel à 8.500€ (contre 7.000€ sur le barème de janvier 2025).

Le plancher de ressources et les taux de participation familiale ne varient pas (identiques à janvier 2025).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l’Action Sociale et des Familles et notamment l’article L.311-8 qui précise que « pour chaque établissement ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet d’établissement ou de service, qui

définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement »,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse », comprenant entre autres « La Petite Enfance (enfants de 0 à 3 ans) »,

Vu la délibération n°2024-5 du Bureau Communautaire en date du 22 janvier 2024, transmise au contrôle de légalité le 06 février 2024, approuvant le nouveau règlement de fonctionnement des établissements petite enfance de Saintes Grandes Rives - L'Agglo et ses annexes,

Vu la délibération n°2025-42 du Conseil Communautaire en date du 12 mars 2025, transmise au contrôle de légalité le 19 mars 2025, portant modification de l'annexe n°1 du règlement de fonctionnement des établissements petite enfance et approbation des tarifs 2025,

Considérant que les tarifs plafond et plancher pratiqués dans les structures petite enfance sont fixés par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), ainsi que les taux de participation familiale,

Considérant que la CNAF augmente le plafond de ressources mensuelles à prendre en compte à 8.500 € à compter de septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger** l'annexe n°1 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance approuvée par délibération n°2025-42 du Conseil Communautaire en date du 12 mars 2025.
- **d'approuver** l'annexe n°1 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance portant sur les tarifs ci-joints applicable à compter du 1^{er} septembre 2025.
- **de procéder** à sa diffusion auprès des familles bénéficiant de ce service et son affichage au sein des structures petite enfance de Saintes Grandes Rives - L'Agglo ainsi qu'au siège de Saintes Grandes Rives - L'Agglo à l'accueil de la Direction Education Enfance Jeunesse.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-190 Centre de santé intercommunal - Validation des rémunérations - Autorisation de signer l'accord national des centres de santé médicaux

Le rapporteur, Madame Caroline AUDOUIN, rappelle que l'Agglomération a élargi sa compétence « Action Sociale d'intérêt communautaire » lors du Conseil communautaire en date du 4 juillet 2024 afin de créer et de mettre en œuvre un Centre de santé intercommunal suite au diagnostic de l'offre de soins et l'étude de faisabilité sur son territoire.

Le projet de santé, son règlement et l'engagement de conformité ont été validés par l'Agence Régionale de la Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine suite au dépôt du dossier d'agrément, validé en Conseil Communautaire, le 9 avril 2025.

L'ouverture du Centre de santé est maintenant conditionnée par le conventionnement avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de la Charente-Maritime. Ce conventionnement, daté du 8 juillet 2015 et complété par 5 avenants (2017, 2019, 2020, 2022 et 2024), a été signé par l'ensemble des organisations représentatives des centres de santé et l'assurance maladie et vise à :

- Améliorer l'accès et la qualité des soins aux patients par une prise en charge coordonnée,
- Renforcer l'accès aux soins à tarif opposable,
- Valoriser la qualité et l'efficacité des pratiques médicales
- Pérenniser le financement des structures.

Grace à cet accord national, le Centre de santé de l'Agglomération bénéficiera de la rémunération forfaitaire spécifique. La rémunération, basée sur l'atteinte de différents types d'indicateurs (socles et prérequis, socles complémentaires et optionnels), est organisée en 2 blocs :

- Un bloc commun principal
- Un bloc commun complémentaire.

Ces engagements s'orientent selon 3 axes : accès aux soins, travail en équipe, échange et système d'information.

Dès lors qu'un indicateur est atteint, des points sont attribués. Ces points fixes et variables (fonction de la patientèle, du nombre de professionnels de santé...) sont aujourd'hui valorisés à 7 € l'unité.

Outre les rémunérations forfaitaires (Rémunération sur objectif de santé publique (ROSP), Forfait patientèle médecin traitant (FPMT), ...), le Budget Annexe du Centre de santé est également abondé par la tarification des actes médicaux selon la nomenclature des actes en vigueur (CCAM et NGAP), et de la prise en charge des cotisations des salariés (subvention dite Teulade).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, II, 2°) relatif à la compétence action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la délibération n°2024-25 du Conseil Communautaire en date du 15 février 2024, transmise au contrôle de légalité le 22 février 2024, autorisant la signature du Contrat Local de Santé (CLS) Saintonge Romane 2024-2028,

Vu la délibération n°2024-135 du Conseil Communautaire en date du 4 juillet 2024, transmise au contrôle de légalité le 10 juillet 2024, portant élargissement de l'intérêt communautaire de la compétence action sociale en vue de la création d'un centre de santé pluriprofessionnel universitaire,

Vu la délibération n°2025-103 du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2025, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2025, autorisant le dépôt du dossier d'agrément du Centre de santé intercommunal auprès de l'ARS Nouvelle-Aquitaine,

Considérant le récépissé de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, réceptionné le 19 mai 2025, autorisant le Centre de Santé de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo à dispenser des soins aux assurés sociaux suite à la réception de l'engagement de conformité et des documents annexes (Projet de santé, Règlement),

Considérant les éléments du rapport susmentionné,

Considérant que les crédits nécessaires inscrits au budget annexe du Centre de Santé, aux comptes 706888 et 7476,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de valider** le conventionnement avec la CPAM 17 au travers de l'accord national des centres de santé médicaux en vigueur.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Contrat Local santé, à signer l'accord national des centres de santé médicaux en vigueur et tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

CISPD

2025-191 Association Saintaise de Prévention et Sécurité Routière (ASPSR) - Attribution d'une subvention pour l'année 2025

Le rapporteur, Madame Véronique ABELIN-DRAPRON, rappelle que l'A.S.P.S.R. Association Saintaise de Prévention et Sécurité Routière 17 a été créée le 18 mars 1991.

L'association A.S.P.S.R.17 a pour objet de mettre en place des actions de sensibilisation aux problèmes de l'insécurité routière à caractère socio-éducatif ; de promouvoir en collaboration avec les services de l'Education Nationale toute action d'Education à l'égard des élèves primaires, des lycées et collèges ; de gérer un centre de formation spécifique destiné aux conducteurs responsables d'infractions, d'organiser des stages de sensibilisation à la Sécurité Routière sous la dénomination ASPSR Formation et d'actualiser les connaissances du code de la route et tester les réflexes des seniors.

Le projet de l'association est de se restructurer sans salarié, de développer l'activité sur simulateurs, de renforcer l'éducation routière pour les enfants du CM2 de Saintes Grandes Rives, l'Agglo, et de mettre en place de l'activité de sensibilisation de la conduite pour les seniors.

Au regard des objectifs travaillés par les professionnels de cette association auprès des scolaires, et des objectifs de l'Agglomération concernant la prévention de la délinquance, l'Agglomération souhaite soutenir cette association dans l'exercice de son activité sur tout le territoire de l'Agglomération.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à l'association A.S.P. S.R. 17 une subvention d'un montant de 2 000 € pour l'année 2025.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 4°), relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,

Vu la délibération n°2025-51 du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2025, transmise au contrôle de légalité le 16 avril 2025, portant sur le vote du Budget primitif 2025 du Budget principal,

Considérant la volonté de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo de soutenir des projets de prévention de la délinquance sur le territoire,

Considérant que l'association A.S.P.S.R. 17 a pour objet de promouvoir la sécurité routière par des actions de sensibilisation au respect du code de la route, à la citoyenneté, au bien vivre ensemble et à la prévention de la délinquance.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 du CISPD, chapitre 65, compte 6574,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain (cf. document ci-joint) :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution,

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République,

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public »,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'attribution d'une subvention d'un montant de 2 000 € pour l'année 2025 à l'A.S.P.S.R.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

2025-192 Prévention autour des enjeux et des risques de l'internet : autorisation de signer les conventions avec les établissements scolaires et les organismes de formation

Le rapporteur, Madame Véronique ABELIN-DRAPRON, rappelle que la prévention autour des enjeux et des risques de l'Internet et des nouveaux outils numériques a été identifiée comme une thématique prioritaire dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD). C'est pourquoi, en partenariat avec les établissements scolaires (collèges, lycées et CFA) et des organismes de formation, tels que l'Institut de Formation en Soins Infirmiers, des actions d'information et de prévention aux enjeux et risques des outils numériques sont organisées au sein des établissements.

L'objectif de ces actions de prévention est de sensibiliser les jeunes aux usages négatifs des technologies de l'information et de la communication et de promouvoir un usage positif. Il s'agit de transmettre la connaissance de l'ensemble des règles qui régissent la bonne utilisation d'Internet.

Pour cela, Saintes - Grandes Rives - l'Agglo a conclu une convention de prestation de service avec l'association Charnière, structure spécialisée dans ce domaine et intervenant sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine.

L'intervenant s'adapte aux problématiques relevées par l'établissement : sommeil, jeux vidéo, cyber harcèlement, etc.

Des séances de deux heures sont organisées dans les établissements scolaires et les organismes de formation dans la limite de six heures d'intervention par jour. Pour pouvoir déployer ces séances, il est nécessaire de conclure une convention de partenariat avec chaque établissement scolaire du second degré et chaque organisme de formation intéressés.

Saintes - Grandes Rives - l'Agglo participera financièrement à ce partenariat à hauteur de 325 euros par journée d'intervention dans la limite de deux journées d'intervention par année scolaire.

Aussi, pour ce faire, il est proposé d'approuver le projet de convention de partenariat ci-joint pour la signature de toute nouvelle convention avec chaque établissement scolaire du second degré et organisme de formation intéressés, fixant les modalités de financement et de mise en œuvre d'actions de prévention sur les outils numériques pour l'année scolaire 2025-2026.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-10,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 4°, a), relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté » et comprenant entre autres « les dispositifs locaux de prévention de la délinquance »,

Considérant le rapport de présentation ci-avant,

Considérant que la prévention autour des enjeux et des risques de l'Internet et des nouveaux outils numériques a été identifiée comme une thématique prioritaire dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD),

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget 2025, chapitre 011, nature 6188, code gestionnaire 0511,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de convention de partenariat ci-joint avec chaque établissement scolaire du second degré et chaque organisme de formation intéressés, fixant les modalités de financement et de mise en œuvre d'actions de prévention sur les outils numériques pour l'année scolaire 2025-2026.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du CISPD, à signer les conventions avec chaque établissement scolaire du second degré et chaque organisme de formation intéressés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 42 Voix pour
 - 0 Voix contre
 - 0 Abstention
 - 1 élu ne prend pas part au vote (M. Cyrille BLATTES)
- *****

UNE AGGLOMERATION SENSIBLE AUX ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Mobilités

2025-193 Concession de service public pour l'exploitation des services de mobilité - Autorisation de signer l'avenant n°3 Annule et remplace la délibération n°2025 168

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que dans le cadre de la première année de mise en œuvre du contrat de délégation de service public conclu le 13 mai 2024 avec la société RD SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO, pour l'exploitation du réseau de transport en commun « BUSS » et des services de mobilité associés, Saintes Grandes Rives, l'Agglo a identifié plusieurs ajustements nécessaires :

Premièrement, l'Agglomération souhaite valoriser les supports de communication présents sur les véhicules du réseau, en autorisant un opérateur spécialisé à assurer la gestion de la régie publicitaire.

Toutefois, cette démarche nécessite une évolution du cadre contractuel, et plus particulièrement la modification des articles 19.1, 24 et 36 du contrat de service public, afin d'intégrer formellement la possibilité d'une telle exploitation commerciale par le concessionnaire.

À ce jour, les articles du Contrat sont modifiés comme suit :

Article 19.1 - Promotion institutionnelle du réseau

Il est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les opérations ou campagnes liées à la communication institutionnelle sur le réseau et la compétence mobilité relèvent de l'initiative et de la responsabilité de l'Autorité Organisatrice. Le Concessionnaire devra appuyer l'Autorité Organisatrice sur la conception et la mise en œuvre de ces opérations et campagnes. Le Concessionnaire peut également présenter à l'Autorité Organisatrice des propositions relatives à ces opérations ou campagnes conformément au programme détaillé en Annexe 22. Les flancs et les arrières des bus seront utilisés par l'Autorité Organisatrice selon un calendrier défini par le service de communication de l'Autorité Organisatrice et validé conjointement avec le Concessionnaire en réunion de travail. »

L'article 24 - Publicité

Il est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Concessionnaire est autorisé à exploiter les espaces publicitaires présents sur les véhicules du réseau BUSS, dans le cadre d'une régie confiée à un opérateur tiers, sous réserve d'un accord préalable de l'Autorité Organisatrice.

La gestion de la régie publicitaire est assurée par un opérateur, avec laquelle le Concessionnaire met en œuvre une collaboration formalisée par une convention tripartite avec l'Autorité Organisatrice précisant les modalités techniques, financières et juridiques de l'exploitation des supports. Les contenus publicitaires devront respecter la réglementation en vigueur ainsi que les valeurs portées par l'Autorité Organisatrice. Le Concessionnaire reste garant du bon état des véhicules et de la bonne exécution des obligations contractuelles, notamment en matière d'image de marque et d'information voyageurs. »

Article 36 - Recettes

Il est complété comme suit :

« Les recettes publicitaires issue de la publicité réalisée sur les flancs et les arrières des bus sont conservées par le Concessionnaire. »

Dans ce contexte, les modifications envisagées visent à permettre l'exploitation encadrée des espaces publicitaires, dans le respect des intérêts de SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO, tout en formalisant les modalités de collaboration entre RD SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO et la société HAPPY MEDIA par le biais d'un contrat de régie publicitaire.

Un contrat a donc été élaboré afin de définir les modalités de cette collaboration, les engagements de chaque partie, et les conditions financières.

Le contrat prévoit notamment que :

- La société HAPPY MEDIA assurera la commercialisation des espaces publicitaires ;
- RD SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO sera chargée de l'apposition des affiches sur les bus de la collectivité ; et percevra 55% des recettes reçues par la société HAPPY MEDIA ;
- SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO bénéficiera de 10 semaines de campagnes d'affichage gratuites par an, à raison d'une par mois (hors février et novembre) ;
- La société HAPPY MEDIA prendra en charge l'impression des supports de communication.

Le contrat de régie publicitaire est conclu pour une durée totale d'1 an non renouvelable à compter de sa signature par toutes les parties.

Deuxièmement, dans le cadre de la coopération entre les territoires de l'entente des Vals de Charente Océan, il est proposé de faire évoluer la tarification du service de location courte durée des vélos Modalis, afin d'harmoniser les prix pratiqués à l'échelle interterritoriale (Angoulême, Cognac, Saintes et Royan), et d'assurer une meilleure lisibilité du service pour les usagers.

Ces deux ajustements, l'un relatif à la régie publicitaire, l'autre à la tarification du service de vélos, nécessitent la signature d'un avenant n°3 au contrat de concession de service public initial.

L'évolution tarifaire consiste à faire passer le tarif de 1 € par tranche de 30 minutes à 1 € par tranche de 45 minutes, et d'ajuster le tarif de la formule mensuelle sans engagement de 15 € à 8 € par mois.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 2°, c) relatif à « l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du code des Transports »,

Vu la délibération n°2024-22 du Conseil Communautaire en date du 15 février 2024, transmise au contrôle de légalité le 22 février 2024, approuvant le choix de l'entreprise RATP Développement en tant que délégataire de la Concession de Service Public des services de mobilité à compter du 9 juillet 2024,

Vu la délibération n°2024-284 du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2024, transmise au contrôle de légalité le 31 décembre 2024, portant sur la signature de l'avenant n°1 au contrat de Concession de Service Public des services de mobilité pour la pérennisation du service vélo en location libre,

Vu la délibération n°2025-123 du Conseil Communautaire en date du 04 juin 2025, transmise au contrôle de légalité le 17 juin 2025, autorisant la signature de l'avenant n°2 au contrat de Concession de Service Public pour l'exploitation des services de mobilité,

Vu la délibération n°2025-168 du Conseil Communautaire en date du 02 juillet 2025, transmise au contrôle de légalité le 26 juin 2025, autorisant la signature de l'avenant n°3 au contrat de Concession de Service Public pour l'exploitation des services de mobilité,

Considérant qu'il y a lieu d'annuler et de remplacer la délibération n° 2025_168 en date du 09/07/2025 par la présente,

Considérant la volonté de l'Agglomération de valoriser ses moyens matériels sans nuire au service rendu,

Considérant la proposition de la société HAPPY MEDIA et la complémentarité de son offre avec l'exploitation assurée par RD SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO,

Considérant la modification envisagée visant à permettre l'exploitation encadrée des espaces publicitaires, dans le respect des intérêts de l'Agglomération, tout en formalisant les modalités de collaboration entre RD SAINTES GRANDES RIVES L'AGGLO avec la société HAPPY MEDIA,

Considérant, la validation à l'échelle de l'entente des Vals de Charente Océan, de l'intérêt de pratiquer un niveau de service homogène quant au fonctionnement des stations vélos en libre-service Modalis,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la modification des articles 19.1, 24 et 36 du contrat de service public, afin d'intégrer formellement la possibilité d'une telle exploitation commerciale par le concessionnaire.

- **d'approuver** la nouvelle tarification d'accès aux services Vélo Modalis tels que présentés à compter du 1er juin 2025.

- **d'approuver** le contrat de régie publicitaire ci-annexé entre Saintes Grandes Rives - L'Agglo, RD Saintes Grandes Rives - L'Agglo, et la société HAPPY MEDIA pour une durée totale d'1 an.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant délégué, à signer l'avenant n°3 et tout document y afférent.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant délégué, à signer le contrat de régie publicitaire et tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 42 Voix pour
 - 0 Voix contre
 - 0 Abstention
 - 1 élu ne prend pas part au vote (M. Cyrille BLATTES)
- *****

2025-194 Convention de délégation et d'affrètement relative à l'organisation des transports entre la Région Nouvelle Aquitaine et Saintes Grandes Rives, l'Agglo

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que Saintes Grandes Rives L'Agglo, exerce la compétence « transport scolaire » sur l'ensemble de son ressort territorial depuis le 1er septembre 2022.

Afin d'optimiser l'organisation et les coûts des services, la Région Nouvelle-Aquitaine et l'agglomération de Saintes se sont accordées sur une mutualisation de certaines dessertes, par le biais de délégations réciproques de compétences, permettant d'éviter les doublons, de rationaliser les trajets et d'offrir un service optimisé aux usagers scolaires.

Pour acter le partenariat une convention a été signée le 9 juin 2023 avec la Région Nouvelle-Aquitaine. Cette convention est arrivée à échéance le 31 août 2025. Il convient de signer une nouvelle convention pour 3 années scolaires (du 1er septembre 2025 au 31 août 2028), qui a pour objet de :

- Définir les modalités d'exécution des transports scolaires entre la Région et la CDA, tant sur le ressort territorial de la CDA qu'en dehors ;
- Fixer les dessertes régionales pénétrant sur le territoire de la CDA ainsi que les dessertes intra-CDA confiées à la Région ;
- Préciser les dessertes assurées par la CDA hors de son ressort territorial pour le compte de la Région (RPI Préguillac-Berneuil et RPI Varzay-Rétaud) ;
- Déterminer les modalités de gestion des cartes scolaires et des titres urbains BUSS pour les élèves ayant-droit ;
- Organiser l'affectation des cars sur les pôles d'échanges de la ville de Saintes ;
- Définir la procédure de traitement des demandes de création ou de déplacement d'arrêts ;
- Fixer le montant de la contribution financière d'affrètement, calculée sur la base d'un coût annuel forfaitaire par élève et réglée chaque année en juillet, soit le montant de 1 253,91 € HT

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Transports, et notamment son article L. 3111-9, autorisant les autorités organisatrices de transports urbains à confier par convention tout ou partie de l'organisation des transports scolaires à la Région,

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,

Vu les statuts Saintes Grandes Rives, l'agglomération annexée à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 2°, c), relatif à l'organisation de la mobilité,

Considérant que la convention, signée le 9 juin 2023 avec la région Nouvelle-Aquitaine, est arrivée à échéance le 31 août 2025,

Considérant que la mutualisation de certaines dessertes permet de rationaliser le service et d'optimiser les coûts,

Considérant les dessertes confiées par l'agglomération de Saintes à la Région et celles confiées par la Région à l'agglomération de Saintes, telles que définies dans la convention,

Considérant que la contribution financière annuelle d'affrètement est fixée selon un coût forfaitaire par élève inscrit sur les lignes déléguées,

Considérant que les crédits correspondants sont prévus au budget annexe transport, aux comptes :

6518 : participation financière due à la Région Nouvelle-Aquitaine,

751 : participation financière due par la Région Nouvelle-Aquitaine,

Considérant que la gestion technique et financière fera l'objet, le cas échéant, d'avenants à la convention,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de délégation et d'affrètement relative à l'organisation des transports scolaires entre la Région Nouvelle-Aquitaine et de Saintes Grandes Rives L'Agglo ci-jointe ;

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge de la mobilité à signer ladite convention ainsi que tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-195 Modification du règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que le vélo est un mode de transport alternatif à la voiture individuelle permettant à la fois d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages, d'améliorer la condition physique et la santé des usagers, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer la qualité de l'air, de diminuer la congestion urbaine et de redynamiser ainsi les centres bourgs et centres-villes.

Saintes Grandes Rives L'Agglo a adopté son schéma directeur cyclable lors du Conseil communautaire du 5 avril 2022. Celui-ci définit la politique cyclable du territoire en termes d'infrastructures, de services, de communication et de sensibilisation.

En complément, depuis 2021, l'agglomération de Saintes propose un dispositif d'aide à l'achat, sous la forme d'une subvention, aux habitants du territoire qui font l'acquisition d'un Vélo à Assistance Electrique neuf ou reconditionné, qui électrifient leur vélo ou qui achètent un Vélo Cargo à Assistance Electrique. Ce dispositif rencontre un vif succès auprès de la population. Ces aides concernent les habitants des 36 communes de l'agglomération.

Il apparaît désormais nécessaire de faire évoluer ce dispositif afin de l'adapter aux nouveaux usages et besoins. Ainsi, il est proposé d'élargir le champ de l'aide à l'achat, en modifiant les conditions d'éligibilité afin de rendre le dispositif plus accessible et équitable. À ce titre, le Vélo à Assistance Electrique (neuf ou reconditionné) ou le Vélo Cargo à Assistance Electrique, devra avoir été acheté chez un vélociste situé dans le périmètre de l'agglomération de Saintes, sans exigence d'origine ou de marque. Le matériel d'électrification, quelle que soit sa marque, devra également avoir été acheté et installé par un vélociste local du territoire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de « Saintes - Grandes Rives - L'Agglo » annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 2°), c) relatif à l'organisation de la mobilité,

Vu la délibération n°2021_57 du 30 mars 2021 relative au règlement d'attribution d'une aide à l'achat de vélos à assistance électrique,

Considérant la nécessité d'adapter le dispositif existant aux évolutions des usages de mobilité douce,

Considérant l'assouplissement des critères d'éligibilité pour inclure toutes marques, à condition que l'achat et la pose soient réalisés chez un vélociste implanté dans l'agglomération,

Considérant que les dépenses seront couvertes par les crédits inscrits au budget annexe « Transport Urbain-Mobilité » sur la nature 6572,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les modifications apportées au dispositif d'aide à l'achat de Vélos à Assistance Electrique.
- **de valider** le nouveau règlement d'attribution ci-joint.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant délégué, à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre du dispositif, y compris ceux relatifs à l'attribution et au versement des subventions.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

Cycle de l'eau

2025-196 Autorisation de signer la convention de répartition des missions de maîtrise d'œuvre et de cofinancement des aménagements relatifs à la mise en conformité de la zone d'activités des Charriers au regard de la protection de la Source de Lucérat

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que la zone d'activités « Les Charriers » est une ZAE communautaire relevant de la compétence développement économique.

Il rappelle également que depuis 2020 l'Agglomération est également compétente en matière de gestion des eaux pluviales.

Cette zone d'activité qui s'étend sur 81 hectares et accueille 80-90 entreprises dans les domaines de l'industrie, du commerce, de la construction et des services est située dans le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du captage d'eau de Lucérat.

Ce captage est stratégique pour la ville, l'Agglomération et plus largement le Département (le captage couvre 10 % des besoins du Département). Il permet notamment d'alimenter le littoral pendant les périodes estivales de forte consommation. Ce captage a de nombreux avantages mais il a un inconvénient majeur, à savoir, il est très sensible aux pollutions de surface qui peuvent l'impacter en quelques heures seulement.

Le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du captage d'eau de Lucérat englobe l'intégralité de la zone d'activités des Charriers et est encadré par un arrêté préfectoral (AP n°18-1285 du 2 juillet 2018) qui définit les mesures de protection de la ressource au sein des différents périmètres de protection.

La zone d'activités constituant une des principales menaces, un règlement spécifique s'appliquant aux activités existantes et aux activités nouvelles a été annexé à l'arrêté préfectoral.

L'arrêté prévoit la mise en conformité des entreprises présentes sur la zone et des équipements et infrastructures existants au plus tard le 3 juillet 2028 (prorogation de 5 ans en cours) avec une échéance intermédiaire le 3 juillet 2026 pour les dépôts de demandes de subvention (devis et marché de travaux).

La zone d'activité a été divisée en 7 bassins versants en fonction de leurs caractéristiques hydro-géomorphologiques. Actuellement les collectivités n'ont traité la gestion des eaux que sur l'un d'entre eux, le BV7, avec la création du bassin sur l'écosite et des réseaux associés. La mise en conformité avec l'arrêté préfectoral implique :

- une refonte complète de la gestion des eaux pluviales tant sur les espaces publics que privés ;
- la réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées ;

La réalisation des travaux de mise en conformité sera l'occasion de requalifier les espaces publics et d'avancer sur le projet de délestage du giratoire de Diconche.

Ces projets (mise en conformité avec l'arrêté préfectoral, requalification des espaces publics, ...) impliquent plusieurs acteurs :

- l'Agglomération, compétente en matière de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines et en matière de Développement Economique ;
- Eau 17, autorité organisatrice du service d'eau potable et d'assainissement collectif ;
- le Département de la Charente-Maritime, compétent sur ses emprises en matière d'infrastructures routières et de gestion des eaux pluviales associées.

Sur la base de l'étude de faisabilité de la mise en conformité des réseaux d'eau des collectivités menée conjointement par Eau 17 et l'Agglomération, il devient urgent d'engager les études de Maîtrise d'œuvre afin de pouvoir respecter les échéances réglementaires et notamment l'échéance intermédiaire du 3 juillet 2026 pour les dépôts de demandes de subvention, l'objectif étant la réalisation d'un avant-projet global dont la finalité sera de lancer les phases opérationnelles de travaux.

Pour ce faire, les trois maîtres d'ouvrage que sont, le Département de la Charente-Maritime, l'Agglomération et le Syndicat Eau 17, ont décidé de confier le pilotage de la maîtrise d'œuvre aux services du Département de la Charente-Maritime.

Ce partenariat nécessite la signature d'une « Convention de maîtrise d'œuvre et de cofinancement des aménagements relatifs à la mise en conformité de la ZA des Charriers au regard de la protection de la Source de Lucérat »

Cette convention définit les modalités techniques, administratives et financières régissant :

- le pilotage de la mission de maîtrise d'œuvre par le Département ;
- la réalisation et le financement des études.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°18-1285 du 2 juillet 2018,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment les articles 6, I, 1°, relatif au développement économique et 6, I, 10°, relatif à Gestion des Eaux Pluviales Urbaines,

Considérant que l'arrêté préfectoral impose une mise en conformité des entreprises et des collectivités au regard du règlement spécifique de la zone,

Considérant les résultats de l'étude de faisabilité portée par Eau17 et l'Agglomération,

Considérant la volonté de l'Agglomération de s'appuyer sur cette mise en conformité pour requalifier les espaces publics de la zone,

Considérant les échéances de mise en conformité et notamment la nécessité de déposer les dossiers de demande de subvention avant le 3 juillet 2026 (finalisation des travaux avant juillet 2028),

Considérant que les 3 structures Maître d'Ouvrage de travaux de mise en conformité (CD17/Eau17/Agglomération) vont devoir porter des travaux sur le même espace et dans la même temporalité,

Considérant que les 3 structures se sont accordées :

- pour confier le pilotage de la maîtrise d'œuvre aux services du Département de la Charente-Maritime,
- sur la clé de répartition financière,

Considérant que ce partenariat nécessite la signature d'une convention de maîtrise d'œuvre et de cofinancement des aménagements relatifs à la mise en conformité de la ZA des Charriers au regard de la

protection de la Source de Lucérat qui définit les modalités techniques, administratives et financières régissant :

- le pilotage de la mission de maîtrise d'œuvre par le Département,
- la réalisation des études et leur financement,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2025, chapitre 204, fonction 734, nature 2041582,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de convention ci-joint de répartition des missions de maîtrise d'œuvre et de cofinancement des aménagements relatifs à la mise en conformité de la zone d'activités des Charriers au regard de la protection de la Source de Lucérat.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge notamment de la gestion des eaux pluviales urbaines, à signer la convention et tous les documents afférents à cette opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Amanda LESPINASSE)

2025-197 Approbation de la modification statutaire d'Eau 17 - Adhésion de la Ville de Surgères pour les compétences assainissement collectif et non collectif

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que dans le cadre du déploiement de sa compétence Eau et Assainissement l'Agglomération a fait le choix d'exercer la compétence Eaux Pluviales Urbaines en régie alors que les compétences Eau Potable et Assainissement ont été transférées à Eau 17 par le biais du principe de représentation-substitution des communes, qui avaient préalablement toutes transféré ces compétences.

Eau 17 fait évoluer ses statuts pour intégrer la Ville de Sugères qui souhaite adhérer à Eau 17 pour la compétence Assainissement collectif et non collectif.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5212-17 du CGCT,

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 portant modification des statuts d'Eau17,

Vu la délibération n°2506CS13 du comité syndical d'Eau 17 en date du 13 juin 2025 validant l'adhésion de la commune de Sugères à Eau 17 pour les compétences Assainissement collectif et non collectif,

Vu les statuts de Saintes Grandes Rives, l'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 8°) portant sur l'« Eau » et l'article 6, I, 9°) portant sur l'« Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 »,

Considérant que cette modification de périmètre d'intervention n'impacte Saintes Grandes Rives, l'Agglo ni dans sa représentativité au sein d'Eau17 ni dans ses finances,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de donner** un avis favorable à la modification statutaire proposée.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Amanda LESPINASSE)

2025-198 Attribution de subventions dans le cadre de la démarche "Charente ALABRI" de limitation de la vulnérabilité des bâtiments aux inondations du PAPI Charente - dossier juillet 2025

Le rapporteur, Monsieur David MUSSEAU, rappelle que dans le cadre du PAPI Charente, plusieurs actions de limitation de la vulnérabilité des bâtiments sensibles, des habitations et des bâtiments d'activités économiques sont inscrites et programmées sur la période 2024-2030 (actions 5-2, 5-5, 5-10, 5-15). Elles sont coportées et cofinancées par l'Etat, l'EPTB Charente, le Département de la Charente-Maritime et Saintes Grandes Rives, l'Agglo.

A l'échelle du Territoire à Risque Inondation Saintes/Cognac/Angoulême, les enjeux sont conséquents. Les diagnostics sont réalisés sur les bâtiments affectés par la crue vingtennale, tout en préconisant les mesures de protections qui seront basées sur les niveaux atteints lors de la crue centennale de 1982.

Ainsi, 1 126 habitations, 165 bâtiments d'activités économiques et 13 établissements publics sensibles ont été identifiés et pourraient bénéficier de diagnostics et d'accompagnement sur les travaux.

L'intégralité des coûts (dans le cadre des plafonds) sont pris en charge. La liste des travaux finançables est disponible auprès des services de l'Etat et les travaux sont plafonnés comme suit :

	Diagnostics	Travaux bâtiments sensibles	Logements	Activités économiques
Etat - FPRNM	50%	50%	80%	40%
CD17	20%	15%	10%	20%
Saintes Grandes Rives, l'Agglomération	24%	15%	10%	40%
EPTB Charente	6%	0%	0%	0%
Autofinancement	0%	20%	0%	0%
Plafond travaux finançables	Aucun	72 000 €	45 000 €	90 000 €
Montant max, l'Agglomération		10 800 €	4 500 €	36 000 €

Pour une question de cohérence et de simplicité, le Département a décidé de confier à l'Agglomération la gestion de sa participation financière pour ces actions PAPI. L'Agglomération est ainsi chargée d'attribuer le fonds départemental directement aux bénéficiaires selon les termes de la convention validée par délibération n°2024-43 du Bureau Communautaire du 21 octobre 2024.

Saintes Grandes Rives, l'Agglo a également mis en place un partenariat avec l'organisme PROCIVIS qui permet aux propriétaires occupants de bénéficier d'une avance de frais.

Suite à la validation des 9 premiers dossiers en mars et juillet 2025, la dynamique se poursuit avec les 2 nouveaux dossiers ci-dessous et annexés à cette délibération (convention + fiche synthétique travaux).

Nom	Commune	Procivis	Participation Etat	Participation Agglo + CD17	Total
	Saintes	Oui	8 520,20 €	2 130,05 €	10 650,25 €
	Saintes	Oui	25 912,17 €	6 478,04 €	32 390,21 €
			34 432,37 €	8 608,09 €	43 040,46 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.561-3 et L.211-7,

Vu l'arrêté du 23 septembre 2021 établissant la liste des types de travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations éligibles au fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), dans le cadre d'un programme d'action de prévention des inondations (PAPI),

Vu le PAPI complet Charente (2024-2030), labellisé le 19 mars 2024 par la Commission Inondation de Bassin Adour-Garonne,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment 6, I, 5°) « Gestion des milieux aquatiques et Prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'Environnement »,

Vu la délibération n°2023-172 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 10 octobre 2023, validant les actions proposées dans le cadre du PAPI,

Vu la délibération n°2024-43 du Bureau Communautaire en date du 21 octobre 2024, transmise au contrôle de légalité le 05 novembre 2024, autorisant la signature de la convention relative à la gestion du fonds d'aide spécial annuel pour les travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti aux inondations du fleuve Charente sur le périmètre de Saintes Grandes Rives, l'Agglo,

Vu la délibération n°2024-236 du Conseil Communautaire en date du 13 novembre 2024, transmise au contrôle de légalité le 20 novembre 2024, portant sur la signature de la convention de préfinancement à destination des propriétaires physiques de locaux d'habitation occupés à titre de résidence principale sur le périmètre de Saintes Grandes Rives, l'Agglo,

Vu la délibération n°2025-35 du Conseil Communautaire en date du 12 mars 2025, transmise au contrôle de légalité le 18 mars 2025, portant sur Attribution de subventions dans le cadre de la démarche "Charente ALABRI" de limitation de la vulnérabilité des bâtiments aux inondations du PAPI Charente - dossiers septembre 2025,

Considérant les 2 demandes de travaux déposés :

Nom	Commune	Procivis	Participation Etat	Participation Agglo + CD17	Total
	Saintes	Oui	8 520,20 €	2 130,05 €	10 650,25 €
	Saintes	Oui	25 912,17 €	6 478,04 €	32 390,21 €
			34 432,37 €	8 608,09 €	43 040,46 €

Considérant l'avis de la commission technique et les courriers de complétudes des dossiers transmis par la DDTM17,

Considérant que les demandes de subventions sollicitent le montage d'un dossier d'avance de frais auprès de PROCIVIS,

Considérant la nécessité de signer avec chaque propriétaire demandeur une convention,

Considérant la nécessité de signer avec le propriétaire sollicitant une avance de frais auprès de PROCIVIS une procuration sous seing privé pour la perception des fonds,

Considérant que les dossiers entrent dans le cadre du dispositif suscité et répondent à l'ensemble des critères d'éligibilité,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif du budget principal 2025, chapitre 204, fonction 731, gestionnaire 678, nature 20422,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver ces 2 dossiers de demandes de subvention susvisés.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de la prévention des inondations, à signer les conventions ci-jointes de financement des travaux de limitation de la vulnérabilité des bâtiments au risque d'inondation correspondantes aux dossiers validés ci-dessus, les procurations sous seing privé ci-annexées ainsi que tous les documents nécessaires dans le cadre de l'accord de ces 2 subventions.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Régie des Déchets

2025-199 Régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière - Désignation des membres du Conseil d'exploitation - Modification

février 2024, le Conseil Communautaire a procédé à la désignation des membres du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets lequel comprend 28 membres dont 16 Conseillers communautaires et 12 Conseillers municipaux.

Les représentants au titre des conseillers communautaires sont :

- | | |
|-------------------|--------------------------|
| - Jérôme GARDELLE | - Bernard COMBEAU |
| - Eliane TRAIN | - Rémy CATROU |
| - Pierre TUAL | - Charlotte TOUSSAINT |
| - Alain MARGAT | - Ammar BERDAÏ |
| - Gaby TOUZINAUD | - Stéphane TAILLASSON |
| - Agnès POTTIER | - Joseph De MINAC |
| - Gérard PERRIN | - Michel ROUX |
| - Jean-Luc FOURRE | - Pierre DIETZ |

Et les représentants au titre des conseils municipaux sont :

- | | |
|--------------------|------------------------|
| - Daniel MOULON | - Isabelle COSSON |
| - Pascal PELLERIN | - Alain MALTERRE |
| - Alain MALTERRE | - Philippe CHASSERIEAU |
| - Bruno FERRARI | - Sabine BONNAUD |
| - Bruno GARDEN | - Lydia MARTINAUD |
| - Alain DESTREGUIL | - Christine MESLAND |

Suite à la démission de Monsieur Bernard COMBEAU de son mandat de Maire de la commune de Saint Bris des Bois et par conséquent de sa représentation au titre de conseiller communautaire, il y a lieu de procéder à la désignation d'un nouveau représentant.

Est proposée par le Président au titre des représentants des conseils municipaux au sein du conseil d'exploitation en remplacement de Monsieur Bernard COMBEAU, Madame Chantal COUSSOT.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1412-1, L. 2221-1 et suivants, et R. 2221-1 et suivants, et L. 2121-21,

Vu le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu la délibération n°2017-224 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 portant création d'une régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière - Approbation des statuts,

Vu la délibération n°2020-128 du Conseil communautaire en date du 30 juillet 2020 portant désignation des membres du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets dotée de la seule autonomie financière.

Vu la délibération n°2024-24 du Conseil communautaire en date du 15 février 2024 portant modification de la désignation des membres du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets dotée de la seule autonomie financière.

Considérant que conformément à ses statuts, le Conseil d'exploitation de la régie est composé de 28 membres comprenant 16 Conseillers communautaires et 12 Conseillers municipaux,

Considérant que ces personnes sont désignées par le conseil communautaire sur proposition du Président de Saintes Grandes Rives, l'agglo,

Considérant que, suite à la démission d'un membre du Conseil d'exploitation est proposée par le Président la personne suivante au conseil d'exploitation :

Au titre des représentants du conseil communautaire :

- Madame Chantal COUSSOT en remplacement de Monsieur Bernard COMBEAU

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de désigner** le membre proposé ci-dessous au Conseil d'exploitation de la régie des déchets de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, dotée de la seule autonomie financière modifiant ainsi la liste des membres désignés par délibération du Conseil Communautaire n°2020-128 du 30 juillet 2020 modifiée par délibération du Conseil Communautaire n°2024-24 du 15 février 2024 comme suit :

- Madame Chantal COUSSOT en remplacement de Monsieur Bernard COMBEAU au titre des représentants du conseil communautaire,

- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de la politique des déchets à signer tout acte ou document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité du scrutin secret l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote

2025-200 Grille tarifaire 2025 de la Régie des déchets : Création du tarif "lot de sacs compostables"

Le rapporteur, Monsieur Francis GRELLIER, rappelle que la Régie des déchets vise le déploiement des points de proximité « Biodéchets » (bac avec abri-bac) sur l'ensemble des communes du territoire et également en milieu urbain pour la ville de Saintes.

Afin de permettre aux habitants qui souhaitent réaliser le tri à la source des biodéchets par l'intermédiaire de ce dispositif, l'Agglomération de Saintes propose gratuitement aux habitants de s'équiper d'un petit seau (bioseau) pour stocker et acheminer facilement leurs biodéchets au point de proximité.

Pour encourager et faciliter au mieux ce tri, en plus des bioseaux, il est proposé aux habitants de s'équiper de sacs compostables au prix d'achat par l'établissement, soit le tarif de 6€ T.T.C pour un lot de 100 sacs compostables, ce qui représente une utilisation en moyenne de 2 sacs compostables par semaine pour une année.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 7°), relatif à la « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu la délibération n°CC_2024_280 du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2024 portant vote de la grille tarifaire concernant la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM et REOMI) et autres tarifs applicables à partir du 1^{er} janvier 2025,

Considérant que Saintes Grandes Rives, l'Agglo déploie actuellement des points de proximité « Biodéchets » pour permettre aux habitants de réaliser le tri à la source des biodéchets,

Considérant que Saintes Grandes Rives, l'Agglo met à disposition gratuitement un petit seau pour le stockage et le transport des biodéchets,

Considérant qu'il est nécessaire d'apporter plusieurs solutions pour permettre le tri et la valorisation des biodéchets,

Considérant que pour des raisons de logique et de praticité, les sacs compostables seront proposés par lot de 100 unités et non à l'achat unitaire,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets sur la grille tarifaire 2025 de la Régie des Déchets avec la création du tarif « lot de sacs compostables » le 9 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la grille tarifaire 2025 de la Régie des Déchets modificative ci-jointe avec la création du tarif « lot de sacs compostables » et son application effective à compter du 1^{er} octobre 2025,

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des finances, à signer tout document lié à l'application de cette grille.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (M. Rémy CATROU)
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-201 Convention relative à la collecte et au traitement des biodéchets sur le territoire de Saintes Grandes Rives, l'Agglo

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que la collecte des **biodéchets des particuliers** est encadrée principalement par la **loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC)** du **10 février 2020** qui impose la **généralisation du tri à la source des biodéchets** pour **tous les producteurs, y compris les particuliers, depuis le 1^{er} janvier 2024**.

Afin de répondre à cette réglementation, Saintes Grandes Rives, l'Agglo propose plusieurs solutions dont l'équipement en composteurs individuels et la mise en place de points de proximité « Biodéchets ». Ces dispositifs s'adressent principalement aux habitants du territoire.

Concernant les professionnels, l'Agglomération va mener à titre expérimental sur 3/4 mois, la collecte des biodéchets auprès des producteurs professionnels de biodéchets. Cette expérimentation a pour objectif d'inciter les professionnels concernés à trier leurs biodéchets afin de faire baisser les tonnages d'ordures ménagères non valorisés (enfouissement et incinération) et de leur apporter une solution de tri et collecte.

Dans ce contexte, la Régie des déchets a lancé une consultation relative à une expérimentation d'une collecte des biodéchets en porte à porte (professionnels et points de proximité en point d'apport volontaire). Celle-ci va donc être réalisée par l'entreprise Moulinot, spécialisée dans la collecte des biodéchets.

Le coût de la prestation se traduit par bac collecté en détaillant la ventilation de la manière suivante :

Coût total en € HT/bac =

Coût collecte/bac en € HT = 17€

Coût lavage/ bac en € HT = 2€

Coût lavage bac + abri-bac en € HT = 4€

Coût traitement par bac en € HT = 6€

Coût information/sensibilisation par professionnel en HT = 199€

Le syndicat mixte CYCLAD ayant la compétence « traitement » sur le territoire de Saintes Grandes Rives l'agglo, va participer financièrement à la prise en charge de certains coûts relatifs à cette expérimentation de la collecte des biodéchets en porte à porte.

La ventilation des coûts entre l'Agglomération et le syndicat mixte CYCLAD sera la suivante :

Nature des coûts	Agglo de Saintes	CYCLAD
Coût collecte/bac en € HT	17€	
Coût lavage/ bac en € HT	2€	
Coût lavage bac + abri-bac en € HT	4€	
Coût traitement par bac en € HT		6€
Coût information par professionnel en HT	199€	

Une convention fixant les modalités de prise en charge des coûts de cette collecte expérimentale de biodéchets entre Saintes Grandes Rives l'Agglo et le syndicat CYCLAD va être établie entre les deux EPCI.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 7°), relatif à la « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Considérant le projet de convention qui a pour objet de fixer les modalités financières de la collecte expérimentale des biodéchets pour la période d'octobre à décembre 2025 sur le territoire de Saintes Grandes Rives l'Agglo,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets en date du 9 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de convention fixant les modalités financières de la collecte expérimentale des biodéchets pour la période d'octobre à décembre 2025 sur le territoire de Saintes Grandes Rives l'Agglo.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la Politique des déchets, à signer la convention et tous les documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMERATION DOTE DE SERVICES SUPPORTS

Finances

2025-202 EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge - Approbation du Compte de Gestion 2024

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, rappelle que les dispositions relatives à la comptabilité publique prévoient que l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge doit vérifier la conformité des opérations figurant aux comptes de gestion tenues par le Comptable public, avec celles du Compte Administratif.

Après rapprochement et contrôle, le Compte de Gestion, établi et transmis par le Trésorier de Saint-Jean d'Angély à la clôture de l'exercice 2024, est conforme au Compte Administratif de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge ». Le Compte de Gestion est visé et certifié conforme par l'ordonnateur, et n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Le Compte de Gestion 2024 a été approuvé par les membres du Comité de Direction de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » par délibération n°2025-25 en date du 02 juin 2025.

Il est ainsi soumis comme le prévoit l'article 9 des statuts de l'EPIC à l'approbation du Conseil Communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, R.2221-2 et suivants, R.2221-22 et R.2221-28,

Vu le Code du Tourisme et notamment l'article L.133-7 prévoyant que le budget de l'office comprend en recettes le produit notamment : 1°) des subventions, (...), 4°) de la taxe de séjour (...),

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025 et notamment l'article 6, III, 1°) Tourisme et notamment la « gestion d'un office de tourisme communautaire »,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019, transmise au contrôle de légalité le 28 mai 2021, portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation de l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et créant un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 9 qui précise que la clôture des comptes de l'exercice écoulé est présentée par le Président au Comité de Direction qui en délibère et que le budget et les comptes sont soumis après délibération du Comité de Direction à l'approbation du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2025-25 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 02 juin 2025 approuvant le Compte de Gestion 2024 par les membres du Comité de Direction,

Considérant le Budget Primitif de l'exercice 2024 et le Budget Supplémentaire, les titres relatifs aux créances à recouvrer, les mandats relatifs aux dépenses réalisées, les bordereaux de titres de recettes et les bordereaux de mandats,

Considérant la conformité du Compte de Gestion avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Compte de Gestion réalisé par le Trésorier de Saint-Jean d'Angély pour l'exercice 2024 du Budget de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge », dont les écritures sont conformes au Compte Administratif pour le même exercice.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 34 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 10 élus ne prennent pas part au vote (M. Gérard PERRIN, Mme Marie-France DREY, M. Joseph DE MINAC, M. Alexandre GRENOT, M. Frédéric ROUAN, Mme Anne RAYNAUD, M. Bruno DRAPRON en son nom propre, Mme Marie-Line CHEMINADE, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Françoise LIBOUREL)

2025-203 EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge - Approbation du Compte Administratif 2024

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le Compte Administratif du Budget Principal.

Le Compte Administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du Budget Primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 Juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

L'exercice 2024 fait apparaître un résultat annuel de -36 225,17 €. Le résultat antérieur reporté 2023 était de +529 279,85 €.

Le résultat à reporter en recettes cumulées de fonctionnement à la clôture de l'exercice au 31 Décembre 2024 s'élève ainsi à 493 054.68 €.

Les dépenses réelles sont réalisées à 79.36 %.

- Les charges à caractère général présentent un taux de réalisation de 78,70 %
- Les dépenses de personnel sont réalisées à 93.10 %

Les recettes réelles sont réalisées quant à elles à 120.07%.

1. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 961 435.09 € en 2024

	Budget 2024	Réalisations 2024
Charges à caractère général (011)	488 138.99 €	384 156,12 €
Charges de personnel et Frais (012)	611 810.00 €	569 584.77 €
Autres charges de gestion courante (65)	10,00 €	1,90 €
Charges exceptionnelles (67)	266,51 €	0 €
Impôts sur les bénéfices et assimilés (69)	3 000,00 €	0,00 €
Dépenses imprévues (022)	16 400,00 €	0,00 €
Virement à section d'investissement (023)	79 754.35 €	0,00 €
Opération d'ordre de transfert (042)	12 000,00 €	7 692,30 €
Dépenses de Fonctionnement	1 194 979.85 €	961 435.09 €

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général - s'élèvent en 2024 à 384 156.12 € (Budget 2023 à 344 781.77 €).

La réalisation budgétaire est la suivante pour les postes principaux :

- Les achats d'études et de prestations de services (compte 604) pour 175 346.01 €.
- Les loyers (compte 6132) pour 24 029.82 € (Place Bassompierre, Place Saint-Pierre).
- L'achat de marchandises (compte 607) pour 5 908.88 €
- La maintenance (compte 6156) pour 9 659.23 € informatique, téléphone, logiciels métier, photocopieur.
- Les frais d'annonces et insertions (compte 6231) pour 27 704.29 €, (campagne de communication).

- Les frais foires et salons (compte 6233) pour 1 530 €.
- Les catalogues et imprimés (compte 6236) pour 44 132.80 € (éditions touristiques de l'OT).
- Les frais d'affranchissement (compte 6261) pour 6 2597.23 €.
- Les frais de télécommunications (compte 6262) pour 11 618.41€.
- Les frais de nettoyage des locaux (compte 6283) pour 9 747.41 €.
- La cotisation foncière des entreprises (CFE), les taxes foncières et autres impôts locaux (compte 635) pour 7 238.10 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel - s'élèvent à 569 584.77 en 2024 (Budget 2023 : 545 085,54 €), 9 agents permanents à temps plein, 1 agent permanent à temps partiel, 1 guide conférencier à temps partiel, 7 saisonniers. D'autres dépenses impactent ce chapitre tels que les chèques déjeuners et la médecine du travail.

Les autres charges de fonctionnement sont composées :

- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections** pour 7 692.30 € pour les amortissements.

2. **Les recettes de fonctionnement de l'exercice s'élèvent à + 925 209.92 €**

	Budget 2024	Réalisations 2024
Atténuation de charges (013)	0,00 €	15 056.24 €
Produits des services (70)	205 000,00 €	265 463.66 €
Et produits rattachés	0.00 e	1 728.00 €
Subventions d'exploitation (74)	230 000,00 €	230 000,00 €
Autres produits de gestion courante (75)	247 010.00 €	407 565.69 €
Produits Exceptionnels (77)	90,00 €	328.17 €
Opération d'ordre de transfert (042)	0.00 e	5 068.16 €
Recettes de Fonctionnement de l'Exercice	682 100,00 €	925 209.92 €
Excédent de fonctionnement reporté	529 279.85 €	529 279.85 €
Recettes de Fonctionnement	1 211 379,85 €	1 454 489.77 €

Les recettes du chapitre 70 - Produits des services s'élèvent à **265 463,66 €** (Budget 2024 : 224 679.89 €)

Ce chapitre comprend principalement :

- Les recettes des ventes des activités commerciales, visites guidées, réceptif, gabare, bateaux électriques et les ventes d'espaces publicitaires (compte 706) pour 235 749.14,57 € (196 340.57 € en 2023).
- Les recettes des ventes de marchandises, produits boutique et billetterie (compte 707) pour 8 932.83 € (7 140,38 € en 2023).
- Les commissions et courtages (compte 7082) pour 20 781.69 € (21 198,94 € en 2023), accordées par les prestataires pour la prestation de vente de leurs produits.

Les recettes du chapitre 74 - Subventions d'exploitation - s'élèvent 230 000 € (vs 390 000 € en 2023)

La seule recette pour ce chapitre est constituée de la subvention perçue de la Collectivité (compte 74) pour 230 000 €.

Les autres recettes de cette section de fonctionnement sont constituées :

- **Du chapitre 013 - Atténuation de charges** pour 15 056.24 €.
- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante** pour 407 564.46 € : il s'agit essentiellement du reversement de la taxe de séjour collectée par la Collectivité (248 716,67 € en 2023).
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels** pour 328.17 € (Budget 2023 : 4 017.32 €).

SECTION D'INVESTISSEMENT

L'exercice 2024 fait apparaître un résultat annuel de - 19 581.74 €. Le résultat antérieur reporté 2023 était + 10 245.65 €.

Le résultat à reporter en recettes cumulées d'investissement à la clôture de l'exercice au 31 Décembre 2024 s'élève ainsi à - 9 336.09 €.

1. Les dépenses d'investissement sont de 27 274.04 €

Les principales dépenses se répartissent ainsi :

- **Le Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles** pour **23 836.00 €** pour les frais d'études et de conception
- **Le Chapitre 21 - Immobilisations corporelles** pour **3 486.04 €** pour le renouvellement de l'équipement informatique, le mobilier de l'accueil et le changement du store extérieur.

2. Les recettes d'investissement sont de 7 692.30 €

Les principales recettes se répartissent ainsi :

- **Le Chapitre 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections** pour **7 692.30 €** pour les amortissements

Il est proposé d'approuver le Compte Administratif pour l'exercice 2024 du budget de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge ».

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R.2221-2 et suivants, R.2221-22 et R.2221-28,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6 III, 1°) relatif au tourisme,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019, transmise au contrôle de légalité le 28 mai 2019, portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation de l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et créant l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 9 qui précise que la clôture des comptes de l'exercice écoulé est présentée par le Président au Comité de Direction qui en délibère et que le budget et les comptes sont soumis, après délibération du Comité de Direction, à l'approbation du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2025-25 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 2 juin 2025 approuvant le Compte de Gestion 2024 par les membres du Comité de Direction,

Vu la délibération n°2025-26 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 2 juin 2025 approuvant le Compte Administratif 2024 par les membres du Comité de Direction,

Considérant le budget primitif de l'exercice 2024, le budget supplémentaire et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres relatifs aux créances à recouvrer, les mandats relatifs aux dépenses réalisées, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Considérant la conformité du Compte de gestion avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Considérant la conformité du Compte Administratif avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Compte Administratif pour l'exercice 2024 du budget de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » selon les résultats des différentes sections budgétaires comme suit :

BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET
DU 1^{er} JANVIER 2024 AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations		Restes à réaliser	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	Section d'Investissement	
Recettes de l'exercice	+ 925 209.92 €	+ 10 606,16 €	-	-
Dépenses de l'exercice	- 961 435.09 €	- 1 281,96 €	-	-
Résultats de l'exercice	-36 225.17 €	- 19 581.74 €	-	
Solde des restes à réaliser	-		-	-
Résultats antérieurs reportés	+ 529 279.85 €	+10 245,65 €	-	
Résultats de clôture	+ 493 054.68 €	- 9 336.09 €		

Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 31 Voix pour
- 0 Voix contre
- 3 Abstentions (M. Jean-Michel ROUGER, M. Philippe ROUET, M. Patrick PAYET)
- 10 élus ne prennent pas part au vote (M. Gérard PERRIN, Mme Marie-France DREY, M. Joseph DE MINAC, M. Alexandre GRENOT, M. Frédéric ROUAN, Mme Anne RAYNAUD, M. Bruno DRAPRON en son nom propre, Mme Marie-Line CHEMINADE, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Françoise LIBOUREL)

2025-204 Décision Modificative n°2 - Budget Principal

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, rappelle que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

Ce réajustement de crédit concerne :

En section de fonctionnement :

En dépenses :

- Une augmentation de 12 500 € pour le forum PAT.
- Une diminution de 15 000 € concernant la prestation de la chambre d'agriculture dans le cadre de la réplification du programme terres de sources qui ne sera pas engagée en 2025
- Une diminution de 1 500 € sur des prestations de service Eau et milieu naturel

En recettes :

- 91 561 € sont inscrits au chapitre 74, relatifs aux subventions suivantes :
 - 65 761 € de l'agence de l'eau pour le financement d'un poste
 - 27 800 € de la région pour le PAT (Projet Alimentaire Territorial)
 - - 2 000 € du Département pour les espaces naturels pour une subvention inférieure à celle estimée au Budget Primitif

En section d'investissement

- Un transfert de crédit entre opérations pour le service Habitat
 - 168 604 € de l'opération 493 OPAH RU qui sera suivi dorénavant en Autorisation de Programme (opération 593).
 - 50 000 € de l'opération 504 Pacte territorial 2025-2027 vers l'opération 593 OPAH RU au sein de la même Autorisation de Programme.
- Pour le service Eau et milieu naturel :
 - 40 000 € au chapitre 204 pour des subventions d'investissement versées, en particulier celles concernant la Gestion Intégrée des Eaux de Pluie
 - 10 000 € au chapitre 20 de complément pour l'inventaire des zones humides.
 - -50 000 € de l'opération 516 Travaux EPU (moins de travaux en direct au bénéfice du versement de fonds de concours)

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
011 - Charges à caractère général	- 4 000,00 €	74 - Dotations, subventions	+ 91 561,00 €
65 - Charges de gestion courante (pour équilibre)	+ 95 561,00 €		

TOTAL	91 561,00 €
--------------	--------------------

TOTAL	91 561,00 €
--------------	--------------------

SECTION D'INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
20 - Immobilisations incorporelles (Hors opérations)	+ 10 000,00 €		
204 - Subventions d'équipement versées (Hors opérations)	+ 40 000,00 €		
Total des opérations d'équipements	- 50 000 €		
dont : opération 493 - OPAH RU 2023-2028	- 168 604,00 €		
dont : opération 516 - TRAVAUX EPU	- 50 000,00 €		
dont : opération 593 - OPAH RU (AP)	+218 604,00 €		
dont : opération 604- PACTE TERRITORIAL 2025-2027 (AP)	- 50 000,00 €		

TOTAL	0,00 €
--------------	---------------

TOTAL	0,00 €
--------------	---------------

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M57,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,
Vu la délibération n°2025-51 du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2025, transmise au contrôle de légalité le 16 avril 2025, portant sur l'adoption du Budget primitif 2025 du Budget principal,

Vu la délibération n°2025-137 du Conseil Communautaire en date du 02 juillet 2025, transmise au contrôle de légalité le 09 juillet 2025, portant sur l'adoption de la Décision Modificative n°1 du Budget principal

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Principal,

Considérant les éléments du rapport de la délibération susmentionnés,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 16 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la décision modificative n°2 du Budget Principal pour l'exercice 2025 telle que détaillée ci-dessus, au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement et au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 39 Voix pour

- 0 Voix contre
- 5 Abstentions (M. Gérard PERRIN, Mme Anne RAYNAUD, Mme Sabrina CHABOREL, M. Rémy CATROU, M. Patrick PAYET)
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-205 Modifications des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, rappelle que les Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement (AP/CP) sont régies par les articles L.5211-36, L.2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et sont destinées à faciliter la gestion des investissements pluriannuels.

Les Autorisations de Programme (AP) sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles sont sans limite de durée jusqu'à ce qu'il soit décidé de leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pour couvrir des engagements contractés dans le cadre des AP.

Il est nécessaire de modifier l'AP PLH 2026-2031 présentée dans le tableau joint en annexe de cette délibération en l'augmentant de 168 604 €. Cette augmentation sera faite sur les crédits de paiement 2025.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-36, L.1612-1, L.2311-3 et R.2311-9,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Considérant l'annexe portant modification de l'Autorisation de Programme / Crédits de Paiement PLH 2026-2031 annexée à la délibération,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 16 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de modifier** l'Autorisation de Programme et Crédits de Paiement PLH 2026-2031 telle que décrite en annexe ci-jointe.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2025 approuvés dans l'autorisation de programme et crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-206 Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Corme-Royal

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, informe l'assemblée que la commune de Corme-Royal souhaite effectuer des travaux de réfection de sa voirie communale, pour un montant de 75 995,59 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de Saintes Grandes Rives, l'Agglo en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Coût du projet HT	75 995,59 €
Total subventions	0,00 €
Reste à Charge HT	75 995,59 €
... dont Commune	70 476,94 €
... dont Fonds de concours Saintes Grandes Rives, L'Agglo	5 518,65 €

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 5 518,65 € à la commune de Corme-Royal pour effectuer des travaux de réfection de sa voirie communale.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, transmise au contrôle de légalité le 15 février 2022, portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 19 juin 2025 de Monsieur le Maire de Corme-Royal, portant sur des travaux de réfection de sa voirie communale,

Vu la délibération 2025-36 du 17 juin 2025 du Conseil Municipal de la commune de Corme-Royal,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Corme-Royal,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal au compte 2041411,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 16 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 5 518,65 € à la commune de Corme-Royal pour effectuer des travaux de réfection de sa voirie communale.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Alain MARGAT)

2025-207 Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Dompierre sur Charente

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, informe l'assemblée que la commune de Dompierre-Sur-Charente souhaite faire l'acquisition d'un tracteur avec chargeur et broyeur, pour un montant de 60 000 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de Saintes Grandes Rives, l'Agglo en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel H.T de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Coût du projet HT	60 000,00 €
Total subventions	0,00 €
Reste à Charge HT	60 000,00 €
... dont Commune	30 000,00 €
... dont Fonds de concours Saintes Grandes Rives, L'Agglo	30 000,00€

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 30 000,00 € à la commune de Dompierre-Sur-Charente pour l'acquisition d'un tracteur avec chargeur et broyeur.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 4 septembre 2025 de Monsieur le Maire de Dompierre-Sur-Charente, portant sur l'acquisition d'un tracteur avec chargeur et broyeur,

Vu la délibération D2508-01 du 11 août 2025 du Conseil Municipal de la commune de Dompierre-Sur-Charente,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Dompierre-Sur-Charente,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2025 au compte 2041411,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 16 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 30 000,00 € à la commune de Dompierre-Sur-Charente pour l'acquisition d'un tracteur avec chargeur et broyeur.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-208 Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Préguiillac

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, informe l'assemblée que la commune de Préguiillac souhaite effectuer des travaux d'amélioration et de sécurisation de ses voiries, pour un montant de 40 276,75 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de Saintes Grandes Rives, l'Agglo en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel H.T de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Coût du projet HT	40 276,75 €
Total subventions	0,00 €
Reste à Charge HT	40 276,75 €
... dont Commune	20 138,38 €
... dont Fonds de concours Saintes Grandes Rives, L'Agglo	20 138,37 €

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 20 138,37 € à la commune de Préguiillac pour effectuer des travaux d'amélioration et de sécurisation de ses voiries.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 20 août 2025 de Madame le Maire de Préguiillac, portant sur des travaux d'amélioration et de sécurisation des voiries communales,

Vu la délibération n°2025-032 du 12 mai 2025 du Conseil Municipal de la commune de Préguiillac,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Préguiillac,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2025 au compte 2041411,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 16 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 20 138,37 € à la commune de Préguillac pour effectuer des travaux d'amélioration et de sécurisation des voiries communales.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Régis NEGRIER)

2025-209 Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Saint Césaire

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, informe l'assemblée que la commune de Saint Césaire souhaite effectuer des travaux de réfection des toitures de bâtiments communaux, pour un montant de 36 935,50 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de Saintes Grandes Rives, l'Agglo en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Coût du projet HT	36 935,50 €
Total subventions	0,00 €
Reste à Charge HT	36 935,50 €
... dont Commune	19 935,50 €
... dont Fonds de concours Saintes Grandes Rives, L'Agglo	17 000,00 €

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 17 000,00 € à la commune de Saint Césaire pour effectuer des travaux de réfection des toitures de bâtiments communaux.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu'« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L’Agglo annexés à l’arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, transmise au contrôle de légalité le 15 février 2022, portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 15 juillet 2025 de Madame le Maire de Saint Césaire, portant sur des travaux de réfection des toitures de bâtiments communaux,

Vu la délibération 2025-24 du 8 juillet 2025 du Conseil Municipal de la commune de Saint Césaire,

Considérant tout l’intérêt de ce projet pour la commune de Saint Césaire,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2025 au compte 2041411,

Considérant l’avis favorable de la commission des finances du 16 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d’approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l’Agglo d’un fonds de concours d’un montant de 17 000,00 € à la commune de Saint Césaire pour effectuer des travaux de réfection des toitures de bâtiments communaux.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu’après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu’il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d’autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l’unanimité l’ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
 - 0 Voix contre
 - 0 Abstention
 - 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Sylvie BEGIN)
- *****

2025-210 Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Vénérand

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, informe l’assemblée que la commune de Vénérand souhaite effectuer des travaux de réfection de la salle municipale (menuiseries, plafond, isolation et sonorisation), pour un montant de 80 178,31 € H.T.

La commune sollicite, à cet égard, la participation financière de Saintes Grandes Rives, l’Agglo en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel HT de cette opération s’établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Coût du projet HT	80 178,31 €
Total subventions	0,00 €
Reste à Charge HT	80 178,31 €
... dont Commune	40 089,31 €
... dont Fonds de concours Saintes Grandes Rives, L’Agglo	40 089,00 €

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 40 089,00 € à la commune de Vénérand pour effectuer des travaux de réfection de la salle municipale.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, transmise au contrôle de légalité le 15 février 2022, portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la demande en date du 4 juillet 2025 de Madame le Maire de Vénérand, portant sur des travaux de réfection de la salle municipale,

Vu la délibération n°07_2025_07 du 1^{er} juillet 2025 du Conseil Municipal de la commune de Vénérand,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de Vénérand,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal au compte 2041411,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 16 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 40 089,00 € à la commune de Vénérand pour effectuer des travaux de réfection de la salle municipale.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme Françoise LIBOUREL)

2025-211 Attribution d'un fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de La Jard - Annulation - Remplacement

Le rapporteur, Monsieur Philippe CALLAUD, informe l'assemblée que par délibération n°2025-111 du 4 juin 2025, le Conseil Communautaire a attribué un fonds de concours à la commune de la Jard pour l'acquisition d'un camion.

La commune de La Jard a en parallèle un projet d'aménagement de son cœur de village, visant à faciliter l'installation de boulanger. Le règlement des fonds de concours élargis, limitant les attributions à 1 projet par an, la commune souhaite privilégier le projet d'aménagement.

Aussi, il convient d'annuler et remplacer cette délibération pour tenir compte de cette évolution.

Le montant du projet est de 87 804,22 €.

Le nouveau plan de financement prévisionnel HT de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités HT
Coût du projet HT	87 804,22 €
Conseil Départemental de la Charente Maritime	24 998,11 €
Total subventions	24 998,11 €
Reste à Charge HT	62 806,11 €
... dont Commune	31 806,11 €
... dont Fonds de concours Saintes Grandes Rives, L'Agglo	31 000,00 €

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 31 000,00 € à la commune de La Jard pour réaliser l'aménagement de son cœur de village.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, transmise au contrôle de légalité le 15 février 2022, portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la délibération n°2025-111 du Conseil Communautaire en date du 4 juin 2025, transmise au contrôle de légalité le 17 juin 2025, portant attribution d'un fonds de concours élargi à la commune de La Jard,

Vu la délibération du 30 juin 2025 du Conseil Municipal de la commune de La Jard,

Considérant tout l'intérêt de ce projet pour la commune de La Jard,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal au compte 2041411,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 16 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'annuler** et remplacer la délibération n°2025-111 du 4 juin 2025 susvisée par la présente.

- **d'approuver** le versement par Saintes Grandes Rives, l'Agglo d'un fonds de concours d'un montant de 31 000,00 € à la commune de La Jard pour effectuer l'aménagement de son cœur de village.

- **de préciser** que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Jean-Luc MARCHAIS au nom de M. Jérôme GARDELLE)

Marchés publics

2025-212 Autorisation de marché relatif à la "Fourniture et livraison de denrées alimentaires pour

Saintes Grandes Rives, l'Agglo"

Le rapporteur, Monsieur Francis Grellier, rappelle que Saintes Grandes Rives, l'Agglo a lancé une consultation pour la fourniture et la livraison de denrées alimentaires sous la forme d'un appel d'offre ouvert (envoi de l'avis à la publicité le 04 juin 2025).

La consultation est constituée de 12 lots :

<u>Désignation lot</u>
1 - Epicerie et conserves, Surgelés et produits laitiers
2 - Fruits et légumes conventionnels
3 - Fruits et légumes BIO - Marché réservé à l'insertion
4 - Pâtes et Farine de blé issus de l'agriculture biologique et transformé à la ferme.
5 - Viandes/charcuteries - Secteur 1
6 - Viandes/charcuteries - Secteur 2
7 - Pain pour la commune de Corme Royal
8 - Pain pour la commune de Burie
9 - Pain pour la commune de Thénac
10 - Pain pour la commune de Saint Georges des Coteaux
11 - Pain pour la commune de Chermignac
12 - Pâtisserie fraîche salée

La Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025 à 15h00, les lots comme suit :

- le lot 1 « Epicerie conserves surgelés produits laitiers » à l'entreprise Transgourmet - 2 Avenue du Vieux Moulin - 33450 SAINT LOUBES, sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 800 000€HT sur toute la durée du marché
- le lot 2 « Fruits et légumes conventionnels » à l'entreprise GUERIN - 8 RUE DES SIGNEAUX - ZI DE L'ORMEAU DE PIED, 17100 SAINTES, sans montant minimum et avec un montant maximum de 750 000€HT sur toute la durée du marché
- le lot 3 « Fruits et légumes BIO - Marché réservé à l'insertion » à l'entreprise SAINT FIACRE INSERTION, 1 RUE DES FOUGERES - 17100 SAINTES sans montant minimum et avec un montant maximum de 500 000€HT sur toute la durée du marché
- le lot 4 « Pâtes et de farine de blé issus de l'agriculture biologique et transformé à la ferme » à l'entreprise GUEDON PHILIPPE, 107 RUE DE LA JONCTION - 16170 ROUILLAC sans montant minimum et avec un montant maximum de 30 000€HT sur toute la durée du marché,
- le lot 5 « Viandes / charcuteries - Secteur 1 » à l'entreprise BOUCHERIE ARNAUD STEPHANE, 43 RUE DE LA REPUBLIQUE - 17770 BURIE, sans montant minimum et avec un montant maximum de 270 000€HT sur toute la durée du marché,
- le lot 6 « Viandes / charcuterie - Secteur 2 » à l'entreprise SOROVISA, 12 RUE GUSTAVE EIFFEL - 17200 SAINT SULPICE DE ROYAN, sans montant minimum et avec un montant maximum de 550 000€HT sur toute la durée du marché,
- le lot 7 « Pain pour la Commune de Corme Royale » à l'entreprise MAISON AUGEREAU, 1 PLACE DE L'EGLISE - 17600 CORME ROYAL, sans montant minimum et avec un montant maximum de 15 000€HT sur toute la durée du marché
- le lot 12 « Pâtisseries fraîches salées » à l'entreprise ALPES FRAIS PRODUCTION, PIERRE CLOT RESTAURATION, 25 RUE MAURICE PIVAL- ZA BIEVRE DAUPHINE - 38140 RIVES, sans montant minimum et avec un montant maximum de 390 000€HT sur toute la durée du marché,

Les lots 8 à 11 sont déclarer sans suite pour absence d'offres régulières.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur Le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer les marchés et toutes les pièces liées à la procédure avec les entreprises susmentionnées.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, III, 2°), c), Education, Enfance, Jeunesse, et plus précisément l'activité périscolaire : « restauration scolaire »,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget, Considérant que le marché relatif à la fourniture et livraison de denrées alimentaires est d'un montant supérieur au seuil susvisé, Considérant que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, a lancé une consultation pour la fourniture et la livraison de denrées alimentaires sous la forme d'un appel d'offre ouvert (envoi de l'avis à la publicité le 04 juin 2025)

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025, le lot 1 « Epicerie conserves surgelés produits laitiers » à l'entreprise Transgourmet - 2 Avenue du Vieux Moulin - 33450 SAINT LOUBES,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025, le lot 2 « Fruits et légumes conventionnels » à l'entreprise GUERIN - 8 RUE DES SIGNEAUX - ZI DE L'ORMEAU DE PIED, 17100 SAINTES

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025, le lot 3 « Fruits et légumes BIO - Marché réservé à l'insertion » à l'entreprise SAINT FIACRE INSERTION, 1 RUE DES FOUGERES - 17100 SAINTES,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025, le lot 4 « Pâtes et de farine de blé issus de l'agriculture biologique et transformé à la ferme » à l'entreprise GUEDON PHILIPPE, 107 RUE DE LA JONCTION - 16170 ROUILLAC,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025, le lot 5 « Viandes / charcuteries - Secteur 1 » à l'entreprise BOUCHERIE ARNAUD STEPHANE, 43 RUE DE LA REPUBLIQUE - 17770 BURIE,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025, le lot 6 « Viandes / charcuteries - Secteur 2 » à l'entreprise SOROVISA, 12 RUE GUSTAVE EIFFEL - 17200 SAINT SULPICE DE ROYAN,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025, le lot 7 « Pain pour la Commune de Corme Royale » à l'entreprise MAISON AUGEREAU, 1 PLACE DE L'EGLISE - 17600 CORME ROYAL,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 03 septembre 2025, le lot 12 « Pâtisseries fraîches salées » à l'entreprise ALPES FRAIS PRODUCTION, PIERRE CLOT RESTAURATION, 25 RUE MAURICE PIVAL- ZA BIEVRE DAUPHINE - 38140 RIVES,

Considérant qu'il convient de déclarer sans suite les lots 8 à 11 pour absence d'offres régulières,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 1 « Epicerie conserves surgelés produits laitiers » avec l'entreprise Transgourmet - 2 Avenue du Vieux Moulin - 33450 SAINT LOUBES, sans montant minimum et pour un montant maximum de 1 800 000€HT sur toute la durée du marché,

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 2 « Fruits et légumes conventionnels » avec l'entreprise GUERIN - 8 RUE DES SIGNEAUX - ZI DE L'ORMEAU DE PIED, 17100 SAINTES, sans montant minimum et pour un montant maximum de 750 000€HT sur toute la durée du marché,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 3 « Fruits et légumes BIO - Marché réservé à l'insertion » avec l'entreprise SAINT FIACRE INSERTION, 1 RUE DES FOUGERES - 17100 SAINTES sans montant minimum et pour un montant maximum de 500 000€HT sur toute la durée du marché,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 4 « Pâtes et de farine de blé issus de l'agriculture biologique et transformé à la ferme » à l'entreprise GUEDON PHILIPPE, 107 RUE DE LA JONCTION - 16170 ROUILLAC sans montant minimum et avec un montant maximum de 30 000€HT sur toute la durée du marché,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 5 « Viandes / charcuteries - Secteur 1 » avec l'entreprise BOUCHERIE ARNAUD STEPHANE, 43 RUE DE LA REPUBLIQUE - 17770 BURIE, sans montant minimum et pour un montant maximum de 270 000€HT sur toute la durée du marché,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer lot 6 « Viandes / charcuterie - Secteur 2 » avec l'entreprise SOROVISA, 12 RUE GUSTAVE EIFFEL - 17200 SAINT SULPICE DE ROYAN, sans montant minimum et pour un montant maximum de 550 000€HT sur toute la durée du marché,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 7 « Pain pour la Commune de Corme Royale » avec l'entreprise MAISON AUGEREAU, 1 PLACE DE L'EGLISE - 17600 CORME ROYAL, sans montant minimum et pour un montant maximum de 15 000€HT sur toute la durée du marché,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le lot 12 « Pâtisseries fraîches salées » à l'entreprise ALPES FRAIS PRODUCTION, PIERRE CLOT RESTAURATION, 25 RUE MAURICE PIVAL- ZA BIEVRE DAUPHINE - 38140 RIVES, sans montant minimum et avec un montant maximum de 390 000€HT sur toute la durée du marché,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de charge notamment des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à déclarer sans suite les lots 8 à 11 du marché de « fourniture et la livraison de denrées alimentaires » pour absence d'offres régulières. Conformément aux dispositions de l'article R 2185-2 du CCP, les candidats ayant participé à la procédure seront informés de cette décision et une nouvelle procédure sera relancée.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-213 Autorisation de signer le marché fourniture et installation de colonnes d'apport volontaire enterrées

Le rapporteur, Monsieur Francis GRELLIER, rappelle que Saintes Grandes Rives, L'Agglo a lancé une consultation pour un marché portant sur la fourniture et l'installation de colonnes d'apport volontaire enterrées, sous la forme d'un appel d'offre ouvert (envoi de l'avis de publicité le 16/04/2025).

Il s'agit d'un marché dont la durée est de 48 mois. Le marché est un accord-cadre à bons de commandes sans montant minimum sur la durée totale du marché et avec un montant maximum de 3 400 000 € HT sur la durée totale du marché

La quantité commandée sera de 15 colonnes minimums par bon de commande et de 100 colonnes minimum sur l'ensemble du marché.

Par décision n° DEC_2025_228 signée le 07/07/2025 transmise en Sous-Préfecture le 08/07/2025 le marché a été déclaré sans suite pour la procédure d'Appel d'Offres Ouvert ayant pour objet « Fourniture et installation de colonnes d'apport volontaire enterrées » pour offres irrégulières. En application des articles R. 2185-1 et R. 2124-3 6° du code de la commande publique,

Une nouvelle procédure en marché négociée avec mise en concurrence sans publicité a été relancée le 08/07/2025.

La Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 23 septembre 2025, le marché à la société SULO - Immeuble Perspective Défense - Bât A - 1 rue du Débarcadère - 92700 COLOMBES, sans montant minimum et pour un montant maximum de 3 400 000 €HT sur la durée totale du marché.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché et toutes les pièces liées à la procédure avec la société susmentionnée.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2124-1, L.2124-2 et R. 2124-2-1°, R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant les éléments du rapport présenté ci-avant,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 23 septembre 2025, le marché à l'entreprise SULO - Immeuble Perspective Défense - Bât A - 1 rue du Débarcadère - 92700 COLOMBES, sans montant minimum et pour un montant maximum de 3 400 000 € H.T sur la durée totale du marché,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché « Fourniture et installation de colonnes d'apport volontaire enterrées » avec l'entreprise SULO - Immeuble Perspective Défense - Bât A - 1 rue du Débarcadère - 92700 COLOMBES sans montant minimum et pour un montant maximum de 3 400 000 € H.T sur la durée totale du marché.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre

- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-214 Modification de la délibération n°2025_79 relative au lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre pour l'Extension de la piscine intercommunale "Aquarelle"

Le rapporteur, Monsieur Francis GRELLIER, rappelle que par délibération n°2025_79 le Conseil Communautaire du 9 avril 2025 a autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre pour l'Extension de la piscine intercommunale "Aquarelle"

Dans cette logique, Saintes Grandes Rives, L'Agglo ambitionne d'agrandir le Centre Aquatique Aquarelle afin de centraliser la pratique des sports aquatiques des clubs et des scolaires et d'offrir une offre supplémentaire au grand public.

Le scénario retenu lors du COPIL du 24 février 2025 consiste en la réalisation :

- D'un bassin nordique de 25m de longueur par 8 couloirs, de gradins
- D'un bâtiment jouxtant le bâtiment Centre Aquatique d'environ 400m2 en R+1.
- D'un parking aménagé sur tout ou partie du parvis existant
- D'un réaménagement et réfection d'une partie des espaces intérieurs du Centre Aquatique Aquarelle

Cette délibération prévoyait notamment qu'en application des dispositions des articles R.2162-19 à R. 2162-21 et R. 2172-4 du Code de la Commande Publique, les candidats qui auront remis des propositions conformes au règlement de concours, bénéficient alors d'une prime afin de les indemniser du travail effectué. Le montant de la prime se réfère en pratique au prix estimé des études à effectuer par les candidats, affecté d'un abattement de 20%. Une fiche de la Direction des Affaires Juridiques souligne que « le montant de cette prime devra être réaliste et correspondre à l'investissement fourni par les candidats compte tenu du degré de précision demandé dans la remise de leurs prestations et de la complexité de l'opération ». Il était donc proposé de fixer le montant de la prime à 30 000 € H.T par candidat retenu dont la proposition sera jugée conforme au règlement de concours par le jury. A défaut, en application de l'article R. 2172-4 du Code de la Commande Publique, une réduction totale ou partielle du montant de cette prime sera prévue dans le règlement de concours, et pourra être appliquée, sur proposition du jury, aux candidats dont l'offre serait incomplète (abattement maximum de 50%), absente ou inappropriée (montant de la prime supprimée). La rémunération du marché de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime versée au candidat lauréat du concours. Le montant de la prime reçue par l'attributaire du marché de maîtrise d'œuvre sera déduit du montant de ses honoraires (prix du marché).

Or au regard du règlement de consultation et des éléments demandés aux candidats en phase offre, cette prime doit être fixée à 40 000€HT par candidat retenu dont la proposition sera jugée conforme au règlement de concours par le jury.

La délibération prévoyait également l'indemnisation des membres du jury composant le tiers de personnalités qualifiées, non rémunérées dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles pour participer au jury. Elle fixait cette somme à 550 € T.T.C par demi-journée de travail et par membre du jury.

Toutefois, pour le jury de concours en phase candidature et offre, et afin de tenir compte du barème UNTEC, il convient de fixer cette somme à 550 € H.T par demi-journée de travail, et par membre du jury ainsi qu'au remboursement frais kilométriques (suivant barème fiscal 7CV maxi), parking et frais de péage d'autoroute, ou de déplacement train SNCF - billet 2ème classe.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2121-29 et l'article L. 2122-22 4,

Vu le Code de la Commande Publique

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, II, 3° relatif à la « Construction, Aménagement, Entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2025_79 du Conseil Communautaire du 9 avril 2025 relatif au lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre pour l'Extension de la piscine intercommunale "Aquarelle"

Considérant le règlement de consultation du concours et des éléments demandés aux candidats en phase offre, cette prime est fixée à 40 000 € H.T par candidat retenu dont la proposition sera jugée conforme au règlement de concours par le jury,

Considérant l'indemnisation des membres du jury composant le tiers de personnalités qualifiées, non rémunérées dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles pour participer au jury. Afin de tenir compte pour le jury de concours en phase offre et du barème UNTEC, il convient de fixer cette somme à 550 € H.T par demi-journée de travail et par membre du jury,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le montant de la prime de 40 000 € H.T par candidat retenu, au titre de l'indemnisation des candidats ayant remis des prestations conformes au règlement de concours,

- **d'approuver** le montant de 550 € H.T par demi-journée de travail relatif à l'indemnisation des membres du jury non rémunérés dans le cadre de leurs activités ou obligations professionnelles,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 42 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Anne RAYNAUD, Mme Sabrina CHABOREL)
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-215 Autorisation de signer le marché "Fouilles archéologiques préventives dans le cadre de l'aménagement de la phase 2 de la ZAC Centre Atlantique à Saint-Georges-des-Coteaux"

Le rapporteur, Monsieur Francis GRELLIER, rappelle que dans le cadre de sa compétence "Développement économique", Saintes Grandes Rives l'Agglo a aménagé la 1ère phase de la ZAC Centre Atlantique à Saint-Georges des Coteaux. Suite à l'aboutissement des négociations foncières, la 2ème phase peut être lancée. La DRAC a prescrit une fouille préventive sur 85 000 m2.

Aussi, Saintes Grandes Rives, L'Agglo a lancé une consultation pour un marché portant sur la réalisation de fouilles archéologiques préventives dans le cadre de l'aménagement de la phase 2 de la ZAC Centre Atlantique à Saint-Georges des Coteaux, sous la forme d'un appel d'offres ouvert (envoi de l'avis de publicité le 27/06/2025).

Il s'agit d'un marché dont la durée est de 31 mois. Une partie de la réalisation des prestations fera l'objet de bons de commandes dont le montant maximum ne pourra dépasser les 250 000€HT.

La Commission d'Appel d'Offres de Saintes Grandes Rives, l'Agglo a attribué le 16 septembre 2025, le marché à la société EVEHA pour un montant de 1 349 932 €HT pour la tranche ferme et pour un montant résultant du Détail quantitatif estimatif (DQE) de 131 797,50 €HT et pour un montant maximum de 250 000€HT pour la partie à bon de commande.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché et toutes les pièces liées à la procédure avec la société susmentionnée.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2124-1, L.2124-2 et R. 2124-2-1°, R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que Saintes Grandes Rives, L'Agglo a lancé une consultation pour un marché portant sur la réalisation de fouilles archéologiques préventives dans le cadre de l'aménagement de la phase 2 de la ZAC Centre Atlantique à Saint-Georges des Coteaux, sous la forme d'un appel d'offre ouvert (envoi de l'avis de publicité le 27/06/2025).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché « Fouilles archéologiques préventives dans le cadre de l'aménagement de la phase 2 de la ZAC Centre Atlantique à Saint-Georges des Coteaux » avec la société EVEHA pour un montant de 1 349 932 €HT pour la tranche ferme et pour un montant résultant du Détail quantitatif estimatif (DQE) de 131 797,50 €HT et pour un montant maximum de 250 000€HT pour la partie à bon de commande.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Affaires juridiques

2025-216 Construction d'un second four crématoire et extension du Centre funéraire de Saintes

Le rapporteur, Monsieur Frédéric ROUAN, rappelle que Saintes Grandes Rives L'Agglo a compétence pour la création et l'aménagement d'un centre funéraire et d'un crématorium et la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ainsi que des activités accessoires à ces services en application de l'article 6 III 4 °) des statuts de l'agglomération.

Par délibération du 4 octobre 2007, le Conseil Communautaire de la CDC du Pays Santon a décidé de confier la gestion de ces services, dans le cadre d'une convention de délégation de service public, à la SEMI PFIS et a imposé à son délégataire la construction d'un second four et l'extension des locaux du centre funéraire pendant la durée de la délégation fixée à 18 ans à compter du 1^{er} janvier 2008.

Les projets de création ou d'extension de crématoriums sont tous soumis à un examen au cas par cas (rubrique 48 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement), au terme duquel l'autorité en charge de cet examen détermine si le projet doit être ou non soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale.

Suite à la demande d'examen au cas par cas n° 2024-16395 relative à l'extension du crématorium de Saintes et un arrêté du Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine (DREAL) en date du 1^{er} octobre portant décision d'examen au cas par cas, cette extension du crématorium a été exemptée de la réalisation d'une étude d'impact dans la mesure où il s'agit d'une demande d'extension du Crématorium existant depuis 2001 dont les opérations de maintenance imposent l'arrêt du service de crémation durant un minimum de 20 jours chaque année.

Aux termes de l'article L.2223-40 du Code général des Collectivités territoriales, seules les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale sont compétents pour créer un crématorium qu'ils peuvent gérer directement ou indirectement. Toutefois, cette création ou extension doit être autorisée par le Préfet après Enquête Publique et avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Aussi, compte tenu du projet décrit ci-avant dont le rapport de présentation du dossier de demande d'autorisation est annexé à la présente délibération, il appartient au Conseil Communautaire d'approuver la création de ce second four et l'extension du centre funéraire pour lesquelles il conviendra de déposer une demande de Permis de Construire correspondante, d'engager l'enquête publique et la saisine du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), De consulter la Direction Régionale aux Affaires Culturelles (DRAC) afin de s'assurer de la conformité du projet aux éventuelles prescriptions architecturales et archéologiques liées à la localisation du projet.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-2 et R.122-2,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2223-40,

Vu l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025 portant modification des statuts de Saintes Grandes Rives l'Agglo ainsi que les statuts annexés et notamment l'article 6 III 4°) pompes funèbres « création et aménagement d'un centre funéraire et d'un crématorium gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ainsi que des activités accessoires à ces services »,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CDC du Pays Santon du 4 octobre 2007 confiant la délégation de service public relative au service extérieur de Pompes funèbres et la gestion du crématorium à la Société Mixte Locale Pompes Funèbres Intercommunales de la Saintonge (SEML PFIS),

Vu la convention signée le 26 décembre 2007 entre la CDC du Pays Santon et la SEML PFIS pour une durée de 18 ans à compter du 1^{er} janvier 2008,

Vu l'article 8.2 de la Convention de Délégation de de service public relative au service extérieur de Pompes funèbres et la gestion du crématorium, relatif aux extensions et investissements obligatoires mis à la charge du délégataire et notamment :

- L'acquisition et l'installation d'un second four de crémation quand le développement de l'activité le rendra nécessaire,
- La réalisation d'une extension du centre funéraire par la construction d'un ensemble immobilier accueillant notamment une salle de convivialité et des bureaux d'une surface de 30 m² ;

Vu les éléments du rapport présenté ci-avant,

Vu les crédits correspondants disponibles au chapitre 011 du Budget Principal pour 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de construction d'un second four crématoire et d'extension du Centre funéraire dont le rapport ci-annexé de présentation du dossier de demande d'autorisation ;

- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer tous documents et pièces du dossier de demande d'autorisation, étant précisé que Monsieur le Président déposera la demande de Permis de Construire correspondante après avoir pris la décision afférente sur la base du point 22 des attributions déléguées par le conseil communautaire au Président de l'agglomération ;

- **d'autoriser** Monsieur le Président à engager une Enquête Publique par voie d'arrêté en application des dispositions en vigueur ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 30 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (M. Patrick PAYET)
- 12 élus ne prennent pas part au vote (M. Jean-Luc MARCHAIS, M. Éric BIGOT, M. Francis GRELLIER, M. Joseph DE MINAC, M. Cyrille BLATTES, M. Alexandre GRENOT, M. Bruno DRAPRON en son nom propre et au nom de M. Pascal GILLARD, M. Philippe CALLAUD, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Eliane TRAIN, Mme Françoise LIBOUREL)

2025-217 Mise à disposition de matériels informatiques au bénéfice des élus communautaires de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo, dans le cadre du mandat 2020-2026 et dans l'objectif de faciliter l'exercice de celui-ci notamment en période de Covid-19, a consulté ses élus communautaires au début dudit mandat, afin de connaître leurs attentes en matière de mise à disposition de matériels informatiques ou téléphoniques.

Cette consultation s'est déroulée sur le fondement d'une évolution de la méthode de travail de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo notamment concernant les envois de dossiers des instances en version dématérialisée plutôt qu'en version papier.

Il en était ressorti un total de 20 élus communautaires sur les 64 en exercice qui ont témoigné une volonté de disposer d'un certain nombre d'équipements informatiques.

Saintes - Grandes Rives - L'Agglo a donc pleinement assumé la prise en charge financière du matériel informatique sollicité à l'exception des smartphones, dont la demande avait été exclusivement effectuée par des élus de la Ville de Saintes, qui a pris à sa charge ces équipements.

A la suite de certaines évolutions internes à l'Agglomération, seuls 19 élus disposent désormais de matériel informatique.

Conformément à l'article L.5211-13-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo se doit de prendre une délibération nominative relative aux différents avantages en nature dont bénéficient les agents et les élus.

Par la présente délibération, il est ainsi proposé au Conseil Communautaire de confirmer la mise à disposition de matériels informatiques à titre nominatif au bénéfice de certains élus communautaires de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo selon les modalités suivantes :

Sécurisation des accès

Pour accéder aux différentes ressources numériques, les élus doivent s'authentifier en saisissant des informations d'identification composées d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe fournis par le service en charge du Système d'Information.

Lors de sa première connexion sur le domaine privé et afin de garantir la confidentialité des données stockées sur son compte (espaces partagés ou privés), un message informatique demande à l' élu de modifier son mot de passe.

Ce mot de passe est connu de lui seul, le service informatique ne peut pas le connaître et en aucun cas lui rappeler. Les mots de passe sont strictement personnels et ne peuvent en aucun cas être communiqués.

Le Mot de passe personnel devra respecter un certain degré de complexité et devra être modifié tous les 6 mois.

Pour une meilleure sécurisation, le service informatique lancera 2 fois par an une campagne de changement des mots de passe.

Règles d'utilisation

Tout utilisateur est responsable de l'usage des ressources numériques auxquelles il a accès et doit contribuer, à son niveau, à la sécurité générale du système d'information de la collectivité.

L'utilisation des ressources informatiques ne doit pas être détournée à des fins personnelles.

L'utilisateur :

- Doit appliquer les recommandations de sécurité que le service en charge du système d'information de la collectivité (DSIT) peut lui soumettre.
- Doit signaler toute tentative de violation de son compte et, de façon générale, toute anomalie constatée : ex (Virus, mails douteux...)
- Ne doit pas modifier le paramétrage de son poste de travail.
- S'engage à ne pas mettre à disposition de personnes non autorisées un accès à son poste ou ses ressources informatiques propres.
- S'engage à ne pas apporter volontairement de perturbations au bon fonctionnement des systèmes informatiques et des réseaux, que ce soit par des manipulations anormales du matériel et des logiciels ou par l'introduction de logiciels 'pirates' (sans licence).
- Ne doit pas utiliser des comptes autres que le sien ou masquer sa véritable identité.
- Ne doit pas lire, modifier, copier ou détruire des données autres que celles qui lui appartiennent en propre.
- Les équipements mobiles (ordinateur portable, téléphones portables, smartphones, clé USB, tablettes, ...) sont des outils fragiles dont il convient de prendre particulièrement soin.
Ils sont attribués sur demande de l'élu et après analyse des besoins exprimés par le service en charge du système d'information.

Respect de la propriété intellectuelle

Les ressources mises à disposition par les collectivités (site Internet, logiciel documentaire, CD-Rom...) contiennent des informations protégées, sauf mention explicitement contraire, par le droit d'auteur. Toute reproduction ou diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, de ces informations est possible mais uniquement dans les conditions prévues par le code de la propriété intellectuelle (article L.122-4 du Code de la propriété intellectuelle française).

Hotline

Une Hotline est à la disposition de tous les utilisateurs. Elle centralise toutes les demandes des usagers et permet d'assurer un soutien technique à chaque utilisateur d'une ressource numérique.

Les techniciens de la Hotline peuvent être amenés à 'prendre la main' sur le poste afin d'intervenir sur les applications à distance en visualisant l'écran de celui-ci et en manipulant les fonctions correspondant au clavier et à la souris. La prise de main à distance ne peut se faire sans l'accord préalable de l'élu (accord validé à distance).

Piratage

Le téléchargement de logiciel est interdit. Si des besoins précis sont avérés, il convient de s'adresser au service en charge du système d'information qui est le seul habilité pour l'installation de logiciel (y compris les logiciels dits libres) sur le système d'information des collectivités.

Tout stockage d'un logiciel piraté (et à fortiori son utilisation) constitue un délit passible d'une forte amende et d'emprisonnement. Sa diffusion correspond à du recel.

Ci-joint au rapport, le **tableau récapitulatif en vigueur** des élus communautaires concernés :

		MATRIEL						
		ORDINATEUR		TABLETTE			SMARTPHONE	
		Modél	Numéro de série	Modél	Numéro de série	Type Abonnement HT/ACS	Modél	Type Abonnement HT/ACS
le VP	Fabrice ROUAN	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67418	--	--	--
le VP	Jean-Marc AUCOUR	HP Pavilion 450-54	8C4808097	--	--	--	--	--
le VP	Jérémy GARCILLI	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67214	--	--	--
le VP	Jean-Luc MARC MARC	HP Pavilion 450-54	8C4808098	--	--	--	--	--
le VP	Fabrice GILLARD	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67386	--	--	--
Délégué Communautaire	Jean-Luc POUJOL	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67877	--	--	--
Délégué Communautaire	Eme BOUOT	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67874	--	--	--
Délégué Communautaire	Daisy TCHOUANES	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P66561	--	--	--
Délégué Communautaire	Maria-France DREY	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67008	--	--	--
Délégué Communautaire	Danielle DE MEULLE	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67526	--	--	--
Délégué Communautaire	Michèle TALLASCOFF	--	--	Samsung Galaxy Tab A7 (2020)	15A0M112P66688	--	--	--
Délégué Communautaire	Agnes POTYER	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P66447	--	--	--
Délégué Communautaire	Philippe BOUOT	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67386	--	--	--
Délégué Communautaire	Pierre TAILL	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67112	--	--	--
Délégué Communautaire	Alexandra LEFPMANNE	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P68872	--	--	--
Délégué Communautaire	Michel BOUOT	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67887	--	--	--
Délégué Communautaire	Patrice PAVILL	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67007	--	--	--
Délégué Communautaire	Christine TRAUT	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P67112	--	--	--
Délégué Communautaire	Françoise LEBLANC	--	--	SAMSUNG TAB A7	15A0M112P66567	--	--	--

Il est proposé au Conseil Communautaire :

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-13-1,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, et notamment l'article L.122-4,

Vu la loi du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu le rapport présenté ci-avant,

Considérant l'obligation légale pour l'Agglomération de délibérer annuellement pour préciser les modalités d'attribution des avantages en nature conférés aux élus,

Considérant que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo met à disposition de certains élus du matériel informatique depuis le début du mandat dont il convient d'en préciser les modalités,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de confirmer** la mise à disposition de matériels informatiques au bénéfice des élus communautaires de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo mentionnés dans le tableau ci-dessus selon les conditions et modalités prévues dans le rapport ci-avant.

- **d'autoriser** Monsieur le Président de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-218 Participation aux frais de procédure liés à une autorisation d'urbanisme - Recours contre la commune de Saint-Georges-des-Coteaux

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que le service « Droit des Sols » de Saintes Grandes Rives l'Agglo est mis à disposition des communes membres de l'Agglomération, par convention, dans le cadre de l'instruction des autorisations et des actes relatifs à l'occupation des sols, délivrés au nom de la Commune, notamment en application des articles L. 422-1 à L. 422-8 du Code de l'urbanisme.

La commune de Saint Georges des Coteaux bénéficie, dans ce cadre, de la mise à disposition du service « droit des sols » de l'Agglomération pour l'instruction desdites autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols délivrés sur la commune.

Le permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale délivré par le Maire de la Commune de Saint Georges des Coteaux, par arrêté du 24 avril 2023, au profit de la société LEROY MERLIN a fait d'une annulation par la Cour Administrative d'Appel (CAA) de BORDEAUX par un arrêt du 26 juin 2025.

Il est rappelé que cette société a acquis le lot 1.5 (parcelle cadastrée section ZH 228) de la zone d'activités concerté (ZAC) Centre Atlantique, situé 2 impasse Sophie Germain à Saint Georges des Coteaux dans le secteur commercial de la zone.

L'implantation de cette enseigne « locomotive » sur ce lot cédé par Saintes Grandes Rives l'Agglo dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités communautaire Centre Atlantique répond à la vocation de ce secteur.

La commune de Saint Georges des Coteaux, dans le cadre du recours engagé à l'encontre dudit permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale, doit supporter des frais d'avocat pour se défendre et a sollicité l'Agglomération dans ce cadre afin qu'elle puisse lui verser une aide financière pour couvrir ces frais de procédure.

Compte du lien étroit existant entre la commune et l'Agglomération dans le cadre de l'instruction des actes et autorisations d'urbanisme du fait de la mise à disposition du service « droit des sols » de l'Agglomération au profit de la commune et considérant l'intérêt majeur de l'implantation de cette enseigne « locomotive » sur un lot situé à l'intérieur de la zone d'activités communautaire Centre Atlantique en termes d'attractivité économique et de création d'emplois, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 000 € au profit de la commune de Saint Georges des Coteaux (défenderesse) au titre des frais d'honoraires d'avocat supportés par cette dernière dans le cadre du recours contentieux engagé à l'encontre d'un permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale délivré par le Maire de la Commune de Saint Georges des Coteaux par arrêté du 24 avril 2023 au profit de la société LEROY MERLIN.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L5211-4-1,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L422-1, R421-1 et R423-15,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6 I 1°) et 2°),

Vu la convention conclue entre la commune de Saint Georges des Coteaux et Saintes Grandes Rives l'Agglo relative à mise à disposition du service « droit des sols » de l'Agglomération au profit de la commune de Saint Georges des Coteaux pour la période du 1^{er} juin 2019 au 31 mai 2025 inclus,

Vu la convention conclue entre la commune de Saint Georges des Coteaux et Saintes Grandes Rives l'Agglo concernant la mise à disposition du service urbanisme « droit des sols » au profit de la commune de Saint Georges des Coteaux pour la période du 1^{er} juin 2025 au 31 mai 2031 inclus,

Vu la demande de la commune de Saint Georges des Coteaux sollicitant une aide financière auprès de l'Agglomération portant sur les frais de procédure supportées par la commune dans le cadre d'un recours contentieux engagé à l'encontre d'une autorisation d'urbanisme délivrée par le Maire de Saint Georges des Coteaux au profit de la société LEROY MERLIN qui fait l'objet d'une annulation par la Cour Administrative d'Appel (CAA) de BORDEAUX par un arrêt du 26 juin 2025,

Considérant les éléments du rapport présenté ci-avant,

Considérant que le permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale annulé par l'arrêt de la CAA visé ci-dessus a été instruit par le service « droit des sols » de l'Agglomération dans le cadre de la mise à disposition du service « droit des sols »,

Considérant l'intérêt majeur de ce projet sur le territoire de Saintes Grandes Rives L'Agglo tant en termes de développement économique, d'emplois et d'attractivité,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2025 chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 000 € au profit de la commune de Saint Georges des Coteaux (défenderesse) au titre des frais d'honoraires d'avocat supportés par cette dernière dans le cadre du recours contentieux engagé à l'encontre d'un permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale délivré par le Maire de la Commune de Saint Georges des Coteaux par arrêté du 24 avril 2023 au profit de la société LEROY MERLIN.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents dans ce cadre permettant le versement de cette subvention, étant précisé que cette somme ne sera versée qu'après production des factures acquittées par la commune au titre desdits frais de procédure.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 42 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (M. Frédéric ROUAN, Mme Amanda LESPINASSE)

Ressources Humaines

2025-219 Modification du tableau des effectifs

Le rapporteur, Madame Marie-Line CHEMINADE, rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément au Code général de la fonction publique, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Considérant les besoins de la Direction Education Enfance Jeunesse

Considérant qu'à l'issue des jurys de recrutement pour trois postes d'Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles (ATSEM), les trois agents retenus sont recrutés sur le grade d'ATSEM principal de 2^{ème} classe,

Considérant les besoins de la Direction de la Cohésion sociale et Territoriale

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste d'auxiliaire de puériculture à temps complet dans une des structures de la Petite Enfance, l'agent retenu est recruté sur le grade d'auxiliaire de puériculture de classe normale,

Considérant les besoins de la Direction Transition écologique

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste de coordinateur(trice) de direction à temps complet, l'agent retenu est titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,

Considérant les besoins de la Direction de l'Aménagement du Territoire

Considérant la réussite au concours d'attaché de l'agent chargé de mission, urbaniste opérationnel et conception de projet d'aménagement,

Considérant les missions exercées par l'agent justifie sa nomination sur ce grade,

Considérant que le grade occupé actuellement par l'agent concerné, à savoir technicien principal de 1^{ère} classe à temps complet, sera supprimé du tableau des effectifs au terme de la période de stage réglementaire, conformément au statut particulier en vigueur,

Considérant la vacance du poste d'assistant instructeur au service instruction du droit des sols,

Considérant l'immersion réussie d'un agent d'une autre direction de l'établissement,

Considérant la demande de changement de filière de l'agent concerné,

Considérant les besoins de la Direction Juridique

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour le poste de juriste en charge des assemblées et des assurances à temps complet, l'agent retenu est recruté sur le grade d'attaché,

Considérant la vacance du poste de chargé du suivi des assemblées/assistant du conseil de développement à temps complet, suite à la mobilité interne d'un agent titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,

Considérant que, dans le cadre de l'évolution de l'organisation de la Direction juridique pour prendre en compte les besoins de service, ce poste a été transformé en un poste d'assistant juridique à temps complet, poste de catégorie B, filière administrative, cadre d'emplois des rédacteurs,

Considérant qu'il convient de préciser que, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses dans le cadre de ce recrutement, il conviendrait de faire appel pour ce poste à un agent contractuel, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Niveau du poste : équivalent catégorie B
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime indemnitaire en vigueur - Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les besoins de la Direction Attractivité Tourisme Economie

Considérant le travail mené avec les acteurs du territoire (DRAC, communes, Chambre des métiers et de l'artisanat) et les ambitions politiques en termes de développement économique local, il est proposé de créer un poste de chargé de mission développement local dont les principales missions seront la promotion et le développement des métiers d'art, l'accompagnement des communes dans leur projet de développement de centre bourg et la coordination et le pilotage de projets transversaux,

Considérant qu'il s'agit d'un poste de catégorie A à temps complet, filière administrative, grade d'attaché territorial,

Considérant qu'il convient de préciser que, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses dans le cadre de ce recrutement, il conviendrait de faire appel pour ce poste à un agent contractuel, en application de l'article L. 332-8 °2 du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 °2 du Code Général de la Fonction Publique,

- Travail à temps complet
- Niveau du poste : équivalent catégorie A
- Type et durée du contrat : de droit public soit en portabilité de CDI, soit à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 °2 du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime indemnitaire en vigueur - Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Après avis du Comité Social Territorial du 19 septembre 2025, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Budget principal

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	+ 3 TC	
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe		- 3 TC
Auxiliaire de puériculture de classe normale	+ 1 TC	
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure		- 1 TC
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
Emploi de catégorie B, cadre d'emplois des rédacteurs		- 1 TC
Attaché	+ 1 TC	
Technicien principal de 1 ^{ère} classe		- 1 TC
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
Emploi de catégorie C, cadre d'emplois des adjoints administratifs		- 1 TC
Attaché	+ 1 TC	
Emploi de catégorie A, cadre d'emploi des attachés		- 1 TC
Emploi de catégorie B, cadre d'emplois des rédacteurs	+ 1 TC	
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe		- 1 TC
Attaché	+ 1 TC	
TOTAL	+ 10 TC	- 9 TC

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Saintes - Grandes Rives- l'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 septembre 2025,

Considérant les crédits prévus au budget 2025 chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les éléments de modification mentionnés ci-avant,
- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal ci-annexé, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés,
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale, au numérique et au très haut débit à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-220 Avenant à la convention de participation avec Territoria Mutuelle pour la protection sociale "prévoyance" des agents

Le rapporteur, Madame Marie-Line CHEMINADE, rappelle que Saintes Grandes Rives, l'Agglo a conclu, pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2027, une convention de participation avec l'entreprise Territoria Mutuelle pour couvrir le risque Prévoyance en cas d'incapacité au travail, d'invalidité et de décès.

Pour maintenir l'équilibre technique et financier du contrat et permettre aux agents de continuer à bénéficier des garanties choisies, Territoria Mutuelle a réévalué les taux de cotisation à compter du 1^{er} septembre 2025.

Ainsi, en application des dispositions contractuelles et des impacts de la réforme de la retraite, la revalorisation des cotisations sera de 24% répartie comme suit :

- + 15% basés sur l'indexation relative à la sinistralité du contrat,
- + 9% en lien avec l'impact de la réforme de la retraite.

Aussi les nouveaux taux à compter du 1^{er} septembre 2025 :

- Les garanties de base (pack) avec un taux de 2,32% sont les suivantes :
 - Décès : PTIA toutes causes : 100% du salaire de référence net annuel (tel que défini au cahier des clauses particulières)
 - En cas de décès/ PTIA par accident : doublement du capital d-dessus.
 - En cas de décès/ PTA par accident de circulation : triplement du capital d-dessus.
 - Indemnité journalière - franchise 90 jours cumulés : 95% du salaire net.
 - Invalidité permanente : 95% du salaire net.
 - Perte de retraite : 100% de la perte de retraite
- Les garanties optionnelles sont les suivantes :
 - Formule 1 : Incapacité temporaire de travail (franchise fixe 90 jours cumulés) : 0,72%
 - Formule 2 : Incapacité temporaire de travail + invalidité / incapacité permanente : 1,20%
 - Formule 3 : Incapacité temporaire de travail + décès /ptia : 1,20%
 - Formule 4 : Incapacité temporaire de travail + invalidité / incapacité permanente + décès/ptia / (avec doublement en cas d'accident / triplement si accident de circulation) : 1,69%
 - Formule 5 : Incapacité temporaire de travail + invalidité / incapacité permanente + minoration de retraite : 1,84%,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu la délibération n°2021-213 du Conseil Communautaire, en date du 24 novembre 2021, transmise au contrôle de légalité le 02 décembre 2021, autorisant la signature de la convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale « prévoyance » pour les agents,

Considérant la convention de participation conclue avec l'entreprise Territoria Mutuelle pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2027,

Considérant qu'en application des dispositions contractuelles et de l'impact de la réforme de la retraite, Territoria Mutuelle a réévalué les taux de cotisation à hauteur de 24% à compter du 1^{er} septembre 2025,

Considérant que la participation financière de l'établissement est accordée exclusivement au contrat référencé,

Considérant l'information du Comité Social Territorial en date du 19 septembre 2025,

Considérant les crédits prévus aux budgets 2025, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, de l'Administration générale et du numérique et très haut débit à signer la lettre - avenant au Contrat collectif de prévoyance complémentaire, selon les éléments mentionnés ci-dessus avec l'entreprise Territoria Mutuelle avec effet au 1^{er} septembre 2025 ainsi que tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 43 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Rémy CATROU)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

Présentation des rapports d'activité annuels

2025-221 Saintes Grandes Rives, l'Agglo - Présentation du rapport d'activités 2024

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes membres d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale tel que Saintes - Grandes Rives - L'Agglo ont l'obligation de présenter le rapport d'activités dudit EPCI en Conseil Municipal.

A ce titre, l'article prévoit une obligation pour l'Agglomération d'adresser son rapport d'activités de l'année précédente aux communes membres avant le 30 septembre de l'année en cours.

Cette disposition vise à renforcer la transparence de la vie publique ainsi que la démocratie locale en garantissant une communication complète des actions menées par les organismes publics locaux chaque année.

Le rapport d'activité 2024 ci-joint rend compte des réalisations 2024 et présente les chiffres clés de l'année 2024 et les actions menées par compétence dont quelques données chiffrées sont présentées ci-dessous.

Budget 2024 : 43 698 000 € en fonctionnement et 9 945 000 € en investissement pour un total de 53 643 000 €

Développement économique :

- 126 entreprises et associations accueillies et aidées pour un montant total de subventions attribuées (fonctionnement et investissement) de 749 096 € ;
- 12 réunions organisées avec les entreprises dans les 13 zones d'activités (échanges sur la politique publique de l'Agglomération et les besoins des entreprises) ;
- adoption d'un nouveau règlement d'aides économiques.

Tourisme :

- finalisation des travaux de la Maison des Aqueducs,
 - finalisation du Schéma de développement de l'économie touristique (4 orientations déclinées en 13 fiches actions et un fil rouge : le développement durable).
- On retiendra également plus de 100 000 € de recettes de taxe de séjour, un total de 2000 participants sur les animations touristiques, et 32 050 € de subventions attribuées.

Aménagement du Territoire, Urbanisme et Habitat :

- 8 procédures d'évolution de PLU communaux finalisées, 4599 demandes d'urbanisme instruites et 14 projets d'implantation économique accompagnés.
 - poursuite de la procédure d'élaboration du PLUI par la définition du PADD
 - 207 501 € pour 5 acquisitions foncières
 - 496 000 € de subventions attribuées à la production de logements sociaux
 - 1374 rendez-vous personnalisés dans le cadre du guichet unique France Renov'
- L'année 2024 a également été marquée par le lancement de la révision du Plan Local Habitat en mai 2024.

Politique de la Ville, cohésion sociale et santé :

- 5400 contacts dans le cadre de la France Services
- 71 enfants accompagnés de manière personnalisée et centrée sur les compétences de l'enfant dans le cadre du Programme de Réussite Educative, 237 participations à des projets collectifs avec un budget de 127 671 €.

Education Enfance Jeunesse :

- 2 457 246 € de budget consacré à la compétence éducation enfance jeunesse ;
- 4165 élèves accueillis dans les écoles du territoire et 2050 enfants accueillis en accueil périscolaires et centre de loisirs.
- 530 000 repas servis dans l'ensemble des cantines scolaires
- 30 étudiants accueillis sur le campus connecté à la rentrée 2024.
- 12 711 personnes accueillies à la ludothèque
- petite enfance : 210 enfants accueillis dans les 4 crèches, 422 familles reçues par les relais petite enfance
- 1300 participants à la famille en fête

Mobilité :

- 1 769 033 voyages en bus,
- 200 primes d'achat d'un vélo à assistance électriques versées
- mise en place du nouveau délégataire RATP Dev pour une durée de 7 ans.

Transition écologique :

- lancement du Plan Climat Air Energie à travers lequel 179 actions y ont été inscrites et validées pour 6 années.
- 62 interventions au cours de l'année 2024 auprès des communes par les conseillers énergies.

Déchets :

- 170 Kg en moyenne de production d'ordures ménagères par habitant et par an.
- 250 000 km parcourus par les véhicules de collecte, soit 6,5 fois le tour de la Terre.

Communication :

- 5324 followers sur Facebook
 - 144 000 exemplaires du magazine communautaire diffusé 4 fois par an.
- A noter que l'Agglomération est également arrivée sur Instagram en novembre 2024.

Patrimoine :

- 30 km linéaire d'espaces verts entretenus
- 16 nouveaux arrêts de bus (suite au changement de délégataire)

Ressources Humaines :

- 1114 jours de formations
- 928 agents payés

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-39,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu le rapport d'activités 2024 de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo ci-annexé,

Considérant l'obligation des communes membres à présenter en Conseil Municipal le rapport d'activités de leur EPCI,

Considérant la volonté de l'Agglomération à rendre compte de son activité à ses élus communautaires pour une meilleure transparence de la vie publique,

Considérant les éléments du rapport de la présente délibération,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activités 2024 ci-joint de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport d'activités 2024 de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-222 EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge - Présentation du Rapport d'activités 2024

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que l'article R.133-13 du Code du Tourisme précise que le « Directeur de l'Office de Tourisme fait chaque année un rapport sur l'activité de l'office qui est soumis au Comité de Direction par le Président, puis au conseil municipal ou à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » rappelle cette procédure.

L'accueil touristique reste au cœur de la stratégie de l'Office de Tourisme avec la mise en place d'accueils hors les murs lors d'événements dans les communes, sur les marchés à Saintes mais aussi avec le point d'information touristique saisonnier déployé sur la commune de Chaniers. Ces accueils délocalisés permettent à l'équipe d'être en contact direct avec la clientèle locale et touristique dans les communes de l'agglomération. Cette organisation, importante à mener pendant la saison, assure une visibilité accrue de la mission première de l'Office du Tourisme.

L'année 2024 se caractérise par un contexte national socio-économique et politique mouvementé, et a connu des conditions météorologiques dégradées ainsi qu'une actualité sportive « olympique » à l'origine d'une baisse de 12 % de la fréquentation des accueils de l'OT sur l'ensemble de la saison.

Les visiteurs français (**80.5 %**) sont issus principalement de la Nouvelle Aquitaine, de l'Ile de France, des Pays de la Loire, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et Bretagne.

14 % des visiteurs sont « de passage », **34 %** sont logés à Saintes ou en Saintonge, et **11 %** de visiteurs logés en Pays Royannais.

Les Britanniques représentent **22.7 %** de la clientèle étrangère et retrouvent la 1^{ère} place du podium suivie des Belges (**20 %**), puis de la clientèle espagnole (**16 %**) et de celle des Pays Bas (**14 %**). La clientèle allemande traditionnellement sur le podium est à la 5^{ème} place (**12 %**).

Les Editions Touristiques, renouvelées en 2023 afin de proposer des outils de séduction et de médiation pour les clientèles en séjour sur le territoire, ont été éditées à **96 500 exemplaires**, répartis entre 6 supports : le magazine de destination 15 000 exemplaires, le Carnet Pratique (15 000), la carte touristique déclinée en 5 langues (49 000), la brochure des visites guidées (7 000), le Flyer activités (7 000), et la brochure groupe, (3 500).

On peut noter une montée continue en puissance de la communication digitale avec une augmentation de la fréquentation du site Internet (**204 336 visiteurs uniques contre 174 802 en 2023**), une progression du nombre de fans sur Facebook (**+5 %**) pour atteindre la barre des **13 000**, avec des publications qui génèrent plus d'interactions et touchent donc plus de personnes. Instagram a dépassé la barre des **3500 abonnés (+17 %)**.

5 opérations diverses de relations presse ont été organisées d'avril à décembre, avec des retombées médiatiques (parution, accueils de prescripteurs...) dont une conférence de presse au sein des locaux de la Maison Nouvelle-Aquitaine avec 30 journalistes accueillis le 11 décembre !

Dans le cadre de ses missions, l'Office de Tourisme a également proposé un Programme de professionnalisation à son réseau de partenaires composé de **204** acteurs touristiques (vs 174 en 2023 soit **+ 17 %**).

Un travail se poursuit avec le service Tourisme de Saintes Grandes Rives, l'Agglo pour développer l'offre d'accompagnement des socio-professionnels et fédérer d'autres acteurs du territoire.

La commercialisation pour les groupes est en progression avec une hausse du chiffre d'affaires en 2024 de 29 % pour atteindre 176 283 € TTC. Les activités générées par l'Office de Tourisme à destination des clientèles individuelles comme les visites guidées, la billetterie d'activités ou encore les équipements en gestion, enregistrent également une baisse limitée de fréquentation et de chiffre d'affaires corrélativement à la baisse de la fréquentation globale observée sur le territoire en 2024.

2024 marque enfin la finalisation du Schéma de Développement Touristique et du projet d'aménagement des nouveaux locaux de l'Office de Tourisme, livrables en 2025.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R.2221-2 et suivants, R.2221-22 et R.2221-28,

Vu le Code du Tourisme et notamment l'article R.133-13,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, III, 1^o) relatif au tourisme,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019, transmise au contrôle de légalité le 28 mai 2019, portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation de l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et créant un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 8 qui précise que le directeur établit chaque année un rapport d'activité de l'office qui est soumis au Comité de Direction par le Président, puis au Conseil Communautaire,

Vu la convention d'objectifs et de moyens 2023 entre Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 6,

Vu la délibération n°2025-29 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 2 juin 2025 approuvant le Rapport d'activités 2024 présenté en Comité de Direction le 2 juin 2025 et annexé à la présente délibération,

Considérant que le Rapport d'activités présenté est établi du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activités 2024 ci-joint de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » approuvé par son Comité de Direction en date du 2 juin 2024.
- **de charger** Monsieur le Président d'effectuer toutes les formalités nécessaires à la mise à disposition du rapport et de signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport d'activités 2024 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes de la Saintonge » par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Habitat

2025-223 Société d'Economie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS) - Présentation des Rapports d'Activité 2023 et 2024

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que conformément à l'article L.1524-5 du CGCT les organes délibérants des collectivités territoriales et groupements membres d'une société d'économie mixte locale se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration. Ce rapport, dont le contenu est précisé par l'article D1524-7 du CGCT, comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux.

La SEMIS a transmis à Saintes Grandes Rives l'Agglo en date du 13 mars 2025 son compte rendu d'activités 2023 approuvé le 30 octobre 2024 et son compte rendu d'activités 2024 approuvé le 27 mai 2025, en date du 5 août 2025.

En 2024 les statuts de la SEMIS ont été modifiés à l'issue de l'absorption de l'OPH de Saintes (22.57% du capital en 2023) par voie de fusion qui a engendré l'augmentation du capital permettant de rémunérer Saintes Grandes Rives l'Agglo des apports de l'OPH (15,40% du capital contre 0.06% en 2023), la réduction de capital par voie d'annulation des actions auto-détenus par la SEMIS et la répartition du capital de la SEMIS, ayant une incidence sur la composition du conseil d'administration. Les nouveaux statuts ont été approuvés le 16 décembre 2024.

Monsieur Bruno DRAPRON, Président Directeur Général de la SEMIS a présenté sa démission pour convenance personnelle le 1^{er} octobre 2024 et le conseil d'administration du 30 octobre 2024 a désigné Monsieur Thierry BARON pour le remplacer.

Le conseil communautaire du 18 décembre 2024 a désigné Monsieur Pierre TUAL comme second représentant permanent au conseil d'Administration, Saintes Grandes Rives l'Agglo disposant d'un deuxième poste d'administrateur suite à l'absorption de OPH de Saintes par la SEMIS (Pour rappel Madame Evelyne Parisi avait été désignée le 30 juillet 2020 comme représentante de Saintes Grandes Rives, l'Agglo).

Après analyse des rapports financiers 2023 et 2024, on constate que le résultat net 2023 connaît une contraction de plus de 50% par rapport au niveau comparable enregistré en moyenne sur la période 2018-2022, avant d'engager en 2024 une progression de près de 30% en 2024

En K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Résultat Net	2 712	2 400	2 044	2 640	2 033	961	1 246

Exercice 2023 :

La hausse des produits courants de près de 1M€,avec notamment :

- Une hausse de 814 K€ des produits des loyers consécutive à la mise en location des logements livrés en 2022 et 2023 mais également à la revalorisation de l'indice IRL de 3,5% au 1^{er} janvier 2023,
- Une hausse des produits financiers de 180 K€ liée à l'augmentation du taux du livret passé de 2% en 2022 à 3% en 2023

ne permet pas de faire face à l'évolution des dépenses courantes et notamment :

- La hausse des frais financiers (intérêts de la dette) de près de 1,5 M€ en 2023 du fait de la revalorisation du taux du livret A
- L'évolution de près de 650 K€ des frais d'entretien et de gros entretien
- L'évolution de 170 K€ des taxes foncières liées à la revalorisation des valeurs locatives cadastrales de 7,5% en 2023

Exercice 2024 :

Le maintien du taux du livret A à 3% conduit à une nouvelle hausse des frais financiers (intérêts de la dette) de près de 720 K€ qui portent ainsi cette charge à près de 3 650 K€ en 2024. En outre les importants programmes d'investissements portés au cours des dernières années conduisent à voir augmenter les dotations aux amortissements de 274 K€ et les impôts fonciers de 131 K€.

Cette hausse des dépenses est cependant compensée par une progression des loyers encaissés de 765 K€, des dégrèvements de Taxe foncière sur les propriétés bâties de 625 K€ et des produits financiers de 234 K€.

Ce qui conduit à voir le résultat net de 2024 à progresser de près de 300 K€ en 2024, soit une évolution de près de 30.

Ainsi, quoique « dégradé » par rapport à sa situation 2018-2022, du fait principalement de la hausse du taux du livret A, le niveau du résultat net de la SEMIS demeure satisfaisant notamment avec l'amorce d'une progression significative en 2024.

En ce qui concerne l'activité de la SEMIS, elle porte sur plusieurs volets, la production de logements locatifs sociaux, des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les collectivités, la création de lotissements à vocation résidentielle ou commerciale, l'accession à la propriété...

La SEMIS a livré en 2023 :

- 9 logements à Fontcouverte pour 1 665 967 € dont 18% en fonds propres et 14% de subventions,
- 38 logements à Montils (Résidence autonomie) pour 2 120 964 €,
- 20 logements à Marennes pour 2 760 589 € dont 18.3 % en fonds propres.

La SEMIS a livré en 2024 :

- 24 logements à Saintes (Rue de Provence) pour 3 671 681 € dont 15% en fonds propres,
- 10 logements à Saintes (Recouvrance - Habitat inclusif Association Emmanuelle) pour 1 572 961 € dont 18% en fonds propres,
- 4 logements à Villars les Bois pour 627 438 € dont 12% en fonds propres,
- 28 logements à Saint Sulpice de Royan pour 3 756 366 € dont 14% en fonds propres,
- 10 logements à Saint Sulpice de Royan pour 1 551 494 € dont 23% en fonds propres,
- 6 logements à Saint Denis d'Oléron pour 1 124 518 € dont 21.6% en fonds propres.

Les prévisions de livraison pour 2025 étaient :

- 20 logements à Saintes (Sur Moreau lot 76) pour 2 852 038 € dont 18% en fonds propres,
- 29 logements à Saintes (Sur Moreau lot 78) pour 4 175 362 € dont 18% en fonds propres,
- 12 logements à Saintes (Foyer Soleil) pour 1 475 126 €,
- 4 logements à Corme Royal pour 619 647 € dont 15% en fonds propres,
- 1 maison relais à Montendre pour 1 856 210 €.

Les projets en cours sont :

- 18 logements à Saintes (Les Villas du Vallon) pour 2 904 801€ dont 18% en fonds propres,
- 16 logements à Saintes (Olympia) pour 4 336 231 € dont 14% en fonds propres et 2% de participation exceptionnelle de la SEMIS ;
- 33 logements à Saintes (Chemin des Sables) pour 5 673 840 € dont 18% en fonds propres,
- 59 logements à Saintes (Rue du Lycée agricole) pour 9 622 085 € dont 21% en fonds propres,
- 34 logements à Chaniers pour 6 603 521 € dont 19% en fonds propres et 8% de participation exceptionnelle de la SEMIS,
- 7 logements à Saint Georges des Côteaux pour 1 324 472 € dont 18% en fonds propres,
- 9 logements à Saint Jean d'Angely pour 1 619 004 € dont 18% en fonds propres et 42% de subventions,
- 29 logements à Royan pour 4 670 325 € dont 15% en fonds propres.

Convention AMO :

La mairie de Pisany souhaite réhabiliter un bâtiment communal pour y installer ses futurs bureaux. La SEMIS a été sollicitée pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, signée le 23 décembre 2021. Les travaux devaient débuter en octobre 2024 pour une durée d'un an.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1524-5 et D.1524-7,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I 3°), relatif à l'équilibre social de l'habitat et comprenant entre autres « Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire » et « Actions, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur des personnes défavorisées »,

Vu les statuts de la Société d'Economie Mixte Immobilière de Saintonge approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire le 23 juin 2020,

Considérant que la SEMIS a approuvé les projets de rapports annuels 2023 et 2024 respectivement lors de son assemblée générale annuelle ordinaire du 16 décembre 2024 et du 25 juin 2025,

Considérant le document annexé à la présente délibération dénommé « compte rendu d'activités 2023 du mandataire de la communauté d'agglomération de Saintes au conseil d'administration de la SEMIS » apportant les informations précisées à l'article D.1524-7 du CGCT transmis à l'agglomération le 13 mars 2025,

Considérant le document annexé à la présente délibération dénommé « compte rendu d'activités 2024 du mandataire de la communauté d'agglomération de Saintes au conseil d'administration de la SEMIS » apportant les informations précisées à l'article D.1524-7 du CGCT transmis à l'agglomération le 5 août 2025,

Considérant les courriers de la SEMIS en date du 02 mai 2023 informant l'agglomération de la cyberattaque survenue en décembre 2022 et le courrier du 30 juillet 2024 informant l'agglomération des délais reportés dans la production du rapport 2023,

Considérant le débat intervenu au cours de la présente séance de conseil communautaire sur le rapport ci-joint,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les rapports 2023 et 2024 de la SEMIS ci-joint dénommés « compte rendu d'activités 2023 et compte rendu d'activités 2024 du mandataire de la communauté d'agglomération de Saintes au conseil d'administration de la SEMIS ».

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation des rapports 2023 et 2024 de la SEMIS par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Cycle de l'eau

2025-224 Syndicat Mixte Eau 17 - Présentation du Rapport d'activité 2023

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que Saintes Grandes Rives, l'Agglo a la compétence Eau et Assainissement depuis 2020. Dès les premières réflexions, l'Agglo a fait le choix de déléguer la gestion de cette compétence à Eau17. En effet, toutes les communes de l'Agglomération avaient déjà confié cette dernière à Eau17.

Contrairement à la GEMAPI qui est financée par le Budget Principal (via la taxe GEMAPI), les compétences Eau Potable et Assainissement font l'objet d'un Budget Annexe autofinancé par les factures d'eau (et les subventions).

Hormis pour les réseaux unitaires (mélange des eaux pluviales avec les eaux usées) pour lequel le budget principal abonde le budget annexe, il n'y a aucun flux financier entre l'agglomération et Eau17. En 2024, il n'y a eu aucun travaux sur les équipements relevant des réseaux unitaires.

L'année 2024 a été marquée par :

- Des conditions hydrologiques très contrastées avec un début d'année excédentaire et une fin d'année déficitaire
- La finalisation d'une étude prospective sur le devenir des ressources permettant d'envisager une stratégie à long terme.

Ainsi en 2024, les activités principales d'Eau 17 ont été :

- La création, le renouvellement, l'entretien des équipements et réseaux liés à l'assainissement ;
- La création, le renouvellement, l'entretien des équipements et réseaux liés à l'eau potable ;
- Le suivi du patrimoine mais également de la qualité de la ressource ;
- La mise en place de programme de préservation et de restauration de la qualité de la ressource ;
- L'information, la communication et la sensibilisation.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 8°) portant sur l'« Eau », l'article 6, I, 9°) portant sur l'« Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article I. 2224-8 »,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Eau17 annexés à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 portant modification des statuts du Syndicat EAU 17,

Considérant le rapport de la délibération énoncé ci-dessus,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activité 2024 du Syndicat Mixte Eau 17 ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport d'activité 2024 du Syndicat Mixte Eau 17 par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élue ne prend pas part au vote (Mme. Amanda LESPINASSE)

2025-225 Syndicat Mixte de la Charente Aval (SMCA) - Présentation du Rapport d'activité 2024

Le rapporteur, Monsieur David MUSSEAU, rappelle que Saintes Grandes Rives, l'Agglo a la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations depuis 2018. Dès les premières réflexions, l'Agglo a fait le choix de déléguer la gestion de cette compétence à des syndicats de rivières intervenant à la bonne échelle hydrologique à savoir celle des Bassins Versants.

Ainsi, après 2 ans d'adaptations des statuts des Syndicats existants, d'extension de certains périmètres voir de création de syndicat, l'intégralité du périmètre de l'agglomération est couverte par 4 syndicats qui sont les bras armés de l'agglomération pour décliner cette compétence.

Il s'agit du Syndicat Mixte de la Charente Aval (SMCA), du SYndicat Mixte du Bassin de l'Antenne (SYMBA), du SYndicat Mixte du BAssin de la Seugne (SYMBAS) et du Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS).

Ces syndicats sont financés par les EPCI par le biais de la taxe GEMAPI (autofinancement) et par les partenaires financiers (Agences de l'Eau, Région, Département). Le principe de financement (partie autofinancement) de ces syndicats est la solidarité de bassin basée sur une clé de répartition validée en comité syndical. Pour le SMCA, au regard de l'hétérogénéité des territoires et enjeux 2 clés de répartition ont été définies à savoir :

- Une clé de répartition qui permet le financement global du syndicat, le fonctionnement de ce dernier et les études ou actions portées à l'échelle du SMCA
- Une clé de répartition qui assure le financement des actions prévues dans chaque Programme Pluriannuel de Gestion (PPG) mis en place à l'échelle des sous bassins versants. Pour le territoire de l'Agglomération, il s'agira du bassin « Arnoult/Bruant ».

Le SMCA bénéficie d'aides importantes (50 à 80 %) sur les postes, le fonctionnement et les investissements programmés dans les PPG.

Autre spécificité du SMCA ; il s'agit du seul syndicat à qui l'agglomération n'a pas transféré l'intégralité de la compétence GEMAPI, le volet inondation par submersion marine ayant été conservé par les EPCI concernés.

Comme tous les ans, le SMCA, qui regroupe 8 EPCI a poursuivi la mise en place de son PPG. La cotisation qu'il a appelé auprès de l'Agglomération était de 45 096,56 €.

Comme le rappelle le rapport d'activité, l'année 2024 a été exceptionnelle que ce soit par les températures moyennes très élevées qui ont encore battu des records que par des précipitations majeures. Les mois de février, mars et septembre ont été particulièrement pluvieux avec des cumuls plus de deux fois supérieurs à la moyenne avec des phénomènes « orageux » conséquents et répétés qui accentuent les phénomènes de ruissellement.

Les principales actions menées concernent :

- la poursuite de déclinaison du PPG 2023-2027 (32 actions regroupées en 7 axes thématiques
- l'exploitation pour la première année des équipements de suivi des cours d'eau et adaptation de la gestion des ouvrages,
- l'effacement d'ouvrage et la continuité écologique,
- la lutte contre les espèces exotiques envahissantes
- la plantation de haies.

L'Agglomération a sollicité le SMCA pour la mise en place de 2 prestations de service spécifique en dehors du PPG et de la cotisation solidaire. Il s'agit de :

- l'inventaire des zones humides pour un montant de 120 895,20 € subventionné à hauteur de 80 %

par l'agence de l'eau. L'inventaire de terrain a été finalisé en 2024 et les restitutions ont été engagées fin 2024.

- l'étude des dynamiques de ruissellement et de prévention des inondations sur les communes de La Clisse et de St Georges des Coteaux financée à 80 %.

Les enjeux pour 2025 seront :

- assurer une concertation pour adapter la gestion hydraulique de l'Arnoult avec l'ensemble des acteurs gestionnaires des ouvrages hydrauliques sur la base d'une analyse factuelle des résultats issus de l'instrumentation du Bassin Versant
- engager une politique ambitieuse de plantation de haies et de ripisylves afin d'améliorer la qualité de l'eau et le ralentissement des eaux de ruissellement
- finaliser l'étude des dynamiques de ruissellement et de prévention des inondations sur les communes de La Clisse et de St Georges des Coteaux

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 5°) portant sur la « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement »,

Vu les statuts du SMCA annexés à l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 portant modification des statuts du SMCA,

Considérant le rapport d'activité joint à cette délibération et approuvé par le SMCA,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activité 2024 transmis par le Syndicat Mixte de la Charente Aval (SMCA) ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport d'activité 2024 du Syndicat Mixte de la Charente Aval par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

Mobilité

2025-226 Concession de service public du réseau de transport urbain - Présentation du Rapport d'activités 2024 du concessionnaire KEOLIS

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que, par délibération du 12 avril 2018, la Communauté d'Agglomération de Saintes a confié à Keolis l'exploitation de son réseau de transports publics dans le cadre d'un contrat de concession d'une durée de 6 ans à compter du 9 juillet 2018.

Le présent rapport porte sur le 7^e et dernier exercice du contrat, couvrant la période du 1^{er} janvier au 8 juillet 2024.

Durant cette période, le réseau a proposé 3 lignes urbaines, 20 lignes secondaires, 10 lignes scolaires et un service de transport à la demande couvrant l'ensemble du territoire communautaire. La production totale réalisée s'élève à 690 536 km, soit un écart de -1,76 % par rapport aux prévisions contractuelles.

La fréquentation a atteint 1 021 124 voyages comptables, en hausse de 4,18 % par rapport à l'objectif contractuel, avec une progression notable des abonnements J'Buss (+51 % par rapport à l'objectif) et Liberty'Buss (+45 %).

Les recettes tarifaires reversées à l'Autorité Organisatrice pour ce 7^e exercice s'élèvent à 270 330 € HT, soit +19 % par rapport à l'objectif contractuel (écart positif de 43 504 € HT). Les autres recettes reversées se montent à 1 289 € HT, complétées par des recettes issues (publicité, services tiers, lavage) pour un montant total de 26 820 € HT.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1410-1 et suivants et L.1411-5, relatifs aux contrats de concession dont fait partie la délégation de service public,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 2°, c) relatif à « l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du code des Transports »,

Vu le contrat de concession conclu le 9 juillet 2018 entre l'Agglomération de Saintes et la société Keolis pour l'exploitation du réseau de transport public,

Considérant le rapport annuel d'exploitation 2024 présenté par Keolis,

Considérant que les indicateurs de fréquentation et de recettes sont supérieurs aux objectifs contractuels,

Considérant que la qualité du service, la maintenance du parc et la continuité d'exploitation ont été assurées sur l'ensemble de la période,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

-de prendre acte de la présentation du rapport annuel d'exploitation 2024 présenté par Keolis ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport annuel d'exploitation de Keolis par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-227 Concession de service public du réseau de transport urbain - Présentation du Rapport d'activités 2024 du concessionnaire RD Saintes Grandes Rives L'Agglo

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que conformément à la délégation de Service Public confiée à RATP Dev, Saintes Grandes-Rives L'Agglo a attribué l'exploitation de son réseau de transport public à la société RD Saintes - Grandes Rives L'Agglo pour une durée de 7 ans à compter du 9 juillet 2024. Le contrat a été signé le 13 mai 2024, intégrant la refonte du service de transport à la demande ainsi que la mise en œuvre d'un service de location de vélos à assistance électrique (VAE).

Le présent rapport porte sur les six premiers mois d'exploitation de cette concession, soit du 9 juillet au 31 décembre 2024. Il s'agit du rapport annuel 2024 transmis par le délégataire, conformément aux dispositions contractuelles.

Le réseau mis en place comprend 3 lignes urbaines principales (Ligne A : 15 min, B : 35 min, C : 40 min), une navette gare à la demande, 19 lignes secondaires en zones rurales, 10 lignes scolaires et un service de transport à la demande (TAD). Le réseau couvre également un service TPMR et un parc de vélos à assistance électrique composé de 33 vélos répartis sur 7 stations.

La production kilométrique totale sur cette période s'élève à 532 260 km, soit un écart de -1,11% par rapport aux prévisions. Les lignes régulières urbaines représentent 265 333 km, avec un écart de -3,38%. La part sous-traitée s'élève à 99 259 km, représentant 18,65% du total.

La fréquentation globale a atteint 747 909 voyages comptabilisés, soit une baisse de 3,0% par rapport à l'objectif contractuel. Les recettes commerciales s'élèvent à 456 748,80 € TTC, dont 59% issues des abonnements scolaires.

Sur le plan de la performance commerciale, les recettes par titre varient :

- Tickets unitaires : 116 924,50 € (+8,14% vs prévision) ;
- Carta'Buss : 181 303 € (129,73% de l'objectif) ;
- Bicy's VLD : 3 210 € (baisse de 76,19%).

Le delta financier global est positif pour l'année 2024, avec un excédent de +158 198,83 € TTC par rapport à l'objectif contractuel.

Les ventes de titres de transport se répartissent ainsi :

- 106 295 tickets unitaires vendus (+8,14%) ;
- 68 abonnements Liberty'Buss (+42,82%) ;
- 178 tickets groupe (-92,34%).

Côté canaux de distribution :

- L'agence physique : 232 946,30 € ;
- Les conducteurs : 126 360,10 € ;
- Boutique en ligne : 87 130,60 €.

Le service TAD a assuré 8 993 missions, dont 5 232 en TAD pur. 593 refus ont été enregistrés, en hausse, avec un pic en novembre. Le service TPMR a transporté 11 074 personnes sur le semestre, avec un taux de refus de 5,4%.

Les vélos à assistance électrique ont enregistré 2 577 utilisations, avec une durée moyenne de 525 minutes.

Sur le plan RH, le personnel hors conduite est de 8,3 ETP, supérieur aux prévisions (7,6 ETP). Le taux d'absentéisme du personnel de conduite est de 3,7%. L'effectif global est de 19 salariés.

Parmi les investissements, on note :

- Achat de 40 vélos à assistance électrique destinés à la location longue durée : 104 800 € HT ;
- Nouvelle livrée de 16 véhicules : 24 800 € HT.

Le site internet rénové a attiré 15 000 utilisateurs actifs, et l'application mobile 8 000 utilisateurs. 700 sollicitations usagers ont été enregistrées, dont 45,29% pour demande d'informations, et 39,74% liées à l'information voyageurs.

Le bilan carbone de l'exploitation est de 391 584 kg CO₂e, basé sur 123 528 litres de gazole consommés.

Les ratios de performance du réseau :

- Habitants : 60 641 ;
- Kilomètres commerciaux : 396 809 km ;
- Km/habitant : 6,544 ;
- Voyages/km : 1,885 ;
- Voyages/habitant : 12,333.

Enfin, le rapport met en évidence des réclamations importantes des usagers sur la ponctualité, les modifications d'itinéraires et la clarté de l'information, notamment pour les lignes scolaires. Une politique de lutte contre la fraude sera mise en place dès 2025.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1410-1 et suivants et L.1411-5, relatifs aux contrats de concession dont fait partie la délégation de service public,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 2°, c) relatif à « l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1ère partie du code des Transports »,

Vu la délibération n°2024-22 du Conseil Communautaire en date du 15 février 2024, transmise au contrôle de légalité le 22 février 2024, approuvant le choix de l'entreprise RATP Développement en tant que délégataire de la Concession de Service Public des services de mobilité à compter du 9 juillet 2024,

Considérant la transmission du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2024,

Considérant la bonne exécution globale du contrat par le délégataire au vu des indicateurs de fréquentation, de production kilométrique et de recettes,

Considérant les réajustements apportés à l'offre de transport et les efforts d'amélioration de l'information voyageurs,

Considérant l'analyse détaillée des performances économiques et environnementales,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

-de prendre acte du rapport annuel 2024 présenté par le délégataire RATP Dev – RD Saintes Grandes Rives l'Agglo, sur l'exploitation du réseau de transport public pour la période du 9 juillet au 31 décembre 2024 ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport annuel 2024 de RATP Dev-RD Saintes Grandes Rives l'Agglo par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-228 Syndicat mixte de transports Nouvelle Aquitaine Mobilités (NAM) - Présentation du rapport d'activité 2024

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que Nouvelle-Aquitaine Mobilités (NAM), syndicat mixte regroupant 35 membres fin 2024, a poursuivi sa mission de coordination et de développement des mobilités à l'échelle régionale. L'année 2024 a été marquée par une forte croissance de ses actions, tant

sur les plans technique, organisationnel que financier, et par une accélération significative du déploiement de projets structurants pour les territoires membres.

NAM couvre désormais 40 réseaux de transport sur un territoire de plus de 84 000 km². L'organisation de 10 comités de bassins a permis un dialogue renforcé avec les collectivités. Une Commission Locale des Mobilités a été instaurée en Gironde avec un budget dédié et une feuille de route centrée sur les cars express, le covoiturage et les hubs de mobilité.

L'équipe de NAM s'est renforcée avec 5 nouveaux collaborateurs, structurant les pôles Mobilités et Billettique. Sur les mobilités alternatives, NAM a lancé la ligne de car express L140E entre La Rochelle et Niort, validé les études sur la Ceinture Sud-Ouest de Bordeaux (mise en service 2025) et travaillé sur des corridors de covoiturage sur l'A10 et l'A62.

Parmi les réalisations majeures :

- La plateforme « Covoit Modalis » (105 communautés créées) et les marchés liés au développement du covoiturage.
- L'expérimentation du service « Vélo Modalis » avec 160 vélos dans 25 stations, 87 % de satisfaction.
- L'étude sur 175 hubs de mobilité et des ateliers avec les collectivités.
- L'intégration de nouveaux réseaux, la diffusion en temps réel, et le lancement d'un observatoire qualité.
- Le développement du transport à la demande (TAD) sur le réseau Evalys et la préparation du déploiement à Limoges en 2025.
- L'évolution du compte unique Modalis (160 000 comptes) et l'optimisation des profils usagers.
- L'extension de la billettique à 11 réseaux, avec la création d'une plateforme de formation.
- L'harmonisation tarifaire, notamment du profil « jeune » fixé à 28 ans.
- La structuration du projet Modalis TER, visant à transférer à NAM la gestion des titres TER à partir de 2026.
- Les marchés mutualisés de cartes Calypso (85 000 cartes) et de tickets (près de 2 millions), d'abris-vélos sécurisés et de logiciels TAD/TPMR.
- NAM a fêté ses 5 ans lors d'un événement à Angoulême, rassemblant plus de 150 participants, et organisé les Trophées des Mobilités 2024 pour valoriser les bonnes pratiques territoriales.

Sur le plan financier, le budget d'investissement pour les projets billettiques s'est élevé à 12 066 405,86 € en 2024, avec un équilibre parfait entre les dépenses et les recettes d'investissement, également fixées à 12 066 405,86 €. Le déficit de fonctionnement, quant à lui, a été maîtrisé, s'établissant à -35 478,77 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Transports,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 2°c) relatif à « l'organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du code des Transports »,

Vu la délibération n°2018-63 du Conseil Communautaire en date du 15 mars 2018 portant adhésion de l'Agglomération de Saintes à Nouvelle-Aquitaine Mobilités (anciennement SMINA),

Vu les textes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des syndicats mixtes ouverts (articles L.5721-1 et suivants du CGCT),

Considérant le rôle structurant de Nouvelle-Aquitaine Mobilités en matière de coordination, de mutualisation et de développement des mobilités sur le territoire régional,

Considérant l'intérêt pour l'Agglomération de s'associer aux projets portés par NAM en matière de billettique, MaaS, TAD, covoiturage, vélos en libre-service, données et tarification,

Considérant le rapport d'activité 2024 transmis par nouvelle-Aquitaine Mobilités,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de prendre acte de la communication du rapport d'activité 2024 ci-joint de Nouvelle-Aquitaine Mobilités ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport d'activité de Nouvelle-Aquitaine Mobilités par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Régie des Déchets

2025-229 Rapport annuel des déchets 2024 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers

Le rapporteur, Monsieur Alain MARGAT, rappelle que Saintes - Grandes Rives - l'Agglo doit établir annuellement un rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers en application des dispositions de l'article L.2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) crée par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 et de l'article D.2224-1 du CGCT modifié par décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015.

Ce rapport a pour objectif de présenter un compte-rendu technique et financier du service public d'élimination des déchets pour l'année 2024.

Le Président rappelle que l'article L.2224-17-1 du CGCT prévoit que « le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente, respectivement au conseil municipal ou à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets, destiné notamment à l'information des usagers [...] ».

Les indicateurs techniques et financiers devant figurer obligatoirement dans le rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés sont définis par l'annexe XIII du CGCT.

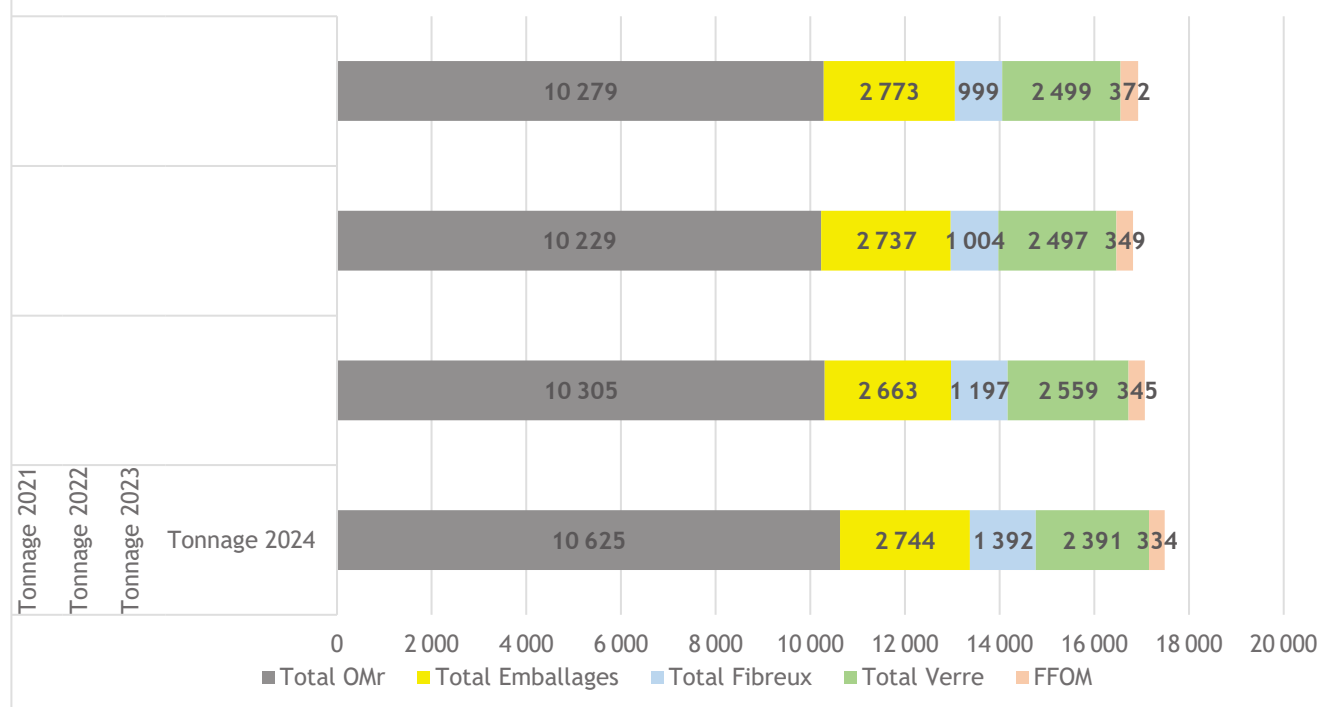
Sont présentés ci-dessous les chiffres clés pour l'année 2024 :

- **Tableau représentant l'évolution des tonnages collectés en porte à porte et en point d'apport volontaire par année**

Flux collectés	Tonnage 2021	Tonnage 2022	Tonnage 2023	Tonnage 2024	Variation 2023-2024	Kg/hab 2024
Ordures Ménagères résiduelles en porte-à-porte	9 709	9 372	9 265	9 285	0,22%	
Ordures Ménagères résiduelles en PAE	916	933	964	994	3,08%	
Total OMr	10 625	10 305	10 229	10 279	0,49%	163,00

Emballages en porte-à-porte	2 496	2 437	2 507	2 533	1,04%	
Emballages en PAE	248	227	230	240	4,46%	
Total Emballages	2 744	2 663	2 737	2 773	1,32%	43,97
Fibreux en porte-à-porte	52	46	44	45	2,74%	
Fibreux en PAE/PAV	1 339	1 152	961	954	-0,68%	
Total Fibreux	1 392	1 197	1 004	999	-0,53%	15,84
Verre en porte-à-porte	103	134	119	129	8,04%	
Verre en PAE/PAV	2 288	2 425	2 378	2 370	-0,33%	
Total Verre	2 391	2 559	2 497	2 499	0,07%	39,63
FFOM	334	345	349	372	6,54%	5,90
TOTAL OMA (Ordures Ménagères et Assimilées)	17 486	17 070	16 817	16 922	0,63%	268,34

Evolution des tonnages d'ordures ménagères et assimilées collectées en porte-à-porte et en apport volontaire de 2021 à 2024



On observe que le tonnage global, d'ordures ménagères et assimilées, excepté pour le flux des fibreux, est en légère hausse par rapport à l'année 2023 (+0,63%). La tendance, ces dernières années, au global et par flux était plutôt une baisse des tonnages depuis 2020.

▪ **Tableau représentant l'évolution des tonnages collectés en déchetterie par année**

	2021	2022	2023	2024	Variation 2023-2024	Kg/hab 2024
TOUT-VENANT	4 718,85	4 231,04	4 208,56	4 204,02	-0,11%	66,66
DECHETS VERTS (dont plateforme Berneuil : 848,69 t)	5 739,90	4 938,37	5 627,18	6 326,81	12,43%	100,33
BOIS	1 641,22	1 533,74	1 687,29	2 053,90	21,73%	32,57
MOBILIER	1 045,28	1 062,27	975,74	921,80	-5,53%	14,62
FERRAILLES	659,95	563,53	561,93	611,06	8,74%	9,69

CARTONS	631,85	649,81	683,80	620,38	-9,27%	9,84
SOUS-TOTAL HORS GRAVATS	14 437,05	12 978,76	13 744,50	14 737,97	7,23%	233,71
GRAVATS	3 811,78	3 444,69	3 165,66	3 459,38	9,28%	54,86
SOUS-TOTAL CAISSON	18 248,83	16 423,45	16 910,16	18 197,35	7,61%	288,56
DEEE	549,00	493,82	471,80	517,61	9,71%	8,21
TEXTILE	196,20	212,58	186,41	207,57	11,35%	3,29
DDS	108,39	103,92	96,22	107,50	11,72%	1,70
HUILES MINERALES	30,78	25,20	25,47	28,35	11,31%	0,45
PNEUS		80,21	32,74	37,37	14,14%	0,59
BATTERIES	4,26	4,84	5,96	3,40	-42,95%	0,05
AMIANTE LIEE	0,00	108,33	59,92	42,68	-28,77%	0,68
PILES	5,39	5,25	6,35	6,07	-4,41%	0,10
HUILES VEGETALES	4,86	5,02	4,91	4,15	-15,48%	0,07
LAMPES ET NEONS	1,59	1,22	2,69	1,30	-51,73%	0,02
BOIS MULTIREP*				233,42		3,70
MELANGE REP EM*				591,20		9,37
PETITS OBJETS*				4,12		0,07
PLATRES*				47,24		0,75
MENUISERIES VITREES*				25,50		0,40
PLASTIQUES MULTI-REP*				29,66		0,47
ASL*				5,69		0,09
ABJTh*				4,49		0,07
SOUS-TOTAL DECHETS DIFFUS	46,88	230,07	138,03	1 064,63	671,31%	16,88
TOTAL DECHETS DE DECHETERIES	19 149,30	17 463,84	17 802,62	19 153,33	7,59%	303,72

63062 habitants

Les tonnages sont toujours en augmentation pour l'année 2024 mais avec un % d'augmentation relativement important (+ de 7%) comparativement à l'année 2023 (+1,94%). Cette forte hausse s'explique par différents paramètres spécifiques à l'année 2024 :

- Des conditions météorologiques tout au long de l'année propices à la pousse des végétaux, soit 700 tonnes de déchets verts de plus apportés en déchetteries,
- La mise en place de nouvelles filières de tri comme les jeux/jouets, les articles de bricolage, les articles de sport et de loisirs ainsi que la filière des déchets de production et matériaux de la construction et du bâtiment (PMCB).
- Certains flux ont augmenté spécifiquement cette année sans raison particulière comme les gravats (+1 000 tonnes) et le bois (+367 tonnes), les Déchets Diffus Spécifiques (DDS) (+10 tonnes).

Les nouvelles filières de tri dont la PMCB ont été mises en place sur les déchetteries du territoire à partir du mois de mai 2024. Elles n'ont pas pu être déployées de façon optimale sur l'ensemble des 5 déchetteries, certains sites étant très contraints en termes de place. Seule la déchetterie Nord de Saintes a pu les développer dans leur ensemble. Le flux « Tout venant » n'enregistre qu'une très légère baisse en 2024, les nouvelles filières n'étant mises en place qu'en milieu d'année, il est difficile d'en mesurer l'impact.

▪ Le traitement des déchets de l'agglomération

Les principaux sites de traitements de déchets collectés en porte-à-porte et en apport volontaire sur le territoire de Saintes Grandes Rives, l'Agglo sont les suivants :

- Pour les ordures ménagères résiduelles : ISDND (Installations de stockage de Déchets Non Dangereux) de Lapouyade (33), UVE (Unité de Valorisation Énergétique) d'Echillais (17) et Gizay (86)
- Pour les emballages ménagers recyclables : Centre de tri ALTRIANE à La Rochelle (17)
- Pour le papier : Papeterie HUTAMAKI à l'Île d'Elle (85)
- Pour le verre : EVERGLASS à Chateaubernard (16)

Près de 40% des déchets collectés en porte-à-porte et en apport volontaire sont valorisés ou recyclés.

Les déchets collectés en déchetteries sont envoyés directement dans les différentes filières de valorisation en France ou dans des pays limitrophes.

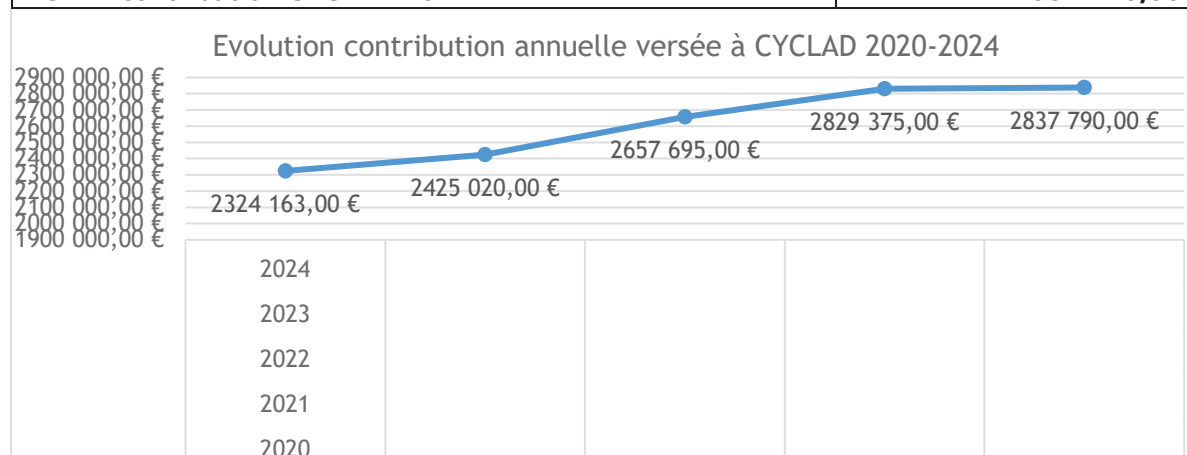
Le tout-venant réceptionné en déchetterie est traité, comme les ordures ménagères résiduelles, dans les ISDND (Installations de stockage de Déchets Non Dangereux) de Lapouyade (33) et Gizay (86).

Plus de 78% des déchets réceptionnés en déchetteries sont valorisés ou recyclés.

▪ **Les indicateurs financiers**

- Contribution pour le traitement des déchets au syndicat mixte CYCLAD

Contribution	Montant
Traitement et valorisation des déchets issus de la collecte	2 270 232,00 €
Traitement et valorisation des déchets issus des déchetteries	567 558,00 €
TOTAL contribution CYCLAD 2024	2 837 790,00 €



- Principaux postes de dépenses en fonctionnement et investissement pour l'année 2024

En fonctionnement :

- Réparation et entretien des véhicules : 462 425,14 € TTC
- Gasoil : 427 758,18 € TTC
- Collecte du verre et du papier en PAV : 182 827,02 € TTC
- Assurances : 84 789,74 € TTC
- Achats de sacs jaunes : 84 438,29 € TTC
- Fluides (eau et électricité) : 62 436,05 € TTC
- Equipements de protection individuelle : 19 288,70 € TTC

En investissement :

- Achat d'un poly benne : 135 062,28 € TTC

- Mise aux normes des déchèteries : 133 779,76 € TTC
- Matériel roulant pour la collecte : 110 539,68 € TTC
- Achats de caissons et de compacteurs : 46 455,52 € TTC
- Achats de bacs : 30 309,00 € TTC
- Etudes de faisabilité de la déchèterie SUD : 26 408,00 € TTC
- Travaux et agencement de l'Ecosite : 12 892,48 € TTC

▪ **Budget annuel global des dépenses et des recettes de la Régie des déchets**

Le budget de la Régie des déchets est un budget annexe qui doit donc être équilibré sans apport du budget principal de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo.

Son financement provient exclusivement de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères, Incitative (REOMI) ou non (REOM), et de subventions éventuelles.

EVOLUTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT			
	2022	2023	2024
Budget Primitif	8 515 026,22 €	8 643 152,00 €	9 334 806,00 €
<i>dont reprise anticipé des résultats</i>			
Décision Modificative n°1	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Décision Modificative n°2	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Décision Modificative n°3	0,00 €	61 000,00 €	0,00 €
Budget Supplémentaire	0,00 €	354 595,52 €	319 511,12 €
Total budgété	8 515 026,22 €	9 058 747,52 €	9 654 317,12 €
% Evolution		6,39%	6,57%

- Redevance des ordures ménagères

Redevance et règlements de prestations reçus en 2024

dont Redevance REOMI et REOM 9 159 210,23 €

Facturation du Centre Hospitalier de Saintonge : 244 809,14 €

Mise à disposition de bacs pour les manifestations : 11 816,84 €

Subventions et soutiens des éco-organismes reçus en 2024 : 80 473,22 €

(Soutiens des éco-organismes pour les D3E et les DDS)

▪ **Conclusions et perspectives**

L'année 2024 a été marquée par une évolution de la tarification au regard de la charge financière et de l'augmentation constante des coûts de traitement (+8%).

Après plusieurs années d'évolutions majeures dans l'organisation du service public de gestion des déchets (modalités de collecte, consignes de tri, modalités de redevance, statut de la régie) l'année 2024 se caractérise par :

- Une évolution de la tarification au regard de la charge financière et de l'augmentation constante des coûts de traitement,
- La continuité du projet d'une nouvelle déchetterie/recyclerie au sud de Saintes,
- Les premières actions relatives au tri à la source des biodéchets avec l'expérimentation des points de proximité,
- Le déploiement des filières multi REP,
- Des actions pour améliorer le tri et sensibiliser les habitants avec l'équipement de chaque benne à ordures ménagères de dévidoir équipé de rouleaux adhésifs avec des messages pour les erreurs de tri dans les sacs jaunes et les bacs ordures ménagères mal positionnés,
- Une nouvelle organisation des services.

Pour l'année 2025, les projets vont concerner particulièrement

- La généralisation du tri à la source des biodéchets avec le déploiement des abri-bacs à l'ensemble des communes du territoire et en milieu urbain pour la ville de Saintes,
- La continuité des distributions des composteurs individuels,
- La continuité des travaux de modernisation des déchetteries (barriérage, vidéosurveillance)
- La mise en place des leviers d'optimisation de l'étude avec, entre autres, le mono-ripage, et la reprise en régie de la collecte des Points d'Apports Volontaire pour les flux verre et fibreux.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le ou les articles L2224-17-1 et D2224-1 et suivants,

Vu le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 7°), relatif à « la collecte et au traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »

Considérant que le rapport annuel 2024 ci-annexé sera mis à disposition du public dans les conditions prévues à l'article D.2224 du CGCT et sur le site internet de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a pris acte de la présentation dudit projet de rapport annuel 204 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers le 9 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers pour l'année 2024.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

2025-230 Rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets du syndicat CYCLAD

Le rapporteur, Monsieur Alain MARGAT, rappelle que Saintes – Grandes Rives – L'Agglo est membre du syndicat mixte CYCLAD à qui elle a transféré la compétence « traitement des déchets ménagers et assimilés ». Dans ce cadre, CYCLAD doit établir un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés en application des dispositions de l'article L. 2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) créé par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 et de l'article D. 2224-1 du CGCT modifié par décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015.

Ce rapport a pour objectif de présenter un compte-rendu technique et financier du service public d'élimination des déchets pour l'année 2024.

Le président rappelle que l'article L. 2224-17-1 du CGCT prévoit que « le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente, respectivement au conseil municipal ou à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets, destiné notamment à l'information des usagers [...] ».

Les indicateurs techniques et financiers devant figurer obligatoirement dans le rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés sont définis par l'annexe XIII du CGCT.

Les indicateurs techniques et financiers 2024 annexés à la délibération du comité syndical de CYCLAD en date du 5 mai 2025 sont annexés à la présente délibération.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes – Grandes Rives – L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 7°), relatif à la « collecte et au traitement des déchets ménagers et déchets assimilés »,

Vu les statuts du syndicat mixte fermé dénommé CYCLAD annexés à l'arrêté préfectoral du 26 mars 2020 portant modification des statuts CYCLAD,

Considérant que le syndicat mixte CYCLAD a approuvé le projet de rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés en comité syndical du 5 mai 2025 aux fins de diffusion auprès de ses adhérents,

Considérant que ce rapport a été présenté aux membres du comité syndical et qu'il sera envoyé à chaque EPCI membre du syndicat,

Considérant le document ci-joint portant sur les indicateurs techniques et financiers 2024 annexés à la délibération du comité syndical de CYCLAD en date du 5 mai 2025,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a pris acte de la présentation dudit projet de rapport du syndicat mixte CYCLAD pour l'année 2024 le 9 septembre 2025,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du document transmis par le syndicat mixte CYCLAD ci-joint au titre du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2024.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du document transmis par le syndicat mixte CYCLAD par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Finances

2025-231 Syndicat départemental de la voirie - Présentation du rapport d'activités 2024

Le rapporteur, Monsieur Francis GRELLIER, rappelle que Saintes Grandes Rives l'Agglo adhère au syndicat de la voirie de la Charente Maritime. Cette dernière est missionnée pour la réalisation de divers travaux sur le territoire de l'agglomération. Chaque année, le Syndicat Départemental de la Voirie 17 communique son rapport d'activité.

Conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport fait l'objet d'une communication au Conseil Communautaire.

1 - Activité générale 2024

Le SDV a connu en 2024 une activité diversifiée, avec des interventions sur :

- l'entretien et l'aménagement de la voirie,
- des ouvrages d'art,
- des prestations techniques et d'ingénierie,
- la vente de matériaux et de services aux communes.

Il regroupe 479 collectivités adhérentes.

En 2024, le Syndicat Départemental de la Voirie a généré un chiffre d'affaires total estimé à environ 17,7 millions d'euros hors taxes, issu de trois grands pôles d'activité :

- La régie du Syndicat comprend, à ce jour, 30 personnes. Elle propose différentes activités de travaux en fonction de la saisonnalité. Toutes activités confondues, les travaux réalisés représentent un niveau global d'environ **5,4 M€** pour 2024. Ce montant de recettes connaît une augmentation de 4% par rapport à l'année 2023, sans pour autant atteindre le niveau exceptionnel de 2022.
- Les travaux d'aménagement pilotés par le syndicat et confié à des entreprises privées par le biais de marchés publics : **9.8 M€** pour 2024. Ce chiffre est en diminution par rapport à l'an dernier en raison de décalages ou reprogrammation, souhaités par les maitres d'ouvrage.
- Le Syndicat Départemental de la Voirie connaît depuis 2021, une croissance importante de demandes de missions sur opérations d'aménagement des Collectivités. Les missions réalisées concernent les types d'aménagement suivants : Aménagement urbain de centre bourg, création de lotissements d'habitations, création de liaison douce, vélo-route, création de parkings et places publiques, aménagement de zone d'activités, réhabilitation d'ouvrages d'art, création de skate-park, etc.... En 2024, les études produites et le suivi de travaux ont concerné 224 opérations et ont procuré un niveau de recettes encore jamais atteint de l'ordre de **1,5 M€**. Entre 2023 et 2024, le SDV a enregistré une augmentation des recettes d'assistance à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'oeuvre de 18 %.
- Le syndicat départemental de voirie met également à disposition de ses collectivités adhérentes différentes prestations (panneaux, signalisation horizontale, fourniture d'enrobés à froid, vente de matériaux de voirie, etc ...). En 2024, les recettes de ces prestations s'élèvent à **1,1 M€** (en augmentation de 4 % par rapport à 2023)

Les investissements sur cet exercice se sont élevés à 743 299,14 €. Le plus gros poste de dépense est l'acquisition de matériel roulant (680 118 € pour l'acquisition d'un Point A Temps Automatique, 4 fourgons tôlés, re-carrossage).

2- Résultats et affectation 2024

Les « états ordonnateur » du CFU identifient les résultats suivants des deux sections :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
Excédent annuel (compte d'exploitation 2024)	15 898,44 €
Excédent dû aux écritures de régularisation DGFIP	21 287,78 €

Report des excédents antérieurs	2 010 746,75 €
Excédent global de fonctionnement 2024	2 047 932,97 €

SECTION D'INVESTISSEMENT	
Excédent annuel	292 152,38 €
Report des excédents antérieurs	2 110 039,02 €
Excédent global d'investissement 2024	2 402 191,40 €
Restes à réaliser	2 132 568,00 €
Excédent global d'investissement 2024 après réduction des RAR	269 623,40 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5211-39,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Considérant le rapport d'activité 2024 adressé par le Syndicat de la Voirie de Charente Maritime, joint à cette délibération,

Considérant le rapport de présentation ci-dessus énoncé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activité 2024 du Syndicat de la Voirie de Charente Maritime ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport d'activité 2024 du Syndicat de la Voirie de Charente Maritime par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-232 Société publique locale départementale Charente Maritime Développement - Présentation du rapport d'activités 2024

Le rapporteur, Madame Marie-Line CHEMINADE, rappelle que la SPL Charente Maritime Développement agit exclusivement pour le compte des Collectivités Territoriales, la Société a pour objet d'apporter aux territoires de Charente-Maritime une offre globale de services de qualité, de proximité et de rapidité en termes :

- D'aménagement,
- D'urbanisme et d'environnement,
- De développement économique, touristique et de loisirs,
- D'accompagnement dans l'innovation et la transition énergétique.

Dans ces domaines, la Société peut :

- Réaliser toute étude, analyse et schéma directeur pour assister la définition de la stratégie de développement territorial,
- Réaliser toute opération d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, de construction, de rénovation d'équipements, de tout immeuble, local ou ouvrage,
- Acquérir tout immeuble ou terrain en vue notamment de la constitution de réserve

- foncière,
- Assurer des missions d'information, de promotion, d'animation, de recherche et de formation.

Et plus généralement, la Société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières, présentant un intérêt général pour les Collectivités Territoriales qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

L'année 2024 constitue le **premier exercice complet** d'activité pour la SPL Charente Maritime Développement, après une phase de lancement sur six mois en 2023.

Le compte de résultat 2024 :

Ce premier exercice plein se distingue par une forte croissance du chiffre d'affaires, qui atteint 965 560 €, contre 150 002 € sur six mois en 2023. Cette évolution confirme la mise en place opérationnelle des missions confiées à la SPL, en particulier dans le cadre de mandats ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Les charges d'exploitation d'exploitation s'élèvent à 780 825,99 €.

Le poste « frais de personnel » représente 71,52 %, les dépenses de sous-traitance représentent 16,77 % (il s'agit de la refacturation des moyens généraux partagés avec la SEMDAS au prorata du Temps Passé).

Le résultat d'exploitation est excédentaire : + 184 735,38 €

Le résultat financier est excédentaire : + 13 456,46 €

Le résultat exceptionnel est nul : 0 €

Le résultat avant impôt + 198 191,84 €

Le résultat net : + 148 643,84 €

Les capitaux propres de la société s'établissent au 31/12/2024 à **494 852,44 €**, répartis de la façon suivante :

- Capital Social : 300 000,00 €
- Réserve légale : 30 000,00 €
- Autres réserves : 16 209,60 €
- Résultat de l'exercice : 148 644,84 €

Pour son premier exercice comptable complet, la SPL CMD démontre une capacité d'exécution solide, une croissance rapide de l'activité ainsi qu'une rentabilité bien établie.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1524-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L.300-1,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu le rapport d'activité 2024 adressé par la SPL Charente Maritime Développement, joint à cette délibération,

Considérant la nécessité de prendre acte du rapport d'activité ci-joint,

Considérant les éléments du rapport de présentation de la délibération ci-dessus mentionnés,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activité 2024 de la SPL Charente Maritime Développement ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport d'activité de la SPL Charente Maritime
Développement par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-233 Société d'économie mixte Foncière de Charente Maritime - Présentation du rapport d'activités 2024

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que conformément à l'article L. 1524-51 du Code général des collectivités territoriales, un rapport est présenté par le représentant de la collectivité ou le groupement actionnaire au sein de la société SEM Foncière de Charente Maritime. Ce rapport a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle.

1. Présentation générale de la SEM

Statut : Société d'Économie Mixte Locale (SAEML)

Création : 2001

Siège social : La Rochelle

Effectif : 4 salariés

Capital social : 21,1 M€

Actionnariat :

- 60,43 % de collectivités locales (département, intercommunalités)
- 39,57 % d'acteurs bancaires publics ou privés (CDC, CEAPC, Crédit Agricole...)

Mission : Investir dans des projets structurants à vocation économique, sociale, touristique ou urbaine dans le département, avec une forte logique d'aménagement du territoire.

2. Résultats financiers 2024

Le résultat d'exploitation est excédentaire : + 3 377 191 €

Le résultat financier est déficitaire : - 1 169 660 €

Le résultat exceptionnel est excédentaire : + 12 118 €

Le résultat avant impôt + 3 377 191 €

Le résultat net : **+ 1 668 309 €**

Ce résultat se décompose comme suit :

- Société (intégrant IS) : - 798 306 €
- Club Méditerranée : + 1 718 300 €
- CH4+ - Airbus Atlantic : + 53 209 €
- CH5 - Airbus Atlantic : + 68 768 €
- Toiture photovoltaïque Rochefort : + 84 828 €
- Immeuble A Périgny : + 111 072 €
- SAUR Vaux-sur-Mer : + 84 315 €
- Service Eaux CDA LR Périgny : + 88 774 €
- Mecaprotec Charente-Maritime : + 185 128 €
- Résidence Jonzac : + 72 221 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1524-5,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Considérant le rapport d'activité 2024 adressé par la SEM Foncière de Charente Maritime, joint à cette délibération,

Considérant le rapport de présentation ci-dessus énoncé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activité 2024 de la SEM Foncière de Charente Maritime ci-joint.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité du rapport d'activité de la SEM Foncière de Charente Maritime par :

- 43 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Philippe CALLAUD)

Divers

2025-234 Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) - Présentation du rapport d'activité 2024

Le rapporteur, Monsieur Bruno DRAPRON, rappelle que Saintes Grandes Rives, l'Agglo est adhérente au CEREMA depuis mars 2024, l'Agglo doit donc prendre acte de son rapport annuel d'activité.

Pour rappel, le CEREMA intervient auprès de l'État, des collectivités et des entreprises pour les aider à réussir le défi de l'adaptation au changement climatique. Ses six domaines de compétences (Bâtiment, Mobilité, Infrastructures de transport, Environnement et risques, Mer et littoral, Expertise et ingénierie territoriale) ainsi que l'ensemble des connaissances qu'il produit et capitalise sont au service des territoires pour accompagner leurs transitions.

Le CEREMA intervient pour le compte des collectivités sur des missions en ingénierie de deuxième niveau (assistance à maîtrise d'ouvrage, expertises, méthodologie...) en complément des ressources locales (agences techniques départementales, agences d'urbanisme, CAUE, établissements publics fonciers, etc.) et en articulation avec les ingénieries privées.

L'évolution de la gouvernance et du mode de contractualisation avec le CEREMA est une démarche inédite en France. Elle fait du CEREMA un établissement d'un nouveau genre qui va permettre aux collectivités et leurs groupements d'exercer un contrôle et de prendre activement part à la vie et aux activités du CEREMA.

Le rapport d'activité 2024 du CEREMA présente les différentes missions effectuées pour les collectivités territoriales en France. Etant adhérente depuis peu, le CEREMA ne mentionne pas d'actions sur le territoire de l'agglomération en 2024.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, II, 1°) relatif au « soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie »,

Vu la délibération n°2023-276 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 26 décembre 2023, portant sur l'adhésion de l'Agglo au CEREMA pour une durée de 4 ans, de 2024 à 2027,

Considérant le rapport de présentation ci-dessus énoncé,

Considérant le rapport d'activité 2024 du CEREMA,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la présentation du rapport d'activité 2024 ci-joint du CEREMA.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité du rapport d'activité du CEREMA par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2025-235 Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Présentation du Rapport d'activité 2024

Le rapporteur, Monsieur Francis GRELLIER, rappelle que chaque année, les délégataires des services publics établissent un rapport sur l'exploitation du service public concerné qu'ils fournissent au délégant avant le 1^{er} juin. Ces rapports sont alors mis à l'ordre du jour du Conseil Communautaire qui prend acte de leur transmission. La CCSPL se réunit ensuite pour examiner ses rapports avant que le sien soit à son tour présenté en Conseil Communautaire.

Les rapports d'activités annuels 2023 ont été transmis aux membres du Conseil Communautaire lors des réunions :

- Du 04 juillet 2024 : Pour le rapport d'activité 2023 du service public des déchets.
- Du 26 septembre 2024 : Pour le rapport d'activité 2023 de la délégation de service public pour la gestion des pompes funèbres et du crématorium par la société d'Economie Mixte Locale (SEML) Pompes Funèbres Intercommunales de la Saintonge (PFIS) ; et également pour le rapport d'activité 2023 de la concession de service public du réseau de transports urbain par la société Keolis.
- Du 13 novembre 2024 : Pour le rapport portant sur le choix du mode de gestion du service public de la fourrière et du refuge pour animaux.
- Du 18 décembre 2024 : Pour le rapport d'activité 2023 sur le prix et la qualité du service de l'eau du Syndicat Mixte Eau 17.

La réunion de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 12 novembre 2024 a examiné tous les rapports mentionnés ci-avant.

Il convient donc de présenter les travaux de la CCSPL au Conseil Communautaire tels qu'annexés à la présente délibération.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement les articles L.1411-3 qui prévoit que "les délégataires des services publics établissent chaque année un rapport sur l'exploitation du service public concerné, l'examen de ces rapports est ensuite mis à l'ordre du jour du Conseil communautaire qui prend acte et L.1413-1, qui prévoit que le Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présente au Conseil communautaire un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente,

Vu le Code de la Commande publique notamment l'article L.3131-5 qui prévoit que « Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services »,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025,

Vu la délibération n°2024-133 du Conseil Communautaire en date du 04 juillet 2024, transmise au contrôle de légalité le 10 juillet 2024, portant sur la présentation du rapport d'activité 2023 du service public des déchets,

Vu la délibération n°2024-197 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2024, transmise au contrôle de légalité le 03 octobre 2024, portant sur la présentation du rapport d'activité 2023 de la Concession de service public du réseau transport urbain,

Vu la délibération n°2024-200 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2024, transmise au contrôle de légalité le 03 octobre 2024, portant sur la présentation du rapport d'activité 2023 de la DSP pour la gestion des pompes funèbres et du crématorium,

Vu la délibération n°2024-215 du Conseil Communautaire en date du 13 novembre 2024, transmise au contrôle de légalité le 20 novembre 2024, portant sur la présentation du rapport relatif au choix du mode de gestion du service public de la fourrière et du refuge pour animaux,

Vu la délibération n°2024-282 du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2024, transmise au contrôle de légalité le 31 décembre 2024, portant sur la présentation du rapport d'activité 2023 sur le prix et la qualité du service de l'eau,

Considérant les éléments présentés dans le rapport introductif de la délibération,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte** de la communication du procès-verbal relatif aux travaux réalisés par la CCSPL en 2024.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité du procès-verbal de la CCSPL par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Le Président lève la séance à 20h00.